PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

21e ANNEE N° 20

Sommaire

EDITORIAL :

Mystifications et réalités.

NOTES EDITORIALES :

De Gaitskell à Wilson.

Pour la défense et la libération de Hugo Blanco !

Réformes et lutte révolutionnaire au Pérou.

Nouvelle crise agricole en Union Soviétique.

La révolution algérienne sur la voie cubaine.

LIVIO MAITAN. — Encore sur les positions du P.C. chinois et quelques problèmes de l'époque de transition.

PIERRE FRANK. — 25e anniversaire de la fondation de la IVe Internationale.

FREEDOM NOW
La lutte des Noirs aux Etats-Unis

E. GERMAIN. — Situation politique et tâches des trotskystes.

Les élections parlementaires en Grèce.

P. RICHARDS. — La lutte de classe en U.R.S.S.

Documents. — Défendons l'Algérie ! — La constitution du Front Unique de Gauche à Ceylan. — Sur le traité de Moscou.

Les livres. — De la révolution.

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale. — Union Soviétique. — Canada. — Bolivie. — Inde. — Italie.

NOVEMBRE 1963
(4e trimestre 1963)

21e année N° 20

SOMMAIRE

Editorial

Mystifications et réalités 1

Notes éditoriales

De Gaitskell à Wilson 5

Pour la défense et la libération de Hugo Blanco 7

Réformes et lutte révolutionnaire au Pérou 8

Nouvelle crise agricole en Union soviétique 9

La révolution algérienne sur la voie cubaine 10

Livio MAITAN. — Encore sur les positions du P.C. chinois et quelques problèmes de l'époque de transition 12

Pierre FRANK. — 25e anniversaire de la fondation de la IVe Internationale 23

Freedom Now (La lutte des Noirs aux Etats-Unis et les tâches des trotskystes américains) 28

E. GERMAIN. — Situation politique et tâches des trotskystes 45

Les élections parlementaires en Grèce 57

P. RICHARDS. — La lutte de classe en U.R.S.S. 61

Documents. — Défendons l'Algérie ! — La constitution du Front Unique de Gauche à Ceylan. — Sur le traité de Moscou 65

Les livres. — De la révolution 68

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale. — Union Soviétique. — Canada. — Bolivie. — Inde. — Italie 69

Attention

Notre nouvelle adresse :

21, rue d'Aboukir, Paris 2e

Téléphone : GUT. 06-57

Abonnements à « Quatrième Internationale »

Un an (4 numéros) .. .. 11 F

Abonnement de soutien .. .. 15 F

Etranger : un an .. l'équivalent de 3 dollars (plus frais postaux pour envoi par avion)

Notre C.C.P. : Pierre FRANK 12648-46 Paris

NOVEMBRE 1963

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

IVe INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IVe Internationale

Mystifications et réalités

La signature du Traité de Moscou sur l'arrêt des expériences nucléaires dans l'atmosphère, dans l'eau et dans l'espace, a déclenché une avalanche de mystifications qui se sont déversées sur les peuples du monde entier. Ce traité serait le début d'une nouvelle « ère de détente », d'une « coexistence pacifique » véritable entre nations. Les dangers de guerre seraient « en recul » ; « les peuples » auraient remporté une importante victoire dans la lutte contre les milieux « bellicistes ».

Aucun de ces thèmes de propagande ne résiste à l'épreuve d'un examen tant soit peu objectif. Tous s'avèrent être des mystifications avec lesquelles la vigilance et les suspicions mille fois justifiées des masses doivent être mises en sommeil.

Première mystification :

Le Traité de Moscou mettrait fin à la dissémination des armes nucléaires. Rien de tel n'est exact. Le traité met simplement fin à la dissémination de ces armes **sans accord préalable de Washington ou de Moscou.** Pour bien souligner la différence entre une telle interdiction et l'arrêt réel d'une dissémination de ces armes, l'impérialisme américain s'est hâté, au lendemain immédiat de la signature du traité, de transmettre des ogives nucléaires au Canada. Rien n'empêchera non plus ce même impérialisme américain d'accorder demain des armes nucléaires à la « force multilatérale de l'O.T.A.N. » en Europe occidentale, ni même de les accorder à l'Espagne franquiste, si les « intérêts stratégiques communs » entre ce pays et les Etats-Unis, mentionnés dans le récent traité hispano-américain, l'exigeaient.

Deuxième mystification :

Le Traité de Moscou ralentirait la course aux armements nucléaires et de ce fait réduirait les risques de guerre nucléaire mondiale. La course aux armements nucléaires n'est pas fonction d'expériences

nucléaires, mais bien de la production courante d'armes nucléaires. Cette production, loin d'être arrêtée ou ralentie, sera plutôt accentuée :

« Le Traité » ne nous empêchera pas d'édifier toute la puissance dont nous avons besoin, et ne justifie pas une réduction unilatérale de notre puissance défensive en ce moment » (Message du président Kennedy au Sénat, Le Monde, **10 août 1963).**

Le danger de guerre nucléaire est essentiellement fonction des contradictions insurmontables entre l'impérialisme mondial, voulant défendre par tous les moyens ses positions qui s'effritent de plus en plus dans le monde, et les forces de la révolution qui continuent de monter globalement mais qui ne sont pas encore capables de désarmer l'impérialisme au sein même de ses forteresses — ce qui ne peut être fait que par le prolétariat des pays impérialistes. Rien dans ce traité ne permet de conclure que ces faits se soient modifiés de quelque manière que ce soit.

Troisième mystification :

Le Traité de Moscou représente une victoire de la lutte antinucléaire des masses, qui l'ont imposé à l'impérialisme récalcitrant. Ceci est une double mystification. En fait, ce n'est pas l'impérialisme américain qui a modifié ses positions pour conclure ce traité ; il y était déjà prêt dans les mêmes conditions en 1959 ; c'est le Kremlin qui a eu à modifier son attitude afin de conclure ce traité. Et il est manifeste que si ce traité a finalement été conclu en 1963, ce n'est pas parce que la « pression des masses » se serait accrue par rapport à 1960, 1961 ou 1962, mais simplement parce que Moscou et Washington **avaient terminé leurs projets courants d'expériences,** qui les avaient amenés à rompre en septembre 1961 le « moratoire » d'expériences nucléaires qu'ils avaient préalablement accepté sans traité formel. Le fait que, pour le moment, aucun des protagonistes n'avait plus rien à expérimenter dans l'atmosphère signifiait en outre que le traité ne vise dans l'immédiat que des expériences d'éventuels concurrents dans chaque camp — ce qui était une raison supplémentaire pour l'impérialisme yankee et la bureaucratie soviétique de conclure l'accord.

La vérité, c'est que nous ne possédons aucune garantie contre une reprise des expériences dès que celle-ci correspondrait à nouveau aux intérêts de l'impérialisme américain. Le témoignage du général Curtis LeMay, chef d'état-major de l'aviation américaine, devant le Sénat des Etats-Unis est à ce propos très significatif :

« Si nous devions apprendre, affirme ce général, **que nous n'étions pas en avance sur les Russes dans le domaine nucléaire, et que nous étions même en retard, alors je crois que nous devrions sérieusement envisager d'entreprendre un nouveau programme d'expériences. »** (New York Times, **4 septembre 1963).**

Peut-on douter que telle est effectivement la résolution de tous les dirigeants responsables de l'impérialisme américain ?

L'hebdomadaire américain **Newsweek** rapporte d'ailleurs dans son numéro du 2 septembre 1963 qu'un contrôle très strict a été établi autour de l'île Kwajalein, dans le Pacifique. Il est d'avis que le Pentagone construit sur cette île les installations permettant de reprendre instantanément des expériences nucléaires dans l'atmosphère.

Que reste-t-il donc de positif du Traité de Moscou ? Le fait que partiellement et temporairement, il n'accroît plus la contamination de l'atmosphère, du sol et des eaux par les retombées radioactives. Personne ne conteste qu'il s'agit là d'un fait positif. Mais toute la question est de savoir si c'est là la conséquence primordiale du **traité,** ou s'il s'agit simplement d'un sous-produit secondaire de celui-ci. Tous les éléments d'information dont nous disposons penchent en faveur de cette seconde hypothèse.

Pour pouvoir signer le Traité de Moscou, Khrouchtchev a dû violer unilatéralement le traité par lequel l'Union soviétique s'était engagée à fournir des informations et de l'équipement nécessaires à la production d'armes nucléaires à la R.P. de Chine. Cette violation est une des causes fondamentales sinon du conflit sino-soviétique, du moins de sa transformation d'un conflit entre **Partis** en un conflit entre **Etats.** Les seules conséquences négatives de ce conflit neutralisent largement les effets positifs du traité (surtout si l'on tient compte du fait que la contamination de l'atmosphère déjà produite par les expériences passées menace et continuera à menacer la santé des hommes pendant des décennies).

Il y a plus. Loin d'être un facteur de « paix » et de « détente », le retard dans l'armement nucléaire de la R.P. de Chine par la violation unilatérale du traité de Khrouchtchev peut être considéré à juste titre comme un facteur **aggravant le danger de guerre nucléaire en Extrême-Orient.** Car, contrairement à la situation existant en Europe, il maintient une situation dans laquelle **une seule des forces en présence,** à savoir l'impérialisme américain, détient des armes nucléaires. S'il est acquis que l'U.R.S.S. riposterait certainement à une attaque nucléaire directe contre la Chine, il est plus que douteux qu'elle puisse le faire (et risquer une guerre nucléaire mondiale) en cas d'**emploi d'armes nucléaires tactiques contre les forces du Vietcong dans le Sud-Vietnam,** lorsque celles-ci passeront au stade des opérations par grands détachements concentrés, et que les brigands impérialistes opérant dans ce pays seraient menacés d'un nouveau Dien-Bien-Phu.

Dans la mesure où la Chine ne détient pas de telles armes nucléaires tactiques et que l'impérialisme yankee dispose d'un **monopole nucléaire dans le Sud-Est asiatique pour sa 7e flotte,** il peut être effectivement tenté d'utiliser ces armes à un moment décisif de la détérioration dangereuse pour lui de la situation dans cette partie du monde.

Il ne s'agit pas là d'une simple spéculation. Le **New York Times** a déjà mentionné ce fait en août dernier ; récemment, l'hebdomadaire britannique **The Observer** (29 septembre 1963) rapporte ce qui suit concernant la politique de Washington au Sud-Vietnam :

« La direction démocrate actuelle des Etats-Unis rejette catégoriquement tout parallèle entre la guerre présente en Indochine et l'entreprise française de jadis. Un des conseillers les plus en vue du président Kennedy qui a accompagné le général Maxwell Taylor durant une de ces missions précédentes au Vietnam a approuvé l'opposition des démocrates contre la proposition de Dulles de jeter des bombes A afin de sauver les Français à Dien-Bien-Phu. Mais il ajouta qu'il n'aurait pas les mêmes objections contre l'emploi d'armes nucléaires, si la situation militaire l'exigeait au cours de l'actuel conflit anti-

communiste. **Ce conflit est différent, dit-il, il ne s'agit pas d'une guerre impérialiste... »**

Non moins négatives sont les conséquences du Traité de Moscou du point de vue d'une lutte efficace contre les dangers d'une guerre nucléaire. Cette lutte efficace ne peut être menée que par les masses laborieuses des pays impérialistes, pour le désarmement unilatéral de leur propre bourgeoisie. Or, la machine de propagande réformiste et khrouchtchévienne tourne à plein rendement pour démontrer aux masses — le Traité de Moscou à l'appui — qu'il suffit d'exercer une pression suffisante sur les gouvernements impérialistes pour que ceux-ci deviennent « raisonnables », s'engagent sur la voie de la « détente » et pour qu'ils finissent même par signer des traités de non agression et de désarmement effectif avec les Etats ouvriers.

Ces illusions démobilisent et désarment les masses, et les mettent dans l'impossibilité de réagir vigoureusement au moment où l'impérialisme brusquement crée une situation d'extrême danger de guerre nucléaire (comme au moment de la crise des Caraïbes d'octobre dernier, au cours de laquelle la passivité du P.C.F. et des masses laborieuses françaises et italiennes était un indice très dangereux). Il est à craindre qu'au lendemain du Traité de Moscou, cette criminelle entreprise de démobilisation sera encore accentuée par les forces khrouchtchéviennes de par le monde.

Pour toutes ces raisons, les marxistes révolutionnaires qui ont toujours considéré comme leur devoir de dire la vérité, toute la vérité aux masses, si désagréable qu'elle puisse être, lancent aux masses, au lendemain du Traité de Moscou, un message non pas d'espoir illusoire et de soulagement crédule, mais de méfiance et d'avertissement grave. Oui, le danger d'une guerre nucléaire qui détruirait toute la base matérielle de la civilisation sinon tout le genre humain reste plus grave que jamais. Oui, ce danger subsiste et subsistera aussi longtemps que l'impérialisme détiendra sa force essentielle, avant tout celle de l'impérialisme américain. Oui, pour échapper fondamentalement et définitivement à ce danger, il n'y a pas de raccourci, pas d'issue facile, il n'y a que la lutte des masses pour désarmer leur propre bourgeoisie, pour la renverser et renverser avec elle les seuls coupables du danger d'holocauste nucléaire. Et, à l'étape présente, il faut accorder un appui inconditionnel à la révolution coloniale, y compris sous sa forme armée, car elle représente aujourd'hui le moyen le plus sûr d'affaiblir la bourgeoisie impérialiste, et aide de ce fait le prolétariat des pays impérialistes à la désarmer et à la renverser demain.

Il n'y a de conclusion « pessimiste » et « défaitiste » à tirer de cette vue réaliste des choses que pour ceux qui, au fond, abandonnent la perspective de révolution prolétarienne dans les pays impérialistes. Pour nous, il n'y a là au contraire qu'une raison supplémentaire de mener la lutte révolutionnaire pour laquelle le mouvement communiste et son héritier légitime, la Quatrième Internationale, ont été fondés : la lutte pour la révolution mondiale est devenue aujourd'hui littéralement une question de vie ou de mort pour le genre humain. Le choix n'est plus entre le socialisme et la barbarie ; il est aujourd'hui entre le socialisme et la mort atomique.

C'est pourquoi la conclusion du Traité de Moscou ne nous fait pas changer notre cours. Les marxistes révolutionnaires participent et participeront au mouvement de masses anti-nucléaire dans tous les pays capitalistes, mais en y opposant à la stratégie de « pression sur la bourgeoisie », une stratégie de développement et d'élargissement de cette lutte, par les moyens les plus divers vers le désarmement et le renversement de la bourgeoisie. Comme l'écrivit « Quatrième Internationale » il y a déjà quatre ans, au moment d'une autre « détente » illusoire :

« En réalité, le rapport des forces militaires à lui seul ne suffit pas à infliger une défaite décisive à l'impérialisme. Sur la base du statu quo **actuel que prêche la politique ultra-opportuniste du Kremlin et des Partis communistes, le capitalisme est encore capable d'accumuler des forces économiques et militaires importantes et de se préparer pour la guerre.**

« Seules des révolutions socialistes victorieuses réduiront cette puissance de l'impérialisme et faciliteront sa défaite. Toute politique d'abandon de la lutte de classe et des perspectives révolutionnaires et socialistes contribue, en réalité, à renforcer l'impérialisme.

« Il faut, plus que jamais, distinguer entre la diplomatie de « paix » de l'Etat soviétique et la politique autonome des organisations ouvrières, pour mener la lutte pour la Révolution et le Socialisme, seules garanties de la paix. »

20 octobre 1963.

De Gaitskell à Wilson

Le Congrès annuel du Parti travailliste de Scarborough a servi cette année surtout d'occasion pour établir l'autorité de Harold Wilson, en tant que chef incontesté du Labour. La bureaucratie réformiste a pleinement accepté cet ancien « gauchiste » et compagnon de Bevan, parce qu'il a montré qu'il est capable d'exercer une forte pression sur la gauche et de présenter un « front uni » devant les électeurs sur une plateforme suffisamment attrayante (tous les agents de publicité connaissent le truc qui consiste à citer la « science » pour couvrir une camelote douteuse) et suffisamment vague pour ne pas « effrayer l'électeur petit bourgeois ».

En permettant à Wilson de mener à bien cette opération, les dirigeants centristes de la gauche travailliste, les Michael Foot, Cousins et Cº, ont commis une grave erreur politique. Ils partent d'une confiance personnelle en Wilson et de l'importance d'une grande victoire électorale du Labour pour conclure que les vrais débats de doctrine et de programme n'auront lieu qu'après les élections et non pas avant celles-ci. Ils oublient de ce fait que Wilson a reçu un mandat précis à Scarborough, et qu'il sera fort difficile de lui reprocher par la suite d'abandonner des engagements... que personne ne l'a obligé de prendre.

On aurait cependant tort de considérer le congrès de Scarborough comme une victoire pure et simple de la droite travailliste, comme la preuve d'un effondrement de la gauche travailliste. Rien n'est moins vrai. Car sur toutes les questions controversées, soit la discussion n'a pas eu lieu et les problèmes restent donc posés (c'est notamment le cas dans le domaine de la politique étrangère et militaire), soit les solutions avancées sont suffisamment confuses pour que chaque tendance les interprète en sa faveur (c'est notamment le cas du problème des nationalisations, de celui du contrôle ouvrier et de celui de la limitation des augmentations de salaires).

Or, ces controverses ne sont pas le simple produit d'une lutte de tendances ou d'un conflit entre bureaucrates réformistes et centristes. Elles ne sont ni plus ni moins que le reflet, au sein du Parti travailliste, de la lutte de classe elle-même, de son exacerbation progressive, et des prises de conscience auxquelles aboutit cette exacerbation dans les rangs de la classe ouvrière.

La crise structurelle de l'impérialisme britannique s'aggrave de plus en plus. Le programme esquissé par Wilson constitue en soi une excellente plate-forme pour un redressement de l'économie capitaliste de Grande-Bretagne : modernisation accélérée de l'industrie ; concentration sur la recherche scientifique ; manœuvres politiques audacieuses afin de s'assurer des marchés de plus en plus importants dans les pays coloniaux venant d'accéder à l'indépendance ; au besoin même quelques nationalisations mineures, notamment dans des secteurs en déficit ou pour des entreprises nouvelles qui n'ont guère de chance de travailler avec profit avant de longues années.

Mais il y a une faille dans ce programme : il ne précise pas qui en payera les frais. Le redressement de l'économie britannique est une entreprise coûteuse. Il exige un relèvement important du taux d'investissement, c'est-à-dire — en régime capitaliste — du taux de profit. Sa contrepartie, c'est le blocage des salaires, ou du moins leur augmentation « planifiée », limitée à un rythme qui ne menace pas d'atteindre ce taux de profit.

Or, au dernier congrès des Trade-Unions, la majorité des syndicats britanniques a clairement laissé entendre que ceux-ci n'acceptent pas pareil marché de dupes. On commettrait une lourde erreur en supposant qu'entre Brighton et Scarborough, Wilson a réussi à les convaincre de l'accepter quand même, car il ne s'agit pas des avis de quelques bureaucrates, fussent-ils de gauche, mais de convictions et du sentiment de puissance de milliers de shop stewards et de militants syndicalistes de base, de centaines de milliers de travailleurs conscients, et de millions d'ouvriers et d'employés qui les suivent.

Cette force, il faudrait la briser dans un combat ouvert ou dans une longue entreprise de démoralisation et de division. Pour le moment, au contraire, elle est intacte. Pour imposer ce que Selwyn Lloyd n'a pas pu faire accepter, Harold Wilson devrait la heurter de front. Il s'ensuivrait une épreuve de force qui déciderait de l'avenir de tout le mouvement ouvrier britannique, et qui serait décisive pour les dix années à venir du mouvement ouvrier en Europe occidentale.

On le voit, le passage de Gaitskell à Wilson n'est pas simplement une question de différence de psychologie ou de tactique. Il est vrai que Gaitskell fut un petit bourgeois arrogant, ignorant tout du mouvement ouvrier britannique et de ses traditions propres ; c'est ce qui explique sans doute quelques-uns de ses échecs retentissants au sein du Labour. Il est vrai aussi qu'à l'opposé de Gaitskell, Harold Wilson est un produit du mouvement travailliste, avec toutes ses particularités et ses traditions propres, et en plus un astucieux manœuvrier et un maître tacticien. Mais il y a une autre différence, sociale celle-là, qui est infiniment plus importante.

Gaitskell prit la direction du parti travailliste à une époque où la classe ouvrière britannique, déçue après six années d'expérience de gouvernement labouriste, étonnée et en partie séduite par l'incontestable amélioration de niveau de vie que lui procura un début d'expansion tory, était en partie désorientée et retombée en apathie. Tous les appareils de propagande (y compris celui de son propre parti) l'assurèrent que la « question sociale » était somme toute résolue et que, sous les tories comme sous le Labour, le plein emploi et le Welfare state étaient devenus des institutions permanentes. Elle n'y croyait sans doute guère à cette propagande, mais elle ne sut pas spontanément lui opposer une argumentation cohérente, ni surtout trouver la brèche pour prendre d'assaut la forteresse capitaliste, de nouveau dirigée par une classe dominante pleine d'assurance et de suffisance.

Dix ans plus tard, la situation a totalement changé. Un hiver avec un million de chômeurs ; des régions entières en plein déclin ; des dizaines de milliers de jeunes qui courent les rues depuis plusieurs années sans avoir trouvé du travail ; une classe possédante décadente à laquelle un quelconque de Gaulle peut dédaigneusement fermer la porte de l'Europe, et qui est en outre profondément discréditée, non pas tellement par les scandaleuses affaires Profumo et Rachmann, que par ce scandale permanent qu'est son incapacité à sortir la Grande-Bretagne du marasme, voire du déclin : il n'en fallut pas plus pour ranimer puissamment la confiance du prolétariat britannique dans la cause du socialisme, sa conviction que le capitalisme n'a plus d'avenir valable à offrir à la nation.

C'est ce prolétariat qui s'apprête à donner au parti travailliste une retentissante victoire électorale. C'est lui qui attend du futur gouvernement Wilson des mesures effectives en vue de démanteler le pouvoir du capital. Satisfaire à la fois les aspirations de cette masse puissante et les espoirs de la bourgeoisie britannique, voilà ce qui s'avérera la quadrature du cercle, même pour l'astucieux Wilson.

Scarborough a pu empêcher que les tendances profondes dans lesquelles le mouvement ouvrier britannique est aujourd'hui divisé se heurtent avant les élections. Mais

Scarborough ne pourra pas empêcher cette confrontation de se produire lorsque le futur gouvernement travailliste commencera à gouverner. Et les rapports de forces profondément modifiés par rapport à 1945 ; la puissance du courant de gauche au sein des syndicats ; la situation économique et internationale qui laisse aujourd'hui au Labour Party beaucoup moins de marges de manœuvres que jadis, feront que cette confrontation sera exceptionnellement dure et que le prolétariat britannique y fera clairement entendre sa résolution d'engager la Grande-Bretagne sur la voie du socialisme.

POUR LA DEFENSE ET LA LIBERATION DE HUGO BLANCO !

Le trotskyste Hugo Blanco, dirigeant syndical de paysans péruviens dont la renommée s'étend désormais sur toute l'Amérique latine, est détenu depuis plusieurs mois. Un procès se prépare contre lui. Menacé d'une lourde peine, il entend faire de son procès celui des exploiteurs des masses de son pays, comme on le verra dans sa lettre que nous publions ci-après. Faites votre devoir de solidarité envers Hugo Blanco. Faites connaître cette lettre. Répondez à son appel. Souscrivez pour sa défense et sa libération. Envoyez les fonds à : Señor ANGEL GALLARDO, Calle Chiclayo, 121, Chosica, Lima (Pérou).

Peuple péruvien,

Ce procès ne s'ouvre pas contre ma personne, mais contre la révolution péruvienne. La réaction prétend l'amener au banc des inculpés ; et nous ne devons pas le permettre : au banc des inculpés doit se trouver l'oligarchie.

C'est justement parce que le jugement ne sera pas contre ma personne, que ce n'est pas la camarilla d'officiers et de porte-parole au service des monstres, c'est le peuple péruvien qui doit juger et c'est devant ce juge que nous devons faire notre rapport sur les trahisons de la patrie, les assassinats, les vols, les tortures, les violations commis par l'oligarchie toute entière et notamment par les propriétaires fonciers, dans tous les coins du pays.

C'est le moment le plus favorable pour le faire : le peuple péruvien suit le procès, prêt à écouter et préparé à juger. Quel que soit notre effort dans cette direction, il sera insuffisant. Les syndicats, les fédérations des paysans, des ouvriers, des étudiants, des employés, etc., devront s'engager à fond dans cette tâche.

J'ai eu le sort d'être celui qui doit s'asseoir au banc des inculpés, qui sera transformé en une tribune d'accusation de la révolution ; c'est pourquoi j'ai besoin d'avoir le rapport des crimes des propriétaires fonciers et de l'oligarchie toute entière pour le jeter à la figure des tribunaux, qui seront le symbole de la réaction. Je demande aux camarades de me transmettre ce rapport.

Malheureusement la salle du procès n'est pas suffisamment large pour accueillir dix millions d'hommes ; ce qui signifie que le juge véritable n'aura pas la possibilité d'entrer dans la salle : il se trouvera dans les rues des villes et des villages, dans les campagnes... Si nous voulons que notre accusation arrive devant lui, maintenant que l'histoire nous en donne la possibilité, il est nécessaire de préparer des millions de tracts, de brochures, peut-être un livre, et malheureusement, cela signifie de l'argent et, moi, je n'en ai pas. Je n'ai jamais demandé d'aides financières, mais maintenant je le fais, non pour moi, mais pour la dénonciation, pour l'accusation.

Terre ou mort ! Nous vaincrons !

Cuartel Mariscal Gamarra.
Arequipa.

Réformes et lutte révolutionnaire au Pérou

Les premières actions du nouveau gouvernement Belaunde — expropriations des terres contestées à condition qu'elles soient ramenées au sein des communautés indigènes ; nationalisation de la Caisse d'Epargne ; suppression des droits d'entrée sur le ciment afin d'empêcher son renchérissement du fait du monopole que l'Empire Prado exerce sur ce secteur — ont fourni les arguments d'usage à l'opposition oligarchique et apriste. Elles ont de ce fait accru la popularité du régime auprès des masses (popularité incontestable qu'il serait vain de vouloir nier), et désorienté encore davantage les secteurs opportunistes de la gauche. La preuve en est fournie par le vote scandaleux en faveur du cabinet Trelles de la part des députés Aldana du Parti Socialiste, Ledesma et Manrique du F.L.N., qui n'ont pas hésité à s'unir aux autres parlementaires de l'UNO, de l'APRA et de l'alliance Action Populaire Démocratie chrétienne.

Mais ces premières mesures de Belaunde ont absolument confirmé nos analyses : a) force et extension du mouvement agraire et d'occupation des terres ; b) exacerbation de la lutte anti-capitaliste ; c) caractérisation du groupe dominant comme représentant la bourgeoisie industrielle.

On ne peut pas ignorer que ce groupe a seulement décrété l'expropriation des terres contestées, du fait de la vague d'occupation des terres. Les 78.000 hectares transférés légalement à quelques communautés indigènes du centre du pays, l'ont été en fait parce qu'ils avaient été occupés par les paysans de ces communautés depuis le jour du grand massacre de Cerro di Pasco, en mars 1962.

Le facteur décisif pour obtenir cette décision du nouveau régime, ce fut sans doute la magnifique occupation de l'entreprise Chichausiri, de la part de la communauté de San Pedro Cajas. Voilà pourquoi il est urgent d'étendre les occupations des terres d'un bout à l'autre du pays. Voilà ce que sont précisément en train de faire des milliers de paysans en ce moment même (dans les entreprises Corpacancha, Andachaca et Micivilca, à Cerro di Pasco ; Conchaque à Piura ; Chacamba en Andalusie ; Yantac à Juinin, etc.).

Ce mouvement national d'occupation des terres de la part des paysans est aujourd'hui le facteur décisif de l'avenir du Pérou. Il constitue la forme concrète de la réforme agraire, la voie péruvienne vers la révolution socialiste, **qu'il faut appuyer et étendre par tous les moyens.**

Quant à la nationalisation de la Caisse d'Epargne et aux mesures prises pour diminuer le prix du ciment, il s'agit de mesures typiques en faveur de la bourgeoisie industrielle, aux frais de l'oligarchie financière. La première concerne environ 20 % des profits bancaires, et renforce le pouvoir économique de l'Etat, aujourd'hui contrôlé par le secteur de la bourgeoisie industrielle représenté par Belaunde. La seconde favorise les capitalistes du secteur de la construction (ingénieurs, entrepreneurs, architectes, producteurs de matériaux de construction, etc.), et en général tous les industriels qui construisent de nouvelles usines ou qui agrandissent les usines existantes ; et elle réduit les profits fabuleux du groupe Prado, patron du trust Portland.

Puisque la lutte politique entre partis bourgeois est l'expression de la lutte économique entre des groupes de capitalistes, il s'ensuit évidemment que l'harmonie actuelle entre gouvernement et opposition ne durera pas longtemps. Les mesures anti-oligarchiques du régime n'ont fait que réduire quelques privilèges des grands banquiers et propriétaires fonciers. Mais ceux-ci ne sont pas prêts à tolérer même cette réduction limitée de leurs profits. Voilà pourquoi la Prensa a commencé à fourbir ses armes. La UNO et l'APRA, de leur côté, épient une occasion favorable pour déclencher l'attaque. Dans ces conditions, le devoir des travailleurs n'est pas d'appuyer un secteur capitaliste contre un autre, mais d'approndir les divisions de l'adversaire.

Combien déplorable est dès lors la position opportuniste du PC devant Belaunde ! Il devrait vraiment se tenir « fermement uni au peuple », plutôt que de déclamer seulement ces paroles, comme le font les démagogues bourgeois, ennemis acharnés des ouvriers et des paysans. C'est du devoir de la jeunesse communiste et de la base prolétarienne de ce parti de rectifier pareille ligne de capitulation.

(Traduction de l'organe péruvien « Obrero y campesino ».)

Nouvelle crise agricole en Union soviétique

Après les communiqués de victoire que la bureaucratie soviétique avait lancés tout au long de l'année 1962, la récolte de 1963 a apporté une amère déception. Non seulement elle est inférieure à celle des dernières années, mais l'approvisionnement du pays en céréales est directement menacé et le fourrage du bétail est loin d'être assuré. Ci et là on a même signalé des manifestations de panique : longues queues devant les boulangeries pour stocker la farine ; début d'abattage massif du bétail lorsque le gouvernement a voulu poursuivre des kolkhoziens qui donnaient du pain à leurs bêtes.

Pour sortir de l'impasse, Khrouchtchev a pris des mesures immédiates et, une fois de plus, modifié sa politique agricole à plus long terme. Dans l'immédiat, on a pratiquement cessé de fabriquer du pain blanc ; et des achats massifs de blé aux Etats-Unis, au Canada, en Australie et ailleurs, doivent permettre d'assurer la soudure. A plus long terme, l'accent est maintenant mis — correctement — sur l'accroissement de la production d'engrais et sur l'extension de l'irrigation.

Ces tournants impliquent une auto-critique que le premier secrétaire du Comité Central s'est bien gardé d'effectuer publiquement. N'y a-t-il pas dix ans qu'il est à la tête du parti et près de dix ans à la tête de l'agriculture soviétique ? Le sous-développement de l'industrie chimique soviétique et des investissements dans l'agriculture (en U.R.S.S. on investit par unité de surface quatre fois moins d'engrais chimiques qu'aux Etats-Unis et douze fois moins qu'en Allemagne occidentale !) sont connus depuis longtemps. De même est connu depuis longtemps le risque qu'entraîne toute culture extensive sur les steppes d'Asie centrale sans irrigation concommitante.

Néanmoins, Khrouchtchev avait cherché son salut dans la culture extensive sans irrigation sur les « terres vierges », les transformant ainsi en un immense dust bowl (boule de poussière) à l'image de l'Oklahoma américain des années 30. Et il avait préféré toutes sortes d'aventures dans le domaine de la politique de prix, ainsi que la vente des machines agricoles aux kolkhozes, plutôt que d'accroître considérablement et à temps les investissements dans l'agriculture. Les avertissements n'avaient pourtant pas manqué. La « rectification » vient au moment où l'on frise la catastrophe.

Certes, un redressement rapide reste possible. L'Union soviétique dispose d'une énorme puissance industrielle. Une réorientation de l'industrie « au service de l'agriculture » (dans le sens où l'a pratiquée le PC chinois, mais naturellement dans des proportions beaucoup plus modestes) est tout à fait possible. Fournir à l'agriculture suffisamment de moyens d'investissement ; s'assurer par ailleurs que ces moyens sont utilisés de manière rentable et à bon escient, en offrant à l'agriculture des stimulants matériels en quantité suffisante (c'est-à-dire non seulement des prix d'achat adéquats pour les produits agricoles, mais encore suffisamment de produits industriels pour être achetés avec les roubles ainsi gagnés) ; éviter les excès du gaspillage et de la bureaucratie en associant tous les paysans à la gestion des kolkhozes, par le rétablissement de la démocratie kolkhozienne (dont les dernières traces disparaissent de plus en plus, au fur et à mesure que les kolkhozes sont fusionnés dans des unités de plus en plus grandes) : voilà ce qui serait du domaine du possible. Mais cela impliquerait certes un changement fondamental de pas mal de « lignes » chères à la bureaucratie. Et cela exigerait surtout la renaissance d'une alliance véritable entre les ouvriers et les paysans, dans un régime de démocratie soviétique, sous la direction d'un parti qui aurait rétabli la démocratie ouvrière en son sein et qui soumettrait toutes les erreurs de ses dirigeants à une critique implacable. Nous en sommes encore loin.

Il reste que le prestige de Khrouchtchev sort durement atteint de cette affaire, car il avait attaché son nom à l'entreprise des « terres vierges ». Ses vantardises sur la production américaine par tête d'habitant qui aurait déjà été dépassée pour une série de produits agricoles prennent un goût particulièrement amer, au moment où la surproduction capitaliste aux Etats-Unis doit venir en aide à la sous-production de l'Union soviétique, « au seuil du communisme ». Et ceux qui veulent éviter toute lutte révolutionnaire du prolétariat des pays impérialistes jusqu'après le moment où l'URSS aura dépassé la production américaine par tête d'habitant, dans l'industrie et dans l'agriculture, devraient comprendre, à l'aide de cet exemple, qu'ils éliminent la révolution prolétarienne de leur stratégie politique pour longtemps encore...

La révolution algérienne sur la voie cubaine

Après une brève période d'accalmie au lendemain de l'accession à l'indépendance, la révolution algérienne a repris depuis mars dernier fougueusement sa marche en avant.

Nationalisations de plus en plus étendues, notamment nationalisations des terres des colons français qu'ils aient ou non abandonné le pays, nationalisations de nombreuses entreprises, de commerces et services qui auraient pu servir de point de départ à la formation d'une bourgeoisie algérienne ; nationalisation des journaux qui étaient restés les porte-parole prudents des anciens maîtres de l'Algérie ; commencement de la réforme agraire ; instauration de l'autogestion ; mesures pour arracher la jeunesse à une vie dégradante ; et tout récemment, premières mesures visant à dissocier le système monétaire de l'Algérie de celui de la France.

Moins d'un an après l'accession à l'indépendance, le chemin parcouru est extrêmement impressionnant. A chacune des mesures, les mouvements des masses pour les supporter sont allées en s'ampliant : manifestations de la fin mars-début d'avril, du Premier mai, du début de juillet, du Premier novembre.

Certains cherchent à amoindrir le rôle du gouvernement, arguant qu'il a agi « sous la pression des masses ». Il est sans intérêt d'entrer dans un débat du genre de qui a commencé, la poule ou l'œuf... Il nous suffit de répondre que, bien souvent et dans de multiples endroits, la pression des masses était visible mais que le gouvernement n'y répondait pas ou s'y opposait. En Algérie ,le pouvoir de Ben Bella s'est montré attaché aux aspirations des masses les plus pauvres, notamment de la paysannerie. Il vient de se tenir un congrès de paysans où, de l'aveu de tous les observateurs quels que soient leurs points de vue sur la nouvelle Algérie, les paysans se sont exprimés en toute liberté, formulant leurs doléances et leurs critiques, non à l'égard d'un pouvoir éloigné d'eux et indifférent, mais qui se trouve à leur contact. Ce seul fait, quasiment unique dans le monde à l'heure présente, témoigne de la marche réelle de la révolution algérienne, de la direction dans laquelle elle est engagée, la « voie cubaine » qui effraye considérablement le monde bourgeois, et aussi d'autres qui se prétendent socialistes.

Certains essayent d'amoindrir ces mesures en arguant des pétroles sahariens non nationalisés. Ce dernier argument ne vaut rien, et nous sommes d'autant plus à l'aise pour le dire que, durant la guerre d'indépendance même, nous avions indiqué, dans les colonnes de notre revue, que l'un des éléments d'un traité d'une Algérie indépendante avec la France pouvait bien être une convention sur les pétroles sahariens. Rien ne s'oppose par principe à ce qu'un pouvoir révolutionnaire passe un accord de ce genre avec une puissance capitaliste ; dans les circonstances actuelles, il est toujours possible, le moment venu, de procéder à la nationalisation. Même des gouvernements de bourgeoisie indigène l'ont fait. Par contre, aucun gouvernement de ce type n'a entamé une transformation agraire comme celle effectuée en Algérie. Et pour cause : il y a une différence essentielle entre la présence économique de firmes capitalistes qui peuvent être nationalisées du jour au lendemain, et la présence ou non d'une couche possédante autochtone qui constitue un facteur déterminant quant à la nature de la société. Ne pas comprendre cela, c'est ne pas comprendre la place de la révolution agraire dans la révolution coloniale, c'est ne pas comprendre la révolution coloniale elle-même.

Les difficultés de l'Algérie nouvelle sont considérables, provenant en premier lieu, comme pour tous les pays économiquement sous-développés, du manque de cadres de tous ordres, du retard culturel, qui favorisent énormément les tendances bureaucratiques.

Si l'on tient compte des conditions objectives qui ont existé depuis un an, on ne peut pas nier que les résultats obtenus sont remarquables. Le pays a été remis en marche et les pieds noirs « irremplaçables » ont été remplacés avantageusement pour l'économie, les masses travaillant avec la conviction fondée qu'elles le faisaient vraiment pour elles.

Mais les conditions de misère n'ont pas disparu. Elles se montraient le plus douloureuses en Kabylie ; le mécontentement y était assez grand, comme en témoignèrent les abstentions massives aux élections pour l'Assemblée nationale et pour la Présidence de la République. Sur une telle situation, certains s'affirmant socialistes

ont appelé les masses algériennes à un soulèvement contre le pouvoir. Le terme « socialiste » n'a, on le sait depuis longtemps, rien d'une appellation contrôlée, et peut recouvrir toutes sortes de marchandises. A l'étape actuelle de la révolution algérienne, dans le rapport des forces socialistes qui y existe, il va de soi qu'aucun élément bourgeois ne peut se présenter à visage découvert, avec un franc programme de néo-colonialisme, et que l'art de la contre-révolution est de chercher à exploiter les mécontentements autour d'une opération qui n'affiche aucun programme, en se servant même d'éléments politiquement confus. L'affaire de Kabylie a montré qu'une telle opération ne trouva aucun écho sensible dans toute l'Algérie et qu'en Kabylie même elle s'effondra parce que ne recevant aucun appui sérieux au sein de la population.

Toutes ces considérations échappent à certains courants, notamment en France à une partie de ceux qui ont aidé les Algériens pendant leur guerre d'indépendance, et qui essayent de mener à présent une campagne contre la « répression » exercée par le gouvernement algérien. Il n'est pas inutile de remettre les choses au point. Est-il besoin de dire qu'un mouvement comme le nôtre, avec le passé qu'il a et les répressions qu'il n'a cessé de connaître, ne peut avoir qu'une attitude très mesurée là où il s'agit d'une répression de la part d'un gouvernement révolutionnaire qui peut frapper des éléments sincères mais dont la confusion peut provoquer de graves dangers pour la marche de la révolution. C'est pourquoi nous nous prononçons dans ces cas-là pour le recours à une justice révolutionnaire qui opère contradictoirement et de façon donnant toute garantie. Ceci dit, dans le cas de l'Algérie, disons à ceux qui tentent de mener une campagne contre le gouvernement de Ben Bella que, devant les dangers qu'a courus la révolution, son attitude se caractérise par une fermeté qui a été alliée à une modération remarquable dans la répression. Il y avait dans l'histoire des luttes intérieures du mouvement révolutionnaire algérien certaines « traditions » dangereuses, et on ne peut que saluer avec joie que la conquête du pouvoir — qui pouvait entraîner le risque de les encourager — a au contraire été marquée de la part de Ben Bella d'un sens de responsabilité très élevé sur ce point. Souvenons-nous qu'il y a un peu plus d'un an il exista effectivement le danger d'une « congolisation » de l'Algérie. Et les semaines dernières, en lançant l'opération de Kabylie, les opposants qui prenaient appui sur ces tendances au « wilayisme » ne pouvaient que nuire à la marche en avant de la révolution et, pis encore, travailler pour le roi de Prusse, plus exactement en l'occurrence pour le roi du Maroc.

Car, dans sa progression, la révolution algérienne n'a également pas manqué de dresser contre elle toutes les forces du maintien de la société capitaliste. Les forces bourgeoises dans le pays étant trop faibles, l'impérialisme français vaincu ne pouvant s'opposer de front, c'est à la monarchie voisine effrayée de la contagion révolutionnaire auprès des masses marocaines que revenait, appuyée en sous-main par de puissants amis, le soin de porter des coups de l'extérieur à la révolution algérienne.

L'agression marocaine contre une Algérie qui n'était manifestement pas préparée fut contrecarrée non seulement sur le plan militaire mais aussi, et de façon si forte à faire réfléchir le trône marocain et ses amis dans le monde ,par une propagande révolutionnaire qui à nouveau souleva l'élan du peuple algérien et ne pouvait manquer de rencontrer un écho parmi les masses marocaines.

Un des traits qui rapproche le plus l'expérience algérienne de celle de Cuba, c'est précisément qu'en face de chaque nouvelle difficulté qui surgit, le pouvoir, loin de faiblir, riposte avec fermeté, fait appel aux masses et reçoit une réponse positive de celles-ci.

Le point le plus faible en Algérie, c'est l'absence d'un parti révolutionnaire bien organisé, et cette lacune n'est pas aisée à surmonter. La pratique de l'autogestion, les congrès de paysans et d'ouvriers contribueront toutefois à dégager des hommes qui seront à la fois les porte-parole des masses et les animateurs de la construction socialiste de l'Algérie, c'est-à-dire les éléments d'un parti révolutionnaire.

Toute l'évolution de l'Algérie depuis l'accession à l'indépendance n'est autre chose que la transcroissance socialiste qui s'opère. Comme la IV[e] Internationale l'avait souligné au cours même des années de lutte contre l'impérialisme français, les forces qui assurent cette transcroissance se sont avérées quasiment irrésistibles. Nous ne doutons pas que la marche ne sera pas aisée, qu'elle ne manquera pas de sinuosités, qu'elle pourra comporter des échecs. Mais il y a des acquis essentiels sur lesquels il est désormais impossible de revenir. Ben Bella l'a souligné vigoureusement au moment même où il s'efforce de trouver un terrain d'entente aves certaines personnalités au lendemain de l'affaire de Kabylie et du conflit armé algéro-marocain.

La IV[e] Internationale appelle plus que jamais les travailleurs de tous les pays, plus particulièrement ceux d'Europe et en premier lieu parmi eux ceux de France, à donner leur soutien le plus ample, le plus vigoureux à l'Algérie en marche vers le socialisme. Soutien de tous ordres : soutien contre les agressions de l'extérieur ; soutien matériel, technique, et aussi soutien politique. Nous avons à plusieurs reprises souligné la position exceptionnelle de la révolution algérienne, au carrefour des révolutions arabe, africaine et européenne. Tous les pas en avant de la révolution algérienne se répercuteront dans toutes ces directions.

LIVIO MAITAN

Encore sur les positions du P. C. chinois et quelques problèmes de l'époque de transition

Des événements récents et les prises de position exprimées dans les articles du **Drapeau rouge** et du **Quotidien du peuple** permettent de mieux préciser notre analyse de l'orientation des dirigeants chinois, de sa signification et, en même temps, d'en saisir certaines implications d'ordre plus général.

LE TRAITE DE MOSCOU ET « L'ETAT-GUIDE »

Les communistes chinois ne se sont pas associés à la signature du traité de Moscou : le Secrétariat Unifié de la IV[e] Internationale a déjà précisé son attitude à ce sujet (1) et nous ne reviendrons pas ici sur les arguments avancés par les partisans du traité qui, en réalité, oublient ou sous-estiment les aspects essentiels de l'affaire, en mettant en épingle des éléments inexistants ou secondaires. Nous nous limiterons à répondre à un argument qui fut avancé notamment dans des milieux communistes.

Il est absurde, dit-on, de s'opposer par principe à des compromis et, en réalité, les Chinois, en rejetant le traité, en arrivent à une logique ultragauche, et aventuriste de nature plus ou moins similaire à celle qui détermina l'attitude de Trotsky à Brest-Litovsk. Or, en laissant de côté Brest-Litovsk, que trop de gens cherchent encore à exploiter d'une façon malhonnête au lieu d'examiner la question sur la base de la critique historique, ni la IVe Internationale ni les Chinois n'ont fixé leur attitude en fonction de critères abstraits. Notre attitude fut déterminée par une analyse concrète : un tel compromis est-il profitable ou non à l'ensemble des Etats ouvriers et au mouvement ouvrier international ? Notre réponse fut négative pour toutes les raisons exprimées dans le texte du Secrétariat Unifié, notamment parce qu'une clause non écrite mais essentielle du traité implique l'engagement soviétique de ne pas livrer des armes et des secrets nucléaires à la Chine (en violation entre autre de l'accord de 1957). Il s'agit, au fond, d'un accord dont les résultats sont tout à fait insignifiants sur le plan de la course aux armements nucléaires, dangereux ou du moins fort discutables quant aux implications pour les mouvements de masse, notamment les mouvements anti-guerre, en tout cas dangereux du point de vue de l'équilibre nucléaire entre les deux principales puissances (la continuation des essais souterrains étant censée être plus favorable aux Etats-Unis), tout à fait négatifs sous l'angle des répercussions au sein du front des Etats ouvriers et même des rapports étatiques entre l'URSS et la Chine.

Les polémiques ultérieures ont d'ailleurs confirmé une implication sérieuse de l'attitude soviétique. Les dirigeants soviétiques non seulement ont exigé des autres Etats ouvriers qu'ils s'associent automatiquement à une opération qu'ils avaient développée séparément jusqu'à la fin, mais ils ont déclaré carrément que l'URSS est et doit rester le seul bouclier nucléaire des Etats ouvriers, et même que les dirigeants de l'Etat qui dispose de l'armement nucléaire sont les seuls compétents pour trancher en la matière. Khrouchtchev et les siens n'auraient pas pu remettre sur pied d'une façon plus brutale cette conception de l'Etat-guide, qu'ils avaient pourtant à maintes reprises condamnée comme un héritage de l'ère stalinienne.

Soyons plus clairs sur ce point. Personne ne saurait affirmer qu'en principe tous les Etats ouvriers doivent disposer

(1) Voir le texte dans ce même numéro, page 66.

nécessairement d'un armement nucléaire, soit qu'ils fassent eux-mêmes l'effort économique relatif soit qu'ils reçoivent les engins de l'Union Soviétique. Il s'agit chaque fois d'examiner le problème dans le contexte donné et de peser les avantages et les désavantages du point de vue des intérêts globaux du système des Etats ouvriers. Mais ici se pose en même temps une question plus générale : qui décidera quel est, en chaque occasion donnée, l'intérêt commun réel et sous quelle forme sera prise cette décision ?

L'auteur de cet article a entendu débattre ce problème dans des milieux du P. C. italien. Le différend actuel, disaient des militants, implique la question des rapports entre les Etats ouvriers et d'une direction commune du camp socialiste. On peut concevoir ce camp comme une unité qui doit s'efforcer de surmonter les divisions nationales et, dans ce cas, c'est un organisme commun, une espèce de direction internationale qui doit décider ce qui est le mieux, par exemple si on doit ou non envisager et signer un traité tel que celui de Moscou. On peut, au contraire, concevoir le « camp » comme une alliance entre des Etats ouvriers qui restent tout à fait séparés et ne cessent d'avoir des intérêts propres ; dans ce cas, on ne saurait prétendre que l'URSS décide pour tout le monde, et la Chine a fondamentalement raison d'affirmer son droit d'avoir un armement nucléaire, si elle l'estime nécessaire.

Pour notre part, nous avons donné depuis fort longtemps une réponse qui découle de notre conception de l'internationalisme prolétarien et de l'organisation ouvrière internationale. Il est clair que, maintenant, le problème se pose à un niveau historiquement plus élevé, avec des implications pratiques incomparablement plus importantes, qu'à n'importe quel moment dans le passé. Répétons-le encore une fois, il ne s'agit pas de réaffirmer un principe juste d'une manière abstraite, « souhaitable », mais de comprendre une nécessité politique concrète. Si les Etats ouvriers existants — dans quelques années ils seront fort probablement plus nombreux — ne réussissent pas à établir une direction commune, une coordination sur un plan d'égalité, cela aura des conséquences tout à fait négatives, car des intérêts plus particuliers risqueront d'avoir le dessus et le front anticapitaliste connaîtra des conflits, des fissures, voire des scissions. La condition préalable pour que ce problème soit résolu — et nous sommes prêts à admettre qu'envisager une solution principielle et des normes générales est plus facile qu'assurer une application effective — est que la théorie et la pratique de l'hégémonie de l'URSS ou, plus précisément de la bureaucratie soviétique, soient réellement enterrées et que le front des Etats ouvriers opère réellement comme une collectivité homogène.

Quels que soient leurs arguments particuliers, leurs déformations polémiques, etc., les Chinois ont posé ce problème dans des termes objectivement progressifs ; qui plus est, ils ont miné et minent en pratique l'hégémonie de la bureaucratie soviétique.

LES CHINOIS ET LES RESOLUTIONS DES DEUX CONFERENCES DE MOSCOU

Le premier des trois documents publiés en septembre par les rédactions du **Drapeau Rouge** et du **Quotidien du peuple**, contient un historique du différend sino-soviétique qui, jusqu'à ce jour, n'a pas été contesté du côté soviétique. Nous avons ainsi une confirmation directe, tout à fait claire, de notre analyse des deux Conférences des Partis Communistes et notamment de celle de 1960 (2). Les précisions sur l'existence d'un premier projet avancé par le P.C.U.S. et d'amendements présentés par le P.C.C. confirment notamment que, déjà en 1957, les Chinois critiquaient les positions droitières des khrouchtcheviens et que les textes adoptés étaient le résultat d'un compromis au moins sur quelques problèmes fondamentaux. Mais ce sont justement ces précisions qui soulèvent une question : s'il s'agit de textes de compromis, comme l'écrivent le **Drapeau Rouge** et le **Quotidien du peuple**, pourquoi donc ne cessent-ils de les présenter comme une véritable charte du mouvement communiste ?

Prenons, par exemple, le débat sur les voies au socialisme, qui implique la question de savoir si les critères essentiels de la conception marxiste-léniniste de l'Etat restent valables ou non. Les idées du P.C. chinois à ce sujet sont connues. Mais peut-on envisager une clarification théorique effective et, par conséquent, l'adoption d'une ligne adéquate sur la base

(2) Cf. *Quatrième Internationale*, juillet 1961, où nous écrivions notamment : « Sur quelques points, des compromis furent évidemment obtenus. Sur d'autres, la solution consista à adopter ou à répéter des formules suffisamment élastiques, et sur d'autres les communistes chinois reculèrent ou acceptèrent pour le moment la discipline de la majorité. »

d'un texte délibérement éclectique (nous sommes maintenant informés sur la genèse exacte de cet éclectisme), qui, au lieu de cerner les données essentielles du problème, s'adapte à une casuistique admettant aussi bien la voie pacifique que celle de la violence révolutionnaire ? Cette question est d'autant plus pertinente que l'expérience a montré quel usage a été fait par les différents Partis communistes du libre choix de l'Evangile de 1957, repris mot par mot en 1960. A notre connaissance, à deux ou trois exceptions près, il n'y a pas de parti communiste qui ait déclaré que, dans les conditions propres de son pays, la voie non pacifique s'imposait. La casuistique fut remplacée par un seul et même archétype, qui prévoit essentiellement une voie pacifique et démocratique pour le P.C. italien, vivant sous un régime de démocratie bourgeoise plus ou moins constitutionnelle, pour le P.C. indien opérant dans un contexte social et politique tout à fait autre, pour le P.C. français qui a à faire avec le bonapartisme gaulliste, pour plusieurs P.C. des pays latino-américains où la démocratie parlementaire ne cesse d'être une mascarade sinistre, et même pour l'infortuné P.C. espagnol qui rêve d'un enterrement à froid, « pacifique », du régime franquiste...

Un deuxième exemple concerne la lutte révolutionnaire dans les pays coloniaux. Sur ce plan aussi, on trouve des formules éclectiques et des concessions verbales à la critique chinoise, mais c'est surtout la formule centrale — Etat indépendant de démocratie nationale — qui met en lumière la carence du document. Personne n'a expliqué concrètement quelle serait la nature sociale d'un tel Etat et il est tout à fait significatif, voire péremptoire, que le texte de 1960 n'ait pas osé appliquer explicitement cette formule au seul cas plausible à l'époque, à savoir Cuba, et que jusqu'ici on n'ait pas songé à l'utiliser à propos de l'expérience algérienne. Si une formule considérée comme étant un critère d'interprétation de la réalité mouvante du monde colonial et en même temps comme une perspective stratégique de base, s'avère inutilisable dans le cas des deux révolutions majeures des années 60, à quoi servira-t-elle ? La décernera-t-on en prix — sous forme d'une caractérisation sociologique flatteuse — à quelque allié bourgeois national avec qui on entreprendra un tour de valse ?

En fait, ce n'est qu'en allant bien au-delà des textes de 1957 et 1960 qu'on peut donner une réponse aux problèmes majeurs de la révolution coloniale à l'étape actuelle. Le fait que les Chinois ne se posent pas carrément sur ce terrain est encore un indice de leurs limites et de leurs contradictions sur lesquelles nous reviendrons d'ailleurs au cours même de cet article.

LES CHINOIS SONT-ILS STALINIENS ?

L'article du 13 septembre « Sur la question de Staline » ne représente pas une position nouvelle ; mais l'attitude du P.C. chinois sur le XX[e] Congrès et sur la destruction du mythe de Staline y est développée beaucoup plus amplement et explicitement que dans tout texte précédent, y compris dans les 25 points.

En bref, la thèse des auteurs autorisés de l'article est la suivante : Khrouchtchev a affirmé progressivement un cours révisionniste sur toute une série de questions capitales à partir du XX[e] Congrès. La dénonciation de Staline entrait dans cette opération globale et son but essentiel était d'éliminer un obstacle sur le chemin du développement droitier et opportuniste.

Sans insister sur les détails d'un article que nos lecteurs connaissent évidemment, ce qui est ignoré ici par les Chinois, c'est le double aspect du XX[e] Congrès qui, du point de vue des visées subjectives de l'équipe khrouchtchévienne, n'est contradictoire qu'en apparence. Notre mouvement souligna dès l'époque que, si le XX[e] Congrès d'une part avait marqué un bond sur le chemin de la déstalinisation, après le « dégel » timoré des années 1953-55, il avait d'autre part, pour la première fois, dans le mouvement se réclamant du communisme, théorisé sous une forme aussi ouverte et achevée la voie pacifique au socialisme et une conception « nouvelle » de la question de la guerre. Il était immédiatement clair que, par son deuxième aspect, le XX[e] Congrès impliquait une accentuation très nette du cours droitier du mouvement communiste international. Il était en même temps clair que la déstalinisation, dans l'intention de Khrouchtchev était un mouvement de réformes visant à consolider sur un nouveau palier et à défendre par des méthodes nouvelles le régime bureaucratique ; mais en fait, quelle que fût la volonté des dirigeants, l'attaque contre Staline faisait jaillir des conflits et des contradictions jusqu'à ce moment cachés ou souterrains, brisait une situation cristallisée, mettait en branle des forces explosives profondes. D'où sa portée objectivement progressiste. Si les tendances droitières — dont des représentants comme, par exemple, Togliatti et Gomulka — ont salué le XX[e] Congrès en l'acceptant globalement aussi bien en tant qu'affirmation d'un cours ultra-modéré sur le plan de lutte du mouvement international qu'en tant que défense avisée et « moderne » du système bureaucratique, les Chinois, en voulant repousser l'élément révisionniste droitier et en craignant que la destruction du mythe de Staline n'implique un feu vert au « révisionnisme » (ici ,entre guillemets, car les Chinois caractérisent comme révisionnistes même des critiques et des conceptions qui ne le sont effectivement pas, notamment en matière de structures économiques et politiques de la phase de transition), se sont efforcés et s'efforcent de faire barrage au XX[e] Congrès sans en dissocier les aspects distincts (3).

Les jugements et les positions exprimées dans l'article sur Staline sont minés à la base par cette erreur d'analyse : en effet, ils sont intrinsèquement erronés, contradictoires dans leur formulation propre et tactiquement désastreux. Nous n'avons pas besoin de démontrer ici pourquoi ils sont intrinsèquement erronés. Une critique de certaines analyses du rôle de Staline, de certains bilans sommaires et essentiellement apologétiques peut être désormais faite non seulement en partant de l'angle propre à notre mouvement, du marxisme révolutionnaire, mais aussi en tenant compte des études et des conclusions d'un certain nombre d'historiens, de sociologues et d'hommes politiques se réclamant plus généralement du marxisme (4). Il va de soi, de toute façon, que nous sommes toujours disposés à mener à ce sujet avec n'importe qui la discussion la plus ample. Encore faudrait-il, soit dit en passant, que soient éliminés des procédés calomnieux que certains croient de mise contre nous ; des cas récents démontrent que sur ce terrain il n'y a pas une grande différence entre les rédacteurs des journaux chinois et ceux des quotidiens moscovites (5).

Nous avons dit, en deuxième lieu, « contradictoires dans leur formulation propre », car d'une part les textes chinois expliquent que Staline a commis des erreurs extrêmement graves, voire de véritables crimes, d'autre part ils prétendent que le bilan global est tout de même positif et que Staline a le droit d'être reconnu comme « un grand marxiste-léniniste ». Prenons un seul exemple que les dirigeants chinois eux-mêmes ne sauraient sérieusement considérer comme une exception ou un hasard. En parlant de l'expérience chinoise, l'article précise que Mao Tsé-toung et Liou Chao-chi furent en condition d'éviter l'influence négative des erreurs de Staline sur leur révolution « dès la fin des années 20, puis durant les années 30, enfin au début et au milieu des années 40 ». Drôle de grand marxiste-léniniste que celui qui s'est trompé sur un événement d'une portée aussi capitale que la révolution chinoise, notamment aux moments où il fallait faire les choix cruciaux ! Si on rappelle le rôle du même personnage en Russie, en 1917, après la révolution de février, et son attitude hostile envers la révolution yougoslave (dans un moment où il s'agissait d'une révolution non contaminée par le révisionnisme, même d'après les dirigeants chinois !), il y a vraiment de quoi tirer un bilan « positif » !

N'insistons pas sur les implications tactiques pernicieuses de l'attitude des Chinois sur la question de Staline. Il est évident qu'une polémique sur Staline menée d'une telle manière ne peut pas beaucoup intéresser les militants et les cadres des pays coloniaux qui fixeront leur attitude essentiellement en fonction de l'orientation concrète actuelle dans la lutte anti-impérialiste et anticapitaliste. Dans les pays capitalistes avancés, notamment dans les P.C. malgré tout les plus vivants, comme le P.C. italien, les nostalgies staliniennes ne feront que donner des armes aux bureaucrates droitiers qui de gaieté de cœur entreprennent de présenter les Chinois comme des staliniens attardés, en estompant tout ce qui peut leur brûler les doigts. Finalement,

(3) Les Chinois semblent d'ailleurs ignorer ou oublier un point central : déjà à l'époque de Staline, nombre de Partis communistes appliquaient une orientation de « voie pacifique », même s'ils ne la théorisaient pas toujours explicitement. Est-il besoin d'ajouter que la ligne de Staline concernant la révolution coloniale était au moins aussi droitière que celle de ses successeurs qui, tout de même, furent parfois obligés de rajuster leur tir sous la pression d'une situation internationale révolutionnaire ?

(4) Cf. une réponse à certains arguments de l'article sur Staline dans le n° 3 de *World Outlook* (par E. Germain).

(5) Nous faisons allusion à des passages des articles chinois du 6 et du 13 septembre et à l'article paru dans les *Izvestia*. Les accusations réciproques de faire le jeu du trotskysme peuvent paraître grotesques et paradoxales ; elle ne sont en réalité que le reflet du caractère bureaucratique commun aux deux directions qui considèrent l'une et l'autre les trotskystes comme des ennemis coupables d'exprimer une critique marxiste révolutionnaire des phénomènes de dégénérescence bureaucratique dans les Etats ouvriers.

nous ne savons pas sur quelle base les Chinois peuvent parler d' « un attachement accru » à la mémoire de Staline en Union Soviétique : tout le monde sait que le contraire est vrai et que les tendances critiques anti-khrouchtchéviennes qui grandissent effectivement, ne se réclament pas d'une époque révolue ou d'un chef dont ils ont expérimenté les « erreurs » sur leurs personnes propres, mais exigent un renouveau antibureaucratique bien au-delà du réformisme paternaliste de Khrouchtchev.

Comme il fallait s'y attendre, les derniers documents chinois ont mobilisé de nouveau tous ceux qui caractérisent les conceptions actuelles du P.C.C. comme fondamentalement staliniennes et prétendent les expliquer par le fait que la Chine serait en train de vivre ses propres années 30. Le devoir élémentaire d'une analyse marxiste est de ne pas se limiter à des aspects superficiels ou partiels et de ne pas perdre de vue la portée objective réelle d'un phénomène donné (6).

Notre mouvement international, qui comprit et souligna le premier toute la signification de la rupture entre la Yougoslavie et le Kremlin il y a désormais quinze années, fut en condition de comprendre également dès le début, la logique profonde de la révolution chinoise. Il analysa, en effet, aussi bien le développement victorieux de cette révolution contre la volonté explicite de la bureaucratie stalinienne que la portée objective de rupture du monolithisme du système stalinien, qu'eut la formation de l'Etat ouvrier chinois. Celui-ci, inévitablement, représentait un nouveau pôle révolutionnaire tendanciel et posait le problème d'une certaine co-direction du mouvement communiste ,du moins dans une certaine sphère d'influence (ce qui devint clair assez rapidement lors de la guerre de Corée). Même si pendant quelques années la Chine sembla accepter la direction de Staline et adopter des modèles staliniens, la base du système était minée objectivement. Si nous ne limitons pas la notion de stalinisme à l'emploi de méthodes autoritaires ou à un rappel de certaines formules rituelles, mais si nous nous en servons pour indiquer une forme spécifique de dégénérescence bureaucratique poussée à l'extrême, dont la logique profonde et la manifestation la plus ruineuse résida dans la subordination des nécessités les plus vitales du mouvement ouvrier international aux besoins de la bureaucratie soviétique dont Staline était l'expression suprême, la révolution chinoise, la formation et le renforcement progressif de l'Etat ouvrier chinois furent antistaliniens en tant que faits objectifs dans leur genèse même et ce qui se passe actuellement n'est qu'un développement de plus en plus puissant de cette profonde tendance originelle.

Précisons encore plus. Aujourd'hui les Chinois répètent comme un **leit-motiv**, notamment dans les articles cités, qu'il ne faut pas que la direction du parti et de l'Etat soviétique impose ses propres orientations et intérêts à tout le monde et qu'il n'est pas admissible que, si le PCUS adopte, par exemple, à son congrès, une attitude nouvelle, le tournant soit automatiquement obligatoire pour tous les partis communistes. En guise de commentaire de la Conférence de Moscou de 1960, où les Soviétiques furent critiqués et durent jeter du lest, l'article du 6 septembre explique ceci :

« Ainsi prit fin une situation des plus anormales où il n'était pas toléré de critiquer, tant soit peu, les erreurs de la direction du P. C. U. S., cette dernière n'ayant qu'à ouvrir la bouche pour que ses paroles soient entérinées. Ce fut, au sein du mouvement communiste international, un événement d'une grande portée historique. »

C'est le pivot même de la conception stalinienne du mouvement international qui est ici visé (7).

Peut-on caractériser comme stalinienne ou néo-stalinienne l'orientation d'un parti qui, depuis un certain temps, a commencé à parler en termes de majorité et de minorité au sein du mouvement communiste et ceci non seulement sur le plan international, mais aussi sur le plan intérieur ? (8). Peut-on ignorer qu'en ce qui concerne l'information des membres et de l'opinion publique, les Chinois ont donné des leçons aussi bien aux Soviétiques qu'aux autres directions de P. C., en publiant largement dans leur presse tous les textes les plus significatifs, tandis qu'à Moscou on l'a fait au compte-gouttes ; même les dirigeants du PC italien qui se veulent les champions du libéralisme, furent extrêmement avares et dans leur quotidien consacrent maintenant aux nouvelles de Chine moins de place qu'aux faits divers les plus banals ?

Mais considérons surtout la politique intérieure actuelle du PCC. On ne peut prouver sur la base d'arguments réels que le cours économique en vigueur a les traits essentiels d'un cours stalinien. Il suffit de rappeler l'orientation basée sur la conception de l'agriculture comme étant à cette étape la base, l'élément prioritaire, et le caractère réaliste des indications sur le rythme de l'industrialisation socialiste. Nous ne discutons pas ici si une telle politique est intrinsèquement correcte ou non, ni quelles doivent être les perspectives des Chinois pour sortir d'une impasse grave et stimuler un développement économique plus substantiel et plus équilibré. Nous nous limitons à souligner que toute comparaison avec la politique stalinienne des années 30 est dépourvue de fondement. Nous ajouterons que, quels qu'aient été les méfaits de la campagne fiévreuse pour la formation accélérée des communes, sur ce plan non plus on ne saurait faire de comparaison avec la collectisation forcée de Staline aussi bien par la nature des méthodes employées que par la capacité d'esquisser à temps un repli. Plus généralement, les rapports avec la paysannerie sont loin d'être basés sur des critères analogues à ceux en vigueur à l'époque de Staline ; pour ne mentionner qu'une question centrale, si nous ne sommes pas fourvoyés par une information effectivement défaillante, les prix des produits agricoles livrés à l'Etat ne paraissent pas être fixés tout à fait au détriment de la paysannerie, contrairement à ce qui se produisit en Union Soviétique pendant une très longue période.

Quant aux rapports avec les masses et au problème du bureaucratisme, les conceptions chinoises s'inspirent d'une conception plutôt paternaliste, qui met l'accent plus sur la persuasion que sur la répression ; ce qui, entre autre, explique comment, malgré les difficultés extrêmes des années de catastrophes et les erreurs de la campagne des communes, il n'y a pas eu de conflits graves ni de répressions massives.

Récemment encore, les journaux chinois ont insisté à nouveau sur la nécessité d'appliquer les mesures visant à empêcher que se crée un décalage entre les cadres et les dirigeants d'une part et les masses de l'autre. « La bureaucratie — lit-on, par exemple, dans le « Drapeau rouge » (cité par Hsinhua Daily Bulletin, 11 juillet 1963) — a des racines sociales, historiques et idéologiques profondes. On doit faire un travail sérieux pour l'éliminer. Il est nécessaire de fixer et d'appliquer des normes et des règles qui puissent entraver et surmonter la bureaucratie. L'une des plus importantes est la règle adoptée par le parti qui concerne la participation des fonctionnaires au travail productif collectif. »

Le journal de Canton déjà cité nous donne d'autre part un écho de discussions sur les privilèges bureaucratiques : « Vous avez dit aussi qu'il est logique que des cadres qui ont beaucoup souffert pour faire des choses pour les masses, aient une vie plus confortable. Vous vous trompez, camarade. Si vous aviez dit cela, les masses vous auraient demandé : avez-vous fait la révolution pour cela, camarade ? » Comment auriez-vous répondu ? Je pense que vous n'auriez pas pu trouver une réponse satisfaisante. » (9)

Encore une fois, il n'est pas question d'estomper la différence qualitative qui existe entre la critique marxiste révolutionnaire de la bureaucratie comme couche sociale et la critique chinoise du bureaucratisme, mais des nostalgiques du stalinisme ne prendraient pas de telles attitudes ni n'écriraient de tels articles.

Revenons brièvement à une autre question, celle de l'orientation de la lutte ré-

(6) Nous ne parlons pas ici des critiques à la Khrouchtchev et à la Togliatti, qui, tout en jouant les déstalinisateurs, ont eu pas mal de flottements dans leurs appréciations, y compris après 1956, utilisant eux-mêmes la formule de Staline « grand marxiste-léniniste » dont le bilan, malgré tout, ne serait pas tellement négatif.

(7) Plusieurs leaders des P.C., notamment des démocraties populaires, ne cessent en fait d'être staliniens en la matière, malgré leur khrouchtchévisme, car ils s'alignent automatiquement sur la direction du P.C.U.S., en accusant les Chinois de lèse-majesté soviétique.

On pourrait faire la remarque que les Chinois furent les derniers à laisser tomber la formule « le camp socialiste dirigé par l'Union Soviétique ». Si c'était un reflet de conceptions bureaucratiques propres aussi des dirigeants chinois, cela démontre en même temps qu'il faut toujours voir quelle est la réalité qui se cache derrière les formules. Paradoxalement les Chinois voulaient jouer les membres disciplinés du « camp socialiste » au moment même où en pratique ils s'opposaient déjà à la ligne du P.C.U.S. sur des questions capitales, en sonnant en pratique le glas du monolithisme sous tutelle soviétique.

(8) Dans un article paru dans *Nan-fang Jih-pao* de Canton, le 12 avril 1962, sous le titre « Renforcer le centralisme démocratique » on pouvait lire :

« Dans des conditions normales, les positions de la majorité sont la base sur laquelle nous devrions trancher les problèmes. Toutefois, cela ne signifie pas que nous n'avons pas besoin d'écouter attentivement la minorité. Dans des circonstances exceptionnelles, c'est la minorité qui peut avoir des idées justes, car la vérité est d'habitude découverte d'abord par un petit nombre de gens et ne peut pas être immédiatement acceptée par la majorité ». Le même journal revient sur l'idée de la majorité et de la minorité dans un cas concret, en envisageant la possibilité d'un secrétaire mis en minorité et donc tenu d'appliquer les décisions de la majorité du comité dont il fait partie (21 mars 1962, « Qui a le dernier mot ? »).

(9) « The Communist's Outlook on Material Life ». (13-7-1963). Nous rappelons d'autre part qu'en 1960 les Chinois décidèrent que leurs experts en Guinée seraient payés comme les cadres locaux.

volutionnaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Nous avons plusieurs fois souligné que les textes chinois sont loin d'être rigoureux sur le problème de la nature précise du processus de la révolution coloniale. Un document comme les 25 points, d'autre part, est assez équivoque sur les forces sociales qui doivent y participer et leur rôle réciproque. Certaines attitudes spécifiques — par exemple envers Sukarno — ont aussi été critiquées par notre mouvement. Mais on ne saurait oublier que les Chinois ont exprimé la théorie de la révolution ininterrompue, qui n'est pas sans rapport avec la théorie de la révolution permanente, et qu'envers les bourgeoisies nationales ils ont pris normalement des attitudes beaucoup plus critiques que les dirigeants soviétiques. « Le prolétariat — écrit un journal chinois (10) — doit s'unir avec la bourgeoisie dans son soutien aux mouvements nationaux, mais il doit combattre résolument contre ses positions de compromis, de capitulation et d'opposition à la révolution et au peuple. Des mesures doivent être prises pour éviter que la bourgeoisie nationale ne monopolise les résultats de la révolution et mette sur pied une dictature bourgeoise. La lutte nationale et la lutte de classes des nations opprimées sont liées réciproquement. C'est seulement quand la lutte nationale se termine victorieusement, qu'il est possible de parler de libération pour les classes opprimées et seulement quand la libération des classes opprimées est réalisée qu'il est possible d'achever la libération nationale intégrale. C'est pourquoi le prolétariat des nationalités opprimées ne doit pas seulement jouer un rôle actif dans les mouvements de libération nationale, mais aussi être au premier rang dans la lutte et l'effort pour devenir la force dirigeante. Le prolétariat doit s'opposer à l'instauration d'une dictature bourgeoise, s'efforcer de former une dictature démocratique populaire, diriger la révolution de façon qu'elle culmine dans le socialisme et supprimer complètement l'inégalité parmi les nationalités et les classes. »

Si l'on examine concrètement la situation au Laos, dans la mesure où l'on dispose de renseignements valables, on dirait que, tandis que le Kremlin joue à fond le compromis dans l'esprit de « l'union nationale », la ligne du Pathet Lao, influencée par les Chinois, est en réalité une sorte d'application d'une telle orientation envers la bourgeoisie nationale, qui en pratique refuse des compromis favorables à celle-ci.

Tout cela étant vrai, est-ce que les conditions objectives de la Chine d'aujourd'hui — à savoir son caractère arriéré persistant — peuvent déterminer tendantiellement une orientation et une évolution telle que celle de l'URSS des années 30 ? Telle est la base de l'analogie avec le stalinisme, au-delà des attitudes et des généralisations actuelles.

Avant tout, la dégénérescence bureaucratique extrême de l'URSS sous Staline fut le résultat non seulement des conditions intérieures arriérées, mais d'une combinaison de facteurs multiples dont les conditions arriérées, le contexte international, l'état d'esprit conjoncturel des masses (démoralisation, désagrégation sociale, etc.), l'orientation et le niveau de compréhension des problèmes — dans une large mesure nouveaux et même imprévus — de la part des cadres et des dirigeants eux-mêmes. Il est clair que si le facteur représenté par le sous-développement économique était à lui seul déterminant, en Yougoslavie il y aurait eu des prémisses pour un régime stalinien égal ou pire qu'en Union Soviétique et la même chose vaudrait, toute proportion gardée, pour Cuba.

En réalité, dans le contexte actuel, ce sont les conditions internationales qui jouent un rôle décisif et, quand nous parlons de conditions internationales, nous y incluons aussi la très riche expérience que le mouvement ouvrier a déjà faite dans les pays où le capitalisme a été renversé. Dans la situation de montée révolutionnaire qui caractérise généralement cette étape de l'histoire contemporaine et dans les leçons amères de l'expérience de la bureaucratisation de l'URSS et des démocraties populaires, nous avons l'explication de l'attitude carrément antistalinienne d'un Fidel Castro ou du cours développé par la direction Ben Bella de la révolution algérienne. Il serait absurde de croire que, dans un tel contexte, les conditions économiques de la Chine puissent déterminer par leur action propre une répétition de l'expérience stalinienne sous ses traits spécifiques.

Nous disons « sous ses traits spécifiques », car il existe un autre aspect du problème. Le danger du bureaucratisme et de la bureaucratisation est inhérent à toute société de transition du capitalisme au socialisme caractérisée par des conditions économiques arriérées, un niveau culturel insuffisant et l'absence ou la carence de direction et d'organisation révolutionnaire. Dans ce sens, la base objective pour une bureaucratisation a existé et existe en Chine, comme elle existe à Cuba. Mais on ne saurait désormais identifier tout simplement bureaucratisation et stalinisme.

En effet, le stalinisme fut historiquement un cas spécifique de dégénérescence bureaucratique qui se produisit dans des conditions tout à fait particulières, voire uniques. En Union Soviétique même, depuis la mort de Staline, déjà une décennie est passée, où la bureaucratie continua à dominer, mais sous des formes, avec des orientations et des perspectives fort différentes de celles de l'époque de Staline. L'expérience yougoslave qui pourtant ne sort pas du cycle bureaucratique, fut et reste caractérisée par d'autres formes particulières. L'avenir réserve d'autres variantes et une gamme d'expériences multiples allant d'un type « cubain » — où la bureaucratisation est limitée — à des types caractérisés par des déformations poussées, un resserrement extrême et même des répressions sévères. Mais rien ne permet d'affirmer sérieusement que l'expérience chinoise s'identifie actuellement ou pourrait avoir tendance à s'identifier dans l'avenir avec la forme de dégénérescence qu'a connue l'URSS à l'époque stalinienne. Tous les éléments les plus significatifs autorisent la conclusion et le pronostic opposés.

(10) V. Kuo-Chin-jun : Proletarians and oppressed nationalities of the whole World, unite ! « in Jen-min Ji-Pao », (25-7-1963).

LA YOUGOSLAVIE ET LA « BOURGEOISIE BUREAUCRATIQUE COMPRADORE »

Nous avons à plusieurs reprises condamné les accusations sommaires lancées par les Chinois contre les Yougoslaves et leur caractérisation de la Yougoslavie comme un Etat capitaliste. Mais, en face du nouvel article consacré à cette question par les rédactions du « Drapeau rouge » et du « Quotidien du Peuple », on ne peut se limiter à dénoncer des méthodes polémiques inadmissibles, car cet article se veut être une caractérisation sociologique étoffée par toute une série d'arguments.

Il faudra examiner ces arguments en détail dans un article spécial. Il s'agit, en tout cas, d'une construction lamentable, où des conclusions arbitraires sont tirées de certains faits réels, les faits sont grossièrement déformés, des notions sociologiques pour le moins bizarres sont introduites ; des points essentiels se trouvent effleurés sur lesquels on voudrait bien connaître non seulement les critiques adressées aux Yougoslaves, mais aussi les conceptions des Chinois eux-mêmes. Par exemple, il est vrai qu'un pourcentage très élevé du sol yougoslave appartient encore à des propriétaires privés ; or, en premier lieu les proportions changent énormément si l'on considère, non la surface mais, comme il faut le faire, la production marchande. En deuxième lieu, si le critère de la propriété privée de la plus grande partie du sol suffisait à caractériser un pays comme capitaliste, la Pologne serait aussi impliquée, alors que jusqu'ici les Chinois ne paraissent pas avoir contesté sa nature d'Etat ouvrier (ou socialiste, selon leur terminologie). Si les Yougoslaves ont effectivement permis aux lois du marché de jouer avec une liberté excessive, il est faux de dire qu'il n'y a plus de planification économique et il est d'autre part évident que le phénomène des entreprises capitalistes à proprement parler concerne une partie tout à fait limitée — aussi bien du point de vue quantitatif que qualificatif — de l'économie nationale. Si l'autonomie sans doute excessive laissée aux entreprises a donné naissance à toute une série de phénomènes dangereux, ce n'est que sur la base d'extrapolations arbitraires qu'on peut comparer ces entreprises à de véritables entreprises capitalistes. Nous savons très bien que les pouvoirs des conseils ouvriers sont somme toute limités de façon qu'on n'évite absolument pas une répartition du revenu national très favorable aux directeurs, gérants, etc. Mais les auteurs de l'article — qui oublient, entre autre, que du temps de Staline la centralisation outrancière et l'absence de tout conseil ouvrier n'avaient pas empêché, au contraire, l'hégémonie des directeurs et leur cristallisation comme couche privilégiée — devraient nous dire si, selon eux, le remède consiste dans l'abolition de toute forme de conseil ouvrier et d'autonomie de l'entreprise ou, par contre, dans la création d'organes de gestion ouvrière et de direction collective à un niveau qualitativement supérieur.

Finalement, qu'est donc cette étrange « bourgeoisie bureaucratique et compradore », calquée sur la réalité sociologique de pays coloniaux et semi-coloniaux, mais qui pousserait également dans un contexte économique et social tout à fait autre, dans un pays où le saut qualitatif de la révolution socialiste a effectivement eu lieu ? Cette notion, qui a sans doute des prétentions d'originalité, est un mélange curieux de réminiscences d'analyses développées dans le passé sur un tout autre sujet et d'un rapprochement de fait avec des conceptions frustes de quelques groupes ultragauches. La Yougoslavie serait, en effet, selon les propres paroles des rédacteurs chinois, « un capitalisme d'Etat d'un genre particulier. »

Le pire est qu'à la fin de l'article sur la Yougoslavie se trouve une allusion inquiétante : « Force nous est de constater que la direction du P.C.U.S. imite en tous points la Yougoslavie (11) et qu'elle s'est

engagée dans une voie particulièrement dangereuse. » Dans l'article du 6 septembre, le programme du P.C.U.S. est d'ailleurs caractérisé comme un « programme révisionniste de maintien et de restauration du capitalisme. » Est-il besoin de souligner que, s'ils osaient effectivement transférer la caractérisation sociologique nouvelle du bouc émissaire yougoslave au destinataire soviétique, les communistes chinois commettraient une erreur théorique et politique monumentale qui, sous l'angle tactique, les coïncerait dans une position intenable ?

(11) Le texte anglais dit : *in every way*.

LES CONFLITS DE L'EPOQUE DE TRANSITION

Le conflit sino-soviétique précédé d'ailleurs par le conflit yougo-soviétique et ne fût ce que pour une très brève période, par le conflit entre la direction soviétique et la direction polonaise, suggère des considérations d'ordre général. En fait, nous sommes désormais entrés dans une phase relativement avancée de l'époque de transition entre le capitalisme et le socialisme et toute une série de phénomènes s'avèrent si amples et si complexes que les différenciations, les conflits, les contradictions sont inévitables. Un certain accord de surface se précise sur ce point ; par exemple, des arguments de cette nature furent développés récemment par des dirigeants du PC italien. Toutefois, on se limite trop souvent à un rappel tout à fait général aux « conditions spécifiques » qui, au fond, n'est qu'une échappatoire pour éviter de toucher au cœur du problème. En outre, on raisonne comme si les conditions spécifiques provoquaient par elles-mêmes des divergences tactiques, politiques et idéologiques, sans qu'il y ait à la base des conflits d'intérêts. Or, ceux qui se servent de la méthode d'analyse du matérialisme marxiste savent très bien que, même dans les sociétés de transition du capitalisme au socialisme, les conflits et les contradictions (12) sont précisément déterminés par des intérêts différenciés ou opposés et qu'il faut partir de cette base aussi bien pour les comprendre que pour fixer une orientation politique. Ce n'est pas le moindre des ravages accomplis par Staline et son école que d'avoir remplacé, dans l'analyse de la société postcapitaliste soviétique, la méthode marxiste par une casuistique mécanique, un empirisme grossier, l'apologie pure et simple.

Tandis qu'à l'époque stalinienne les modes de construction d'un Etat ouvrier furent conçus suivant un modèle rigide, le panorama actuel, quinze années après la victoire de la révolution chinoise et quelques années après le triomphe de Fidel Castro à Cuba, s'avère extrêmement différencié et a tendance à se différencier davantage. En effet, au fur et à mesure que le système collectiviste s'élargit à l'échelle mondiale, il se produit tendantiellement ce qui se produisit dans d'autres époques historiques de transition. A savoir : en premier lieu, le saut qualitatif peut être réalisé sous des formes et des conditions différentes à la suite de l'enchevêtrement de facteurs multiples ; en deuxième lieu, du moins aux étapes initiales que nous connaissons, des structures de base très différentes surgissent ; finalement, les structures politiques elles-mêmes s'avèrent différenciées et susceptibles d'une différentiation de plus en plus marquée (nous considérons ici les échéances courtes et moyennes). Tout cela comporte inévitablement des frictions, des conflits et des contradictions. La solution des différents problèmes qui se posent, n'est d'ailleurs pas nécessairement unique et reconnaissable *a priori* : des solutions différentes peuvent se préciser, en fonction de conflits précis d'intérêts ou même à la suite d'erreurs d'appréciation toujours possibles.

Cela est d'autant plus plausible et inévitable que les Etats ouvriers qui existent actuellement — à l'exception partiellement de l'Etat ouvrier cubain — ne sont pas dirigés par des directions marxistes révolutionnaires, démocratiquement exprimées par les masses prolétariennes et paysannes, mais par des directions bureaucratisées sous des formes ou à des niveaux différents et qui, par conséquent, envisagent tous les problèmes, non sous l'angle des véritables intérêts des masses et du développement du mouvement révolutionnaire à l'échelle mondiale, mais sous l'angle, à leurs yeux prioritaire, des intérêts de la couche bureaucratique dominante.

Prenons quelques exemples. La bureaucratie soviétique, à l'étape actuelle, est surtout intéressée à trouver un **modus vivendi** avec l'impérialisme qui lui permettrait d'envisager des processus moins explosifs et plus « contrôlables » à l'échelle internationale, de réduire partiellement

(12) Mao Tsé Toung, comme on le sait, a utilisé la formule des contradictions antagonistes et non-antagonistes pour distinguer les contradictions d'une société caractérisée par l'exploitation de classe d'une société socialiste ou de transition au socialisme. En laissant de côté les questions de terminologie, nous dirons qu'il s'agit des contradictions d'un type historiquement nouveau, avec un nouveau contenu social.

les frais militaires énormes et donc d'élargir les concessions économiques à ses propres masses (d'autant plus qu'elle n'est pas prête à faire des concessions importantes sur le plan plus strictement politique). Elle peut être intéressée à concentrer des efforts d'aide économique en direction de bourgeoisies nationales du tiers monde, toujours dans le cadre de la même stratégie, même au détriment de l'aide à un Etat ouvrier comme la Chine qui, d'une part, exigerait une aide à une échelle gigantesque (ce qui de toute façon poserait un problème ardu) et que la bureaucratie soviétique, d'autre part, n'a pas intérêt à voir se renforcer à un rythme accéléré. Elle peut être intéressée à propulser dans les démocraties populaires un développement économique d'un certain type, à stimuler, par exemple, un secteur agricole au lieu d'un secteur industriel. L'expérience des premières années de l'après-guerre et même les premières expériences du Comecon (voir le conflit avec les dirigeants roumains) démontrent qu'il n'y a aucune garantie que la bureaucratie soviétique s'efforce de trouver des solutions correspondant non à ses intérêts particuliers, mais aux nécessités générales du développement harmonieux d'une planification internationale, d'une division internationale rationnelle du travail.

Sur le terrain du développement économique plus généralement, la direction soviétique se préoccupe avant tout de la croissance économique ultérieure du pays qu'elle dirige, reléguant au second plan les nécessités d'un progrès rapide du système des Etats ouvriers dans son ensemble. Si on peut affirmer en des termes tout à fait généraux et abstraits que les deux choses ne sont pas contradictoires — en principe, un progrès ultérieur de l'économie soviétique peut être profitable à l'ensemble du système et vice-versa — un développement plus équilibré du système crée des conditions plus favorables pour la croissance soviétique, il en va autrement quant aux décisions concrètes : les conflits sont toujours possibles, probables, et ils se sont produits effectivement (13). Pour revenir un instant à la querelle sur l'armement nucléaire, l'Union Soviétique pourrait abstraitement être fondée de dire à la Chine : il n'est pas nécessaire que vous fassiez de lourds sacrifices ,nous serons le bouclier pour tout le monde. Mais, en pratique, comme nous l'avons vu, les dirigeants chinois peuvent avoir mille raisons de croire que, si les armements nucléaires ne sont pas détruits, la seule garantie véritable pour la Chine est d'en posséder, même au détriment partiel d'un développement économique normal.

Enfin, pour toucher à un point central du différend plusieurs fois souligné dans nos textes, étant donné le niveau atteint par l'Union Soviétique et en tenant compte de l'incidence du facteur « défense des intérêts bureaucratiques », on s'explique pourquoi Khrouchtchev a fixé de plus en plus explicitement sa stratégie fondamentale dans laquelle l'élément décisif dans la lutte historique des deux systèmes à l'échelle mondiale sera représenté par la victoire de l'URSS dans la compétition économique avec les Etats-Unis. Mais on comprend en même temps que les dirigeants chinois, qui dirigent un Etat économiquement arriéré, qui ont subi et subissent sous une forme plus directe et plus brutale la pression de l'impérialisme, qui sont forcés de constater les conséquences graves pour leur développement économique de la limitation géographique du système collectiviste, soulignent surtout l'élément re-

(13) Les dirigeants soviétiques ont fait du tapage contre les allégations chinoises selon lesquelles un pays socialiste doit surtout compter sur lui-même, et fait les louanges de la division internationale du travail. Malheureusement pour eux il ne s'agit pas, comme nous l'avons vu, d'affirmer un principe abstrait, mais de vérifier la réalité de la politique de l'U.R.S.S. en la matière. Cela est souligné dans un passage important d'un discours de Liu Chao-Chi à Pyong-Yang : « Chacun sait que s'appuyer sur ses propres forces ne signifie pas pratiquer une politique de la porte fermée, ni refuser de l'aide extérieure. Mais, dans sa révolution et sa construction, chaque pays doit s'appuyer principalement sur ses propres forces, l'assistance extérieure ne jouant qu'un rôle d'appoint. En tout cas, la division internationale du travail et la coopération de la production ne doivent pas être utilisées comme prétexte pour s'opposer au principe de compter sur ses propres forces.

« L'essence de la controverse ne réside pas là. Ceux qui se prononcent contre nous, n'adhèrent vraiment pas à l'internationalisme et n'espèrent pas sincèrement augmenter la puissance de l'ensemble du camp socialiste par une division internationale du travail et une coopération dans la production qui répondent aux besoins de chaque pays et procurent un avantage mutuel. Ils ne les utilisent que comme une marque séduisante pour couvrir leur façon d'agir qui est de chercher un intérêt au détriment des autres, une façon d'agir caractéristique des relations entre pays socialistes, afin d'entraver les efforts déployés par les pays socialistes économiquement sous-développés pour développer une économie nationale indépendante et faire dépendre économiquement ces pays d'eux et les mettre sous leur contrôle politique » (*Hsinhua*, 18 septembre 1963).

N'en déplaise à Liu Chao-Chi, il y a ici des arguments assez proches des arguments yougoslaves des années 1949-50.

présenté par la lutte révolutionnaire des masses et qu'ils soient ultérieurement poussés dans cette direction même par leur infériorité sur le plan de l'armement le plus décisif.

La direction chinoise est aussi une direction bureaucratique qui a ses propres intérêts spécifiques. C'est pour nous l'abc et nous n'avons jamais été réticents sur ce point. Mais ce qui importe objectivement est que la direction bureaucratique chinoise opère sous l'impulsion de stimulants différents de ceux qui conditionnent la direction khrouchtchvienne et que, grâce à ces stimulants, elle prend sur des questions capitales des positions objectivement plus progressistes, plus proches des positions correspondant aux véritables nécessités de la défense du système des Etats ouvriers et du développement du mouvement ouvrier international. Voilà la raison essentielle de notre attitude dans le conflit sino-soviétique.

18 octobre 1963.

Notre article était déjà terminé lorsque les Chinois diffusèrent un nouvel article rédactionnel du « Drapeau Rouge » et du « Quotidien du Peuple » concernant la politique des dirigeants du P.C.U.S. face à la révolution coloniale.

Les critiques exprimées dès 1960 sous une forme voilée et partielle (voir nos articles publiés à l'époque dans « Quatrième Internationale ») sont formulées dans le nouveau texte beaucoup plus clairement et organiquement. On ne saurait évidemment accepter tous les arguments qui sont avancés ni oublier que certaines carences graves des positions chinoises subsistent ni passer sous silence l'utilisation encore une fois tout à fait déplacée, arbitraire, fausse de citations de Staline (faites d'ailleurs, qui est plus, en oubliant la pratique du même Staline, en premier lieu face à la révolution chinoise). Néanmoins, la critique de la conception khrouchtchévienne de la coexistence, de la subordination des luttes révolutionnaires aux nécessités de la politique des dirigeants de l'U.R.S.S., des bavardages de Khrouchtchev sur l'O.N.U., sur les possibilités d'une collaboration avec l'impérialisme y compris américain en matière d'aide économique aux pays sous-développés, etc., est fondamentalement correcte et pertinente et se rapproche de la critique faite par notre mouvement.

A cela il faut ajouter que les Chinois donnent aussi des exemples concrets, en parlant aussi bien de la politique de Khrouchtchev envers la révolution algérienne — dont le gouvernement ne fut reconnu qu'après Evian ! — et surtout de la trahison du P.C. français que la *Pravda* et les organes soviétiques exaltent même pour son attitude envers le peuple algérien. La critique du P.C.F. fut accompagnée presque le même jour par la publication, dans le bulletin chinois, d'un discours du dirigeant algérien Ouzegane aux étudiants chinois sur l'attitude opportuniste du P.C.F. On voit mal les journaux soviétiques faisant écho aux mêmes critiques !

Notons, d'ailleurs, qu'en polémiquant sur la question de savoir quel est le rôle la révolution coloniale — que les Soviétiques reprochent aux Chinois d'exagérer en le considérant comme fondamental et décisif — le texte chinois précise qu'aujourd'hui les révolutions de libération nationale en Asie, Afrique et Amérique latine donnent des coups directs à l'impérialisme. Les contradictions du monde sont concentrées en Asie, Afrique et Amérique latine. Il ajoute après : « Le centre des contradictions mondiales, des luttes politiques mondiales, n'est pas fixe, mais change en rapport avec les changements des luttes internationales et de la situation révolutionnaire. Nous croyons qu'avec le développement de la contradiction et de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie en Europe ocicdentale et aux Etats-Unis, le jour de la lutte décisive arrivera aussi dans ces citadelles du capitalisme et de l'impérialisme. Lorsque ce jour viendra, l'Europe occidentale sera certainement le centre des luttes politiques mondiales, des contradictions mondiales. »

Pierre FRANK

25e anniversaire de la fondation de la IVe Internationale

Il y a 25 ans fut fondée la IVe Internationale. Cette décision fut prise sur l'insistance de Léon Trotsky, après avoir mené pendant près de dix années une lutte pour redresser l'Internationale Communiste et ses sections, pendant laquelle il se délimita vigoureusement de ceux qui voulaient alors créer une nouvelle Internationale. Il opéra un tournant décisif après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, c'est-à-dire après une défaite décisive de la classe ouvrière allemande qui constituait alors le centre de gravité du prolétariat international. A partir de 1933, Trotsky travailla de toutes ses forces à la création d'une nouvelle direction internationale. La fondation de la IVe Internationale en 1938 est sans aucun doute une prise de position de Trotsky qui a été la plus contestée. Le mouvement trotskyste lui-même pendant un certain temps hésita ; ainsi, en 1936, une Conférence internationale des trotskystes n'accepta pas la proposition de Trotsky de fonder la IVe Internationale. Même en 1938 les résistances n'avaient pas disparu et on en trouve l'écho dans un passage du Programme de Transition :

« Des sceptiques demandent : mais le moment est-il venu de créer une nouvelle Internationale. Il est impossible, disent-ils, de créer une Internationale « artificiellement » ; seuls de grands événements peuvent la faire surgir, etc. La IVe Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans l'histoire. La cause de ces défaites est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La lutte de classe ne tolère pas d'interruption. La Troisième Internationale, après la Deuxième, est morte pour la révolution. Vive la IVe Internationale ! Mais les sceptiques ne se taisent pas : « Est-ce déjà le moment de la proclamer maintenant ? » La IVe Internationale, répondrons-nous, n'a pas besoin d'être « proclamée ». Elle existe et elle lutte... »

Trotsky, reconnaissant qu'elle ne groupait encore que des cadres, soulignait que sa force résidait dans sa doctrine, son programme, sa tradition, la trempe de ses cadres.

Il n'est certainement pas inutile de rappeler l'époque dans laquelle fut prise cette décision. Le mouvement ouvrier subissait défaite sur défaite. L'Europe était de plus en plus recouverte par le fascisme. Le stalinisme sévissait de la façon la plus rigoureuse sur l'U.R.S.S. et dans les partis communistes. La guerre mondiale pointait à l'horizon. La démoralisation se répandait dans les milieux d'avant-garde ; les formations centristes se montraient les plus farouches adversaires de la formation d'une nouvelle Internationale révolutionnaire.

La création de la IVe Internationale, prise avant tout sous l'impulsion de Trotsky, allait vraiment à contre-courant. A quoi cela a-t-il servi ? Qu'avez-vous réalisé ? telles sont les questions que nous entendons assez souvent et qu'un anniversaire comme celui-ci donne l'occasion de traiter.

Accordons qu'il y avait, à l'époque, chez les trotskystes et chez Trotsky lui-même, des illusions, non quant aux difficultés immédiates (celles-ci incitaient à la création de la IVe Internationale), mais sur le temps qu'il faudrait à la IVe Internationale pour devenir une organisation de masse. Mais si importants que soient les rythmes de développement, ce n'est pas à ceux-ci que les marxistes mesurent la justesse historique d'une position. La vitalité de l'organisation, la place historique, son apport théorique et politique, ce sont les véritables critères pour juger la décision de fonder la IVe Internationale.

En dépit d'énormes difficultés matérielles, des gigantesques pressions auxquelles elle se trouvait soumise, la IVe Internationale, à la différence de toutes les organisations centristes nationales et du Bureau de Londres, n'a pas disparu ; au contraire, elle seule a continué une existence pleine de combats pour ses idées et son programme. A l'échelle des 50 années qui nous séparent du déclenchement de la

première guerre mondiale — et c'est cette échelle historique qui seule ne trompe pas — on peut constater que, dans cette époque remplie de guerres, de révolutions et de contre-révolutions, n'ont eu une continuité que les organisations se revendiquant de l'Internationale socialiste, les partis communistes officiels et la IVe Internationale. Il en est ainsi parce que ces trois organisations ne sont pas des créations arbitraires ou conjoncturelles, mais des formations qui ont des racines histo-

Si les Partis communistes se sont maintenus (encore qu'ils aient été pratiquement éliminés dans certains pays au cours des événements, comme ce fut le cas à Cuba et en Algérie, où la direction révolutionnaire nationale a été assurée par d'autres), l'Internationale Communiste a été supprimée sans beaucoup de phrases par Staline, et depuis la fin de la guerre, les Partis communistes se sont trouvés coincés entre leur besoin de constituer une organisation internationale unie et les

La photo ci-dessus représente un groupe de bolcheviks-léninistes déportés à Ienisseisk (Sibérie) participant le 7 novembre 1928 au meeting général pour l'anniversaire d'Octobre avec leurs bannières portant les mots d'ordre : Contre la droite, le nepman, le bureaucrate ! Vive la dictature du prolétariat !

Plus tard, la répression stalinienne s'abattit sur les bolcheviks restés fidèles à Lénine et Trotsky avec une férocité inégalée. Mais aucune répression ne peut venir à bout du marxisme révolutionnaire.

Les « Izvestia » du 13 septembre 1963 devaient consacrer au trotskysme et à la Quatrième Internationale, si souvent déclarés morts, la page dont nous publions un fac-similé ci-contre.

VIVE LA REVOLUTION D'OCTOBRE !

VIVE LA QUATRIEME INTERNATIONALE !

riques et sociales puissantes : les partis socialistes plongeant dans les origines du mouvement ouvrier européen et leur réformisme a des racines sociales ; les partis communistes se rattachent à l'Union Soviétique. Quant à la IVe Internationale, elle trouve sa filiation avec le Parti bolchevik et la IIIe Internationale à travers l'Opposition de gauche russe et internationale, et elle représente les intérêts historiques fondamentaux du prolétariat international.

déchirements survenant entre eux suivant des lignes nationales résultant de la bureaucratisation qui les infecte, et de l'exercice du pouvoir pour une série de pays. La gigantesque crise du stalinisme, sous la forme actuelle du différend sino-soviétique, traduit à la fois la fin définitive des souvenirs de la IIIe Internationale dans sa période stalinienne, et le besoin pour les courants révolutionnaires se dégageant du stalinisme de trouver une issue sur le plan international.

La IVe Internationale a non seulement défendu le capital théorique du bolchevisme et maintenu la notion de l'Internationale communiste, elle a aussi au cours de ces 25 années enrichi le marxisme à la lumière des luttes grandioses de cette période, et participé à tous ces luttes.

Les militants de la IVe Internationale ont participé aux luttes des masses européennes contre le nazisme, à la Révolution espagnole, aux soulèvements en Asie,

РАСКОЛЬНИКИ БЛОКИРУЮТСЯ

IV ИНТЕРНАЦИОНАЛ—ОБЪЕДИНЕНИЕ ТРОЦКИСТСКИХ РЕНЕГАТОВ

ИЗВЕСТИЯ

СОВЕТОВ ДЕПУТАТОВ ТРУДЯЩИХСЯ СССР

Пятница, 13 сентября 1963 г.

ЗИДАТЕЛЕЙ

В. ТКАЧЕНКО.

С. ИВАНОВИЧ.

le », et qui cherchent à retrouver la filiation historique avec Octobre.

Résumer l'apport idéologique de la IVe Internationale à la compréhension des phénomènes de la plus riche des époques révolutionnaires n'est pas aisé. Par ses origines, par sa filiation avec l'Opposition de gauche, elle se devait tout d'abord de poursuivre l'étude des développements en U.R.S.S. et dans les nouveaux Etats ouvriers, des problèmes de la planification, de ceux des campagnes, des efforts d'adap-

aux luttes des masses latino-américaines, ils ont participé et participent à la révolution algérienne et aux luttes qui se développent actuellement sur le continent africain. Les trotskystes américains participent aux luttes des Noirs, qui relient la révolution coloniale et la révolution nord-américaine. Et les trotskystes retrouvent tout naturellement des liens avec les nouvelles générations des Etats ouvriers qui se dressent contre la bureaucratie, y compris sous sa forme « libéra-

tation de la bureaucratie à des situations tout à fait nouvelles, elle devait surtout expliquer la « destalinisation », cette autodéfense de la bureaucratie devant les revendications de la société soviétique.

La IVe Internationale a également été amenée à répondre aux problèmes posés dans les Etats capitalistes économiquement développés, où l'on a assisté à un boom imprévu et prolongé de l'économie. Elle a expliqué les causes d'une telle conjoncture, son caractère temporair les

problèmes nouveaux qu'elle posait au mouvement ouvrier, aussi des phénomènes nouveaux comme la formation du Marché Commun européen. Elle le fit face à un renforcement extraordinaire des tendances révisionnistes et réformistes dans le mouvement ouvrier, non seulement sous la forme de groupements centristes généralement peu importants, mais de la part des directions traditionnelles, celles de la social-démocratie rejetant ouvertement les traditions marxistes les plus anciennes, celles des partis communistes reprenant sans la moindre vergogne les conceptions « démocratiques » qui furent opposées aux bolcheviks dans les premières années de la Révolution russe.

La IVe Internationale n'a surtout pas manqué d'apporter sa contribution aux révolutions coloniales qui n'ont cessé de déferler depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Elle y était préparée par sa défense inlassable contre le stalinisme de la théorie de la révolution permanente, sans laquelle il est impossible d'avoir une vue globale correcte de ces révolutions, de les situer dans la marche du monde vers le socialisme. La IVe Internationale n'a pas manqué d'expliquer l'importance de facteurs qui n'avaient pas occupé une telle place dans le marxisme classique, comme ceux de la paysannerie, des guerillas, de directions révolutionnaires influencées par les grands exemples des révolutions russe et chinoise. Elle s'est efforcée de dégager les voies spécifiques de ces révolutions, si différents des mouvements ouvriers traditionnels des vieux pays capitalistes.

Il n'aurait pas été possible de produire un tel apport théorique et politique sans la création de la IVe Internationale, sans l'existence précisément d'une organisation qui unisse à l'échelle internationale la pensée et l'action révolutionnaires. Des spécialistes dans leur domaine spécifique ont certes apporté des contributions très valeureuses pour la théorie marxiste et pour le mouvement ouvrier, et la IVe Internationale est la première à reconnaître ces services à la cause du socialisme. Mais ce n'est faire preuve ni de vanité ni de satisfaction béate que de dire que seule la IVe Internationale a apporté la contribution la plus globale, la plus poussée, qu'elle a rempli à la mesure de ses forces la tâche pour laquelle elle avait été en premier lieu fondée. Elle l'a fait en dépit d'obstacles extraordinaires sur sa voie, parmi lesquels l'un qui n'est pas des moindres est celui des bureaucraties dirigeantes des Etats ouvriers, disposant de forces matérielles incomparablement plus grandes en tous domaines que les vieilles bureaucraties réformistes si souvent dénoncées dans le passé.

Personne ne connaît d'ailleurs mieux la force politique de la IVe Internationale que ces bureaucraties, en tout premier lieu la bureaucratie soviétique. Quiconque est tant soit peu averti lui reconnaît un sens précis de ses intérêts et une pratique utilitaire au plus haut degré. Parmi tous ceux qui comprennent cela, peu nombreux se demandent cependant pourquoi la bureaucratie n'a cessé de voir dans le trotskysme un danger qu'il fallait détruire à tout prix, pourquoi elle a, pour combattre le trotskysme, la IVe Internationale, dépensé des moyens et des forces qui apparaissent sans mesure avec nos organisations si faibles numériquement, avec ce mouvement si souvent enterré et qui ne meurt jamais. Mieux que quiconque, la bureaucratie sait l'importance extraordinaire que constitue la IVe Internationale, elle le sait non par compréhension théorique, mais par un instinct de défense supérieurement aiguisé.

La crise du stalinisme international est en train de prendre une acuité exceptionnelle. Le différend sino-soviétique a déjà soulevé la discussion sur les problèmes politiques les plus importants de notre époque, ceux des voies au socialisme dans tous les secteurs du monde actuel (pays coloniaux, Etats ouvriers, pays capitalistes développés). Mais, sous-jacents à ces problèmes, à leur discussion dans les Partis communistes, se trouve posée la question de l'instrument politique, de la direction nouvelle, de l'Internationale révolutionnaire de masse capable d'unifier et de diriger les luttes à une échelle aussi vaste, dans des conditions aussi diversifiées. C'est précisément pour cela que les antagonistes soudainement effrayés se jettent réciproquement à la face le reproche de faire le jeu des trotskystes, de la IVe Internationale. C'est contraints et forcés par les circonstances que les « Izvestia » ont célébré à leur façon le 25e anniversaire de la IVe Internationale, en publiant un article qui, pour le public critique qui ne manque pas en URSS, était un éloge involontaire.

Il ne conviendrait pas de célébrer ce 25e anniversaire sans relever un argument souvent invoqué contre la IVe Internationale, à savoir ses nombreuses difficultés intérieures, les multiples crises et ruptures dont elle a été l'objet. Il n'est évidemment pas besoin de répondre aux ricanements imbéciles de gens qui appartiennent à ces formations centristes hostiles au trotskysme, à la fois incapables de formuler un programme et de bâtir une organisation. C'est aux nombreux militants communistes attirés par les idées trotskystes mais écartés par la faiblesse organisationnelle et les déchirements des trotskystes que nous devons une explication de ce phénomène. Ajoutons qu'ils comprendront désormais mieux cette situation, du fait de l'amplitude croissante que prend la crise du stalinisme international dans les partis communistes officiels. Tant de causes objectives, en premier lieu le poids de l'Etat soviétique et actuellement le poids du pouvoir d'Etat dans le mouvement ouvrier, expliquent la difficulté que rencontrent les organisations de la IVe Internationale à percer en tant qu'organisation de masse, même quand leurs idées se développent là où elles ont été les plus violemment pourchassées. D'autre part, on ne peut manquer de souligner que cette faiblesse organisationnelle, le manque d'une large base ouvrière, favorisent en son sein les manifestations de tendances centrifuges (sectaires ou opportunistes) nourries pendant de longues années d'isolement. Aussi, quand on voit actuellement la violence des déchirements qui affectent le mouvement communiste officiel, en dépit de tout ce qui retient les directions bureaucratiques, ne peut-on être trop surpris des effets que les énormes tensions mondiales exercent sur une organisation numériquement aussi étroite que la IVe Internationale. Il ne s'agit pas d'une faiblesse inhérente au programme, aux idées, mais d'une faiblesse résultant des conditions d'existence de l'organisation qui a maintenu et enrichi le marxisme révolutionnaire dans la plus extraordinaire des époques que l'humanité a connues.

Il y a encore quelques années, le mythe stalinien éblouissait des foules nombreuses et nombre d'intellectuels. Dans la minorité qui y résistait, combien étaient alors dépourvus d'espoir, ne voyaient aucune fin perceptible à ce cauchemar installé dans la vie du mouvement ouvrier. L'effondrement s'est effectué en un temps record, tout en laissant encore de nombreuses séquelles. La crise actuelle du mouvement communiste sera encore assez longue et rude. Mais elle ne pourra jamais aboutir à l'édification d'un nouveau mythe. Elle trouvera sa solution dans l'épanouissement le plus complet du marxisme révolutionnaire. Après vingt-cinq années d'une existence que rien n'a pu détruire, on peut dire avec une certitude totale que cette crise trouvera sa solution organisationnelle dans la reconstruction d'une Internationale révolutionnaire de masse qui reconnaîtra ses origines dans la IVe Internationale créée par Léon Trotsky.

Octobre 1963.

WORLD OUTLOOK

(Perspective mondiale)

Un *service de presse ouvrier hebdomadaire* en anglais contenant des informations, des analyses, des articles, présentant un intérêt particulier pour des militants politiques et syndicaux, des révolutionnaires, les mouvements coloniaux, et pour ceux qui suivent la politique mondiale.

Ce service de presse n'est servi que sur abonnement. Il paraît chaque semaine sur un nombre de pages variable (d'une vingtaine à une quarantaine).

L'abonnement pour 26 numéros s'élève à 37,50 F.

Paiement à effectuer à Pierre FRANK, 21, rue d'Aboukir, Paris (2e).

FREEDOM NOW

(La liberté tout de suite)

La résolution suivante sur la nouvelle étape de la lutte des Noirs aux Etats-Unis a été adoptée par le Congrès national du S.W.P. (Socialist Workers Party) en juillet 1963. Elle est particulièrement remarquable pour son appréciation positive concernant les traits progressifs et potentiellement révolutionnaires des tendances nationalistes parmi les masses noires, tendances qui sont mal comprises ou dénaturées par certains milieux.

La position des trotskystes américains contraste vivement avec l'attitude hostile du P.C. des Etats-Unis à l'égard des militants nationalistes. D'une part les dirigeants du P.C. embellissent l'image du Président Kennedy, en faisant l'ami de l'égalité des Noirs. Ainsi, à propos du rôle de Kennedy dans la nouvelle législation présentée devant le Congrès et qui a été définie par tous les leaders noirs comme « trop timide et trop tardive », James Jackson, directeur du Worker et Noir lui-même, écrivait dans le Worker du 7 juillet : « Ce nouvel engagement (du Président et de la nouvelle administration à l'égard de ces mesures) démontre qu'il a correctement apprécié le « caractère de cette révolte » née du soulèvement en masse d'un peuple qui a unanimement résolu d'obtenir ses droits tout de suite. »

D'autre part, les leaders du P.C. américain soutiennent les défenseurs les plus conservateurs des droits civils contre les plus radicaux. Ils ont lancé une campagne de violentes calomnies contre les Black Muslims, musulmans noirs ; contre Robert Williams, de Monroe (Caroline du Nord), avocat de l'auto-défense afro-américaine, victime d'une machination des racistes, puis exilé à Cuba ; contre The Liberator, **revue sympathisante au nationalisme noir.**

La position réactionnaire des partisans de Khrouchtchev est d'autant plus flagrante que même les libéraux du mouvement des droits civils n'oseraient pas aujourd'hui attaquer les masses noires, ni approuver Kennedy de façon aussi généreuse que ne le font les dirigeants du P.C.

La nouvelle étape de la lutte pour l'émancipation des Noirs et les tâches du Socialist Workers Party

I. — « FREEDOM NOW » : UNE NOUVELLE ETAPE

Sous la bannière de « Freedom now » la lutte des Noirs pour l'égalité est entrée dans une nouvelle phase. Cela a une signification comparable au changement qui se produisit au cours des années 1830, lorsqu'une aile du mouvement abolitionniste longtemps dominée par des projets d'achat partiel et de déportation des esclaves, lança la revendication explosive d'une émancipation totale et immédiate.

La caractéristique la plus remarquable de cette nouvelle étape de la lutte des Noirs, est le refus clair et net de toute conception gradualiste, qui est le programme, la méthode et la perspective du libéralisme capitaliste. « La liberté tout de suite » est une revendication essentiellement radicale et révolutionnaire. Elle entraîne ses défenseurs, indépendamment de leurs vues particulières, dans un conflit de plus en plus profond avec la Maison Blanche et les démocrates du Sud, avec les dirigeants ouvriers aussi bien qu'avec les libéraux, avec tous les porte-paroles, Noirs ou Blancs, de la modération, du compromis et des promesses symboliques.

La classe dirigeante des Etats-Unis ne peut satisfaire cette revendication. Elle ne peut non plus supprimer ou reléguer au second plan ce mouvement. C'est pourquoi une lutte conséquente jusqu'au bout, stimulera de profonds changements non seulement dans les relations raciales mais aussi dans les rapports de classe et les rapports politiques aux Etats-Unis.

Ce sentiment de « Liberté tout de suite » est dû à différents facteurs : l'urbanisation, l'industrialisation et la migration qui font que les trois quarts des Noirs vivent dans les villes plutôt qu'à la campagne, et la moitié hors du Sud ; l'encouragement des révolutions coloniales contre la domination de l'impérialisme blanc en Afrique, en Asie et en Amérique latine ; la lenteur avec laquelle sont accordées les rares et modiques concessions à la revendication d'égalité ; la conviction que les dirigeants de ce pays n'accorderont jamais l'égalité volontairement ni sans pression, et que les difficultés de la guerre froide les rend plus vulnérables à une pression ; la déception dans les vieux dirigeants noirs et les bureaucrates des organisations ouvrières. Ceci est encore stimulé par la conscience et la solidarité raciale plus grandes nées de l'expérience commune de l'oppression, et se trouvent renforcées par la démonstration historique et actuelle que le Noir, s'il veut faire quelque progrès, doit compter d'abord sur lui-même. Dans certains milieux, ce sentiment se trouve renforcé par la remise en question et la dénégation des valeurs de la société capitaliste (dominée par les Blancs).

Cela a eu pour résultat l'extension de la lutte noire dans tous les coins du pays ; un accroissement considérable du nombre des combattants actifs dont les renforts les plus importants proviennent de la jeunesse étudiante, qui n'est embarrassée ni par le scepticisme, ni par la routine, ni par le défaitisme de ses aînés, et donnent à la lutte une nouvelle résonance et une nouvelle vigueur ; des revendications d'indépendance accompagnées d'une plus grande confiance en soi et de la détermination de plus en plus marquée pour que le Noir décide de ses propres objectifs, élabore lui-même ses méthodes et dirige lui-même ses luttes ; l'expression plus franche de sentiments de méfiance et de soupçon à l'égard des Blancs, ainsi qu'une forte rancune contre le paternalisme sous toutes ses formes ; de nouvelles revendications et propositions qui sont inacceptables pour la plupart des libéraux (considération spéciale ou priorité aux besoins des Noirs afin de compenser les siècles d'oppression et de privation, représentation effective et convenable des Noirs partout et à tous les niveaux, vote distinct, etc.). Cette nouvelle phase a déjà enregistré une croissance significative du sentiment séparatiste et nationaliste en même temps que l'apparition de nouvelles organisations nationales et de centaines de groupes locaux en faveur de l'égalité. Tout ceci fait partie du ferment, de la discussion, de l'expérimentation et de la vive recherche d'idées, de méthodes, de programmes et d'une direction capables de mener la lutte pour l'égalité à la victoire.

La nouvelle période définitivement ouverte avec la bataille de Birmingham en mai 1963 a été marquée par les caractéristiques suivantes :

1. La lutte prend un caractère de masse toujours grandissant. Elle entraîne des milliers et des dizaines de milliers d'hommes depuis les étudiants et les gens des classes moyennes, jusqu'aux plus déshérités des ghettos des villes. Ils sont entrés dans l'action comme une force de masse aux dimensions et au dynamisme toujours croissants.

2. L'action de masse sous ses différentes formes a maintenant retraversé la ligne Mason-Dixon. Le premier coup fut donné avec la lutte pour des emplois sur le terrain d'une école en construction à Philadelphie, puis cela s'étendit à New York et en d'autres lieux. La digue sauta avec le rassemblement de 250.000 Noirs dans la Marche pour la Liberté en juin à Detroit, la plus grande manifestation de protestation de ce genre que l'on ait jamais enregistrée de tout le siècle. Dès le début, les revendications au Nord sont à un niveau socio-économique plus élevé que dans le Sud, portant un coup profond à la structure de classe établie.

3. Le choc de ces événements a effarouché l'Administration Kennedy, provoqué une crise politique dans le pays, et obligé le gouvernement fédéral et les gouvernements des Etats et les administrations locales à prendre des mesures jamais envisagées, même de loin, avant le soulèvement des Noirs. L'Administration Kennedy n'a pas l'intention d'accorder l'égalité. Elle essaie de freiner, et, si possible, de corrompre la direction en offrant le minimum de concessions pour empêcher le mouvement de masse d'aller trop vite et trop loin.

4. Les hauts dirigeants noirs se sentent d'autant plus nerveux et vacillants. Ils sont forcés de parler et, même dans certains cas, d'agir de façon plus militante par crainte de la révolte qu'ils n'ont pas déclenchée et ne peuvent contrôler. Ils craignent aussi que la classe dirigeante sur laquelle ils s'appuient n'accorde pas de concessions suffisantes ni assez tôt, et que le mouvement de masse ne continue à les déborder et à les dépasser, les traînant avec lui tandis qu'ils essaient de le freiner. La profonde insécurité des dirigeants officiels, leur manque de contrôle sur les masses, l'apparition de nouvelles forces et de nouveaux dirigeants plus audacieux sont des signes positifs d'une révolte ascendante qui se radicalise de plus en plus.

5. A cette phase, la lutte pour les droits civils, dans le Sud présente certains traits qui la distinguent du reste du pays.

a) En raison des violations flagrantes et intolérables des droits démocratiques les plus élémentaires, dans le Sud, les combattants pour la liberté peuvent exposer et dramatiser les injustices de Jim Crow, mettant constamment dans l'embarras le gouvernement fédéral, et renforçant l'indignation contre la ségrégation non seulement dans tous les Etats-Unis, mais à travers le monde entier, comme l'a montré Birmingham.

b) Dans certaines parties du Sud où les Noirs sont en majorité, des démarches telles que l'appel à la candidature d'un sheriff noir dans le comté de Laflore (Mississipi), ont un caractère hautement explosif, car elles défient et mettent en danger la structure à suprématie blanche. Des campagnes en faveur de l'inscription électorale, dans des régions rurales où des candidats noirs intransigeants pourraient devenir maires, juges ou sheriffs pourraient y renverser tout l'équilibre des forces.

c) Ce qui arrive dans le Mississipi, en Alabama et en Georgie, a des répercussions immédiates sur les tendances du mouvement dans le Nord. N'importe quel outrage ou explosion de violence, toute manifestation ou victoire importante dans le Sud, soulève les communautés noires dans le reste du pays. Ainsi, l'intensification et l'extension de la lutte dans le Sud est un grand stimulant pour le mouvement national en faveur des droits civils. Réciproquement, les progrès de la lutte dans le Nord, tels que les actions directes pour les emplois, tendent à renforcer le Sud et à y élever la lutte à un niveau supérieur.

II. — LES TENDANCES ACTUELLES

Les forces du mouvement « Freedom now » doivent affronter la tâche de se grouper en un mouvement effectif et de s'armer d'un programme, d'une philosophie et d'une perspective. Le succès de ces efforts dépendra de l'appréciation correcte des diverses tendances actuellement en présence, des intentions de leurs ennemis racistes, et des relations du mouvement noir avec les autres secteurs de la population.

La N.A.A.C.P. fut longtemps la principale organisation pour l'obtention des droits civils. Mais son influence relative a baissé et actuellement, de tous côtés, elle est l'objet de contestations. Sa direction, appartenant à la classe moyenne libérale, s'appuie essentiellement sur l'action législative et légale et décourage la lutte, l'initiative et l'action de masse. De peur d'être débordés et dépassés par des organisations plus militantes, ils ont tenté de moderniser leur « image », mais la N.A.A.C.P. reste le principal défenseur et le symbole de méthodes gradualistes. Les masses noires peuvent l'apprécier comme une arme de défense légale et de pression sur le législatif, mais elles ne s'y sentent pas à l'aise, et la plupart n'y appartiennent pas.

Une tendance pacifiste s'est renforcée et ses dirigeants ont acquis de l'importance depuis les dernières années 50. Ses principales organisations sont la Conférence de la Direction Chrétienne du Sud, dirigée par Martin Luther King, et le Congrès de l'égalité raciale (CORE). Leur prestige vient en partie du fait que, contrairement à la N.A.A.C.P., elles ont admis certains genres d'action directe et participé à celles-ci. Mais le pacifisme de King a aussi l'effet opposé de freiner le plein développement de la lutte de masse et l'initiative. Il prêche « l'amour » de l'ennemi raciste et menace d'arrêter les luttes pour les droits civils chaque fois que les masses se montrent prêtes à se défendre elles-mêmes contre la violence raciste. Bien que King ait recours à la rhétorique de « Freedom now », ce n'est pas par hasard que les libéraux le soutiennent comme « la juste sorte de dirigeant Noir », tandis que l'administration Kennedy estime qu'il peut être utilisé pour s'assurer que les masses restent sous contrôle.

Il y a une différence essentielle entre le pacifisme qui préconise de ne pas résister aux attaques en tous temps et à tout prix, et un pacifisme défensif imposé par un rapport des forces défavorable. Le besoin d'une auto-défense organisée contre les bandes blanches et les fonctionnaires de la police est pour le moment défendu seulement par de petits groupes de militants noirs. Les dirigeants pacifistes gandhistes sont prêts à faire confiance à la force militaire gouvernementale tout en répudiant par principe l'adoption de mesures d'auto-protection par les Noirs qui sont menacés d'agression par des éléments Jim Crow, lesquels sont protégés par l'appareil d'Etat quand ils n'en font pas partie.

Le « Comité de coordination non violent des étudiants » (S.N.C.C.) est une tendance distincte de King et de CORE. Elle a ses origines dans le désir d'étudiants combatifs de frayer une voie différente de celle des gradualistes. Elle ne prêche pas d'engagement envers le gandhisme. Pour ses dirigeants, la non violence est plutôt une tactique qu'un dogme ou un principe, et elle n'exclut pas le droit à l'auto-défense. Le S.N.C.C. est un mouvement de type d'avant-garde qui met l'accent principal sur l'action directe comme moyen d'organiser les masses du Sud pour une lutte indépendante.

Le « Conseil du Travail pour le Noir américain » (N.A.L.C.) fut créé pour remplir la tâche indispensable de diriger et de coordonner la lutte contre la discrimination dans l'industrie et le mouvement ouvrier. Du fait de leur nombre et de leur position stratégique comme lien entre le mouvement ouvrier et la communauté noire, les militants syndicaux noirs peuvent jouer un rôle important en entraînant l'appui des syndicats aux luttes indépendantes du peuple Noir, et l'appui des Noirs aux syndicats. Mais, jusqu'ici, en dehors de quelques villes, le N.A.L.C. n'a pas réussi à recruter beaucoup de travailleurs noirs. Cet échec est dû en partie à l'étau bureaucratique où se trouve resserrée l'organisation par la direction de A. Philip Randolph. Le N.A.L.C. est affaibli du fait que la plupart de ses dirigeants doivent leurs postes syndicaux à une nomination par la bureaucratie syndicale et craignent de les perdre en s'engageant dans des actions hardies inacceptables pour les Meany et les Reuther.

Les Musulmans, dirigés par Elijah Muhammad, sont actuellement la tendance la plus dynamique de la communauté noire dans le Nord. Jadis une petite secte religieuse sans influence, ils ont obtenu un nombre considérable d'adhésions dans les villes du Nord (surtout parmi les ouvriers), un plus grand nombre de disciples, et le respect de millions de Noirs émus par leur nette dénonciation de l'oppression raciale, et leur détermination à se libérer de la domination blanche. Nationalistes et séparatistes, ils rejettent non seulement le gradualisme et les promesses symboliques mais aussi le droit de leurs oppresseurs à gouverner et exploiter les Noirs. Ils proclament hardiment le droit et la capacité du peuple noir à se gouverner lui-même. Ils ont d'importantes faiblesses : ils n'ont pas compris les raisons économiques du racisme et il leur manque un programme d'action leur permettant d'influencer les luttes transitoires, immédiates et partielles des masses noires et d'y participer. L'an dernier, les Musulmans ont commencé à surmonter leur isolement grâce à une plus grande souplesse dans leur façon d'aborder les autres organisations noires. Leur récente déclaration en faveur d'une action politique sous forme de campagnes électorales pour élire des candidats noirs a constitué un pas en avant important et prometteur.

Les tendances les plus radicales avec une orientation sociale et politique se sont inspirées de l'exemple du mouvement de Monroe (Caroline du Nord) dirigé par Robert F. Williams. Monroe a enrichi de façon intéressante la théorie et la pratique de l'auto-défense. Cependant, le mouvement s'est affaibli à la suite de la persécution et des machinations contre son chef qui a dû s'exiler.

Dans tout le pays, des groupes locaux et régionaux nouvellement formés jouent un rôle significatif encourageant la lutte contre le libéralisme et le gradualisme.

C'est parmi ces groupes et ces courants que se regroupera et s'unifiera une direction noire luttant effectivement pour l'égalité. Mais il faut ajouter qu'à l'étape actuelle, aucune de ces tendances, y compris la plus importante, ne peut revendiquer l'affiliation que d'un faible pourcentage de Noirs. Le mouvement « Freedom now » se modèle, se remodèle, s'instruit, se développe, se prépare, se définit et s'affine. Cependant, il reste encore à entendre la grande masse des Noirs concentrés dans les immenses ghettos du Nord et du Sud.

III. — LE NATIONALISME NOIR AUJOURD'HUI

Les définitions générales du nationalisme ne permettent pas de comprendre et d'expliquer le nationalisme noir aux Etats-Unis aujourd'hui. Tout en ayant des

ressemblances avec le nationalisme insurgé des pays d'Afrique, et avec le nationalisme des minorités opprimées du vieil Empire russe des tsars, le nationalisme noir américain en diffère par certains aspects importants. De plus, le nationalisme noir est encore à un stade précoce de son développement et subira certainement des changements dans l'avenir. Pour une analyse définitive il faudra attendre que le nationalisme noir devienne un mouvement de masse et qu'il acquière des traits plus fermes et plus constants qu'il ne le montre actuellement. Néanmoins, à titre d'indication il est déjà possible de tirer un certain nombre de conclusions.

Le capitalisme isole les Noirs, les confine dans des ghettos, élève des murs autour d'eux et les lie en un commun ressentiment contre la discrimination raciale, la proscription, la privation de droits et les abus. C'est dans ce sol qu'est enraciné et pousse le nationalisme noir. Il est une conséquence de ces conditions, une réaction contre elles, une façon de leur résister et de les combattre. Dans le passé, l'espoir que de telles conditions pourraient être éliminées tendaient à affaiblir le sentiment nationaliste noir et à suspendre ses activités. Cependant, la certitude que dans ce pays ces conditions existeront toujours, ou encore une génération, sert à nourrir, à renforcer et à stimuler le nationalisme noir.

L'intensification des tendances séparatistes parmi les Noirs des villes du Nord exprime le rejet de la société de classe américaine du haut en bas et un profond désir de se libérer des maux de cette société. Leur verdict est que l'actuel « mode de vie américain » (American way of life) n'a rien de valable à offrir aux Noirs. En l'absence d'un mouvement ouvrier révolutionnaire ou d'une avant-garde socialiste puissante, le radicalisme des masses des ghettos du Nord passe par la voie de la conscience de race, rejetant la société des Etats-Unis comme le monde des Blancs. L'impulsion à se libérer et à se séparer du tissu social du capitalisme des Etats-Unis n'est pas très éloignée de l'impulsion, sous différentes formes, tendant à abolir ce système dans une lutte révolutionnaire.

La résolution de la convention de 1948 du S.W.P. avait noté l'apparition et le développement d'un embryon de « nation noire dans la nation ». C'est encore un embryon actuellement, mais il est plus grand et plus mûr. Les sentiments nationaux-raciaux se sont nourris et ont été stimulés par la dérision des actions symboliques à l'intérieur, et par les succès de la révolution coloniale à l'extérieur. Le Noir est tout à fait conscient en tant que citoyen de second ordre d'être citoyen sans l'être. Il saisit la vraisemblance du concept de colonialisme domestique ou interne, qui souligne justement les nombreuses ressemblances entre la façon dont les capitalistes traitent les Noirs de ce pays et celle dont les impérialistes traitent les peuples coloniaux.

Mais le peuple noir américain se trouve dans une situation dont certains aspects sont singuliers. C'est une minorité opprimée, sans une base culturelle, linguistique ou géographique clairement définie la différenciant de ses oppresseurs. Dans ces conditions, le nationalisme noir est un grand moyen « d'identification de soi », une méthode permettant à une minorité opprimée de se différencier de ses oppresseurs, de s'unir idéologiquement et organisationnellement pour se libérer de l'oppression. Ici le nationalisme noir joue un rôle à peu près identique à celui de la conscience de classe pour la classe ouvrière.

On peut utilement se baser sur la définition du nationalisme qu'a essayé de donner James Baldwin. Cet auteur disait qu'il signifie « qu'un certain groupe de gens vivant en un certain endroit, a décidé de prendre son destin politique entre ses propres mains. » Appliquée aux Etats-Unis, auxquels elle était destinée, cette définition signifie que de nombreux Noirs ont conclu (et leur nombre s'accroît tous les jours) qu'il n'est pas possible de laisser leur avenir entre les mains des oppresseurs blancs, mais qu'ils doivent s'unir à d'autres Noirs et décider eux-mêmes de ce qu'ils exigent, aux Etats-Unis et de la part des Etats-Unis.

Cette conscience est la caractéristique fondamentale du nationalisme noir aujourd'hui. Elle s'exprime de façons diverses — le plus souvent par l'excitation de l'orgueil racial, des déclarations d'indépendance, le désir d'une direction noire et d'un contrôle noir pour la lutte des droits civils, la méfiance à l'égard des Blancs — et se trouve présente à divers degrés dans la plupart des tendances noires, aussi bien intégrationnistes que séparatistes.

Ainsi envisagé, le nationalisme noir, tel qu'il existe actuellement ne devrait pas être identifié avec le séparatisme noir, tendance préconisant la création d'une nation noire séparée. Ils ne représentent pas la même chose. Tous les séparatistes sont nationalistes, mais tous les nationalistes ne sont pas séparatistes. Le nationalisme exprime le désir des Noirs de décider de leur propre sort, y compris, entre autres, leur attitude en ce qui concerne la question d'une nation séparée.

Avec le droit de décider de leur propre destinée, les nationalistes revendiquent celui de créer un mouvement indépendant et les autres conditions leur permettant d'assumer ce droit. Mais jusqu'ici ils n'ont pas fait de choix en faveur d'une nation séparée.

Pour beaucoup de Noirs, le nationalisme est considéré et peut se révéler comme le moyen d'unir la masse du peuple noir et d'obliger les dirigeants de ce pays à leur accorder l'égalité à l'intérieur des Etats-Unis. Ils laissent la question du séparatisme ouverte pour une étape ultérieure, sans pour le moment la rejeter ou la prendre à leur compte.

La première grande tâche de la lutte noire est la mobilisation et l'unification des masses noires dans un mouvement indépendant de lutte pour l'égalité — condition indispensable pour une éventuelle alliance révolutionnaire de la classe ouvrière avec la population noire. Le nationalisme noir est progressif car il contribue à la création d'un tel mouvement noir indépendant. Il restera progressif aussi longtemps qu'il remplira ce rôle, que la lutte soit engagée sur la voie intégrationniste ou sur la voie séparatiste.

Les socialistes révolutionnaires saluent le développement d'un tel nationalisme noir et offrent à ses participants une collaboration sincère dans le combat contre les ennemis communs. Pour nous, le nationalisme noir et le socialisme révolutionnaire ne sont pas seulement compatibles mais ce sont des forces complémentaires qui devraient être plus étroitement soudées dans la pensée et dans l'action. La sympathie et le soutien communs à la révolution coloniale, et l'hostilité à la domination impérialiste constituent un lien important entre les deux mouvements.

Les socialistes révolutionnaires doivent être prêts à tirer des enseignements des courants militants noirs, et à retenir tout ce qu'il y a de progressif dans leur esprit et leurs idées ; en même temps il ne faut jamais oublier que nous devons non seulement apprendre mais aussi apporter notre part d'enseignements. Les tendances nationalistes manquent encore d'un programme réaliste et compréhensif pour résoudre les problèmes de la population noire, et beaucoup de nationalistes ont des idées confuses. Les socialistes révolutionnaires doivent se montrer à la fois patients et fermes pour démontrer que le marxisme, correctement compris et appliqué, est tout à fait valable pour la lutte des Noirs — fermes, parce que nous sommes sûrs de la justesse du programme socialiste, patients car nous savons que la logique de la lutte des Noirs conduit inévitablement aux voies socialistes.

Le nationalisme en soi est un récipient vide que l'on peut remplir de choses fort différentes. Le nationalisme de Tchang Kai-Chek est l'opposé de celui d'un révolutionnaire communiste chinois ou de Fidel Castro. Les militants nationalistes noirs peuvent avoir des idées fausses et des illusions petites bourgeoises. Les marxistes noirs doivent imprégner les sentiments et les luttes de leur peuple d'un contenu et d'une direction anti-capitaliste, scientifique et révolutionnaire.

Ils seront grandement aidés dans ce travail par le progrès de la révolution coloniale. Les idées de socialisme sont adoptées par un nombre toujours plus grand de peuples coloniaux luttant pour la libération sociale et nationale en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Cette popularité parmi les races non blanches, des doctrines, des mouvements et des gouvernements anti-capitalistes et marxistes exercera ici une influence croissante sur les éléments d'avant-garde de la lutte noire qui tend à renforcer les positions du S.W.P.

Les socialistes noirs doivent mettre en avant, pour guider et inspirer les Noirs américains, l'exemple de Cuba où le renversement du capitalisme par la révolution socialiste a déraciné la discrimination et établi une égalité et une fraternité réelles entre les citoyens noirs et les citoyens blancs ,à cent cinquante kilomètres de distance des Etats-Unis.

IV. — SEPARATISME ET NATION DISTINCTE

La position théorique du socialisme révolutionnaire sur le séparatisme noir fut pour la première fois élaborée au congrès du S.W.P. en 1939. Maintenant, alors que l'influence des Black Muslims a fait du séparatisme une question politique réelle pour beaucoup de gens, elle doit être à nouveau exposée, adaptée aux conditions actuelles et rendue parfaitement claire.

En 1939 nous avions prévu la possibilité que, dans sa lutte pour mettre fin à des siècles d'oppression et d'exploitation, la population noire revendique un jour une nation distincte, contrôlée et administrée par elle-même. Nous disions que si cela arrivait, cela trancherait la longue discussion théorique sur la ques-

tion de savoir si les Noirs constituent à la fois une minorité raciale et une minorité nationale, qu'en tant que défenseurs du droit à l'auto-détermination, nous appuierions la revendication noire d'une nation séparée et que nous ferions tout notre possible pour les aider à l'obtenir.

En prenant cette position, nous ne nous faisions pas les avocats d'une nation séparée, comme le faisait le Parti Communiste, et nous ne le sommes pas davantage aujourd'hui. Ce que nous défendons, c'est le droit des Noirs à résoudre eux-mêmes cette question. Tout ce que nous nous proposons de faire est de soutenir leur lutte pour obtenir qu'**eux-mêmes** décident de demander, que ce soit l'égalité par l'intégration, l'égalité par la ségrégation, ou les deux.

Il nous avait paru en 1939 que la masse de la population noire ne s'était pas encore exprimée sur ce point, ou ne s'était pas exprimée de façon définitive. Neuf ans plus tard, dans la résolution adoptée à notre congrès de 1948, nous notions que « le sentiment grandissant d'une solidarité nationale et raciale parmi les Noirs vise seulement, jusqu'ici, à acquérir assez de force et de poids pour forcer les barrières qui excluent les Noirs de la société américaine, montrant quelques signes d'un objectif national séparatiste. » Il était clair que la vaste majorité des Noirs était intégrationniste du fait qu'ils soutenaient l'abolition de toute institution ou procédé ségrégationniste et discriminatoire dans ce pays. Mais nous n'en avions pas conclu que les masses noires étaient arrivées à une position définitive pour ou contre le séparatisme. Nous sentions en 1939 comme en 1948 que la question restait toujours « ouverte » — que la population noire pourrait dans l'avenir, se prononcer d'une façon différente sur le séparatisme.

En 1963 la situation a profondément changé, mais pas de manière décisive. D'une part, les Black Muslims, les plus grands défenseurs du séparatisme, ont enregistré de sérieux gains organisationnels, et un développement de leur influence encore plus considérable. D'autre part, plus nombreux que jamais sont les Noirs qui s'engagent activement à attaquer les barrières de Jim Crow. Si une telle activité les rend intégrationnistes, il faut dire aussi qu'une profonde divergence de sentiment agite de nombreux Noirs intégrationnistes. Ils éprouvent à la fois des sentiments d'attirance et de répulsion à l'égard des Muslims.

De façon générale, chez les Noirs l'idée et la discussion du séparatisme ou des questions s'y rattachant est beaucoup plus vive qu'il y a 15 ou 24 ans. Mais la masse de la population noire n'a pas encore pris position sur ces questions, et nous devons encore attendre leur décision définitive.

Jusqu'à ce que les masses noires décident, le S.W.P. ne se fait ni le défenseur ni l'opposant d'une nation séparée. Nous défendons le droit des Noirs à prendre une telle décision. Cela signifie que nous défendons les droits des séparatistes à se réunir, à exprimer, à imprimer et à diffuser leurs points de vue sans être l'objet des complots et des attaques d'un comité de « vigilance » ou du gouvernement. Cela veut dire, que nous rejetons les calomnies selon lesquelles les Muslims et les autres séparatistes seraient les « pendants » des Comités de Citoyens blancs et du Ku-Klux-Kan. Cela signifie que nous réagissons contre l'opinion assez répandue mais erronée qui fait de la séparation, librement choisie par les Noirs, l' « équivalent » de la ségrégation imposée par les défenseurs de la suprématie des Blancs.

Notre attitude envers les séparatistes, y compris les Muslims est une attitude amicale. Nous reconnaissons que le seul fait de l'existence des Muslims a eu d'heureux effets, poussant les tendances noires rivales vers la gauche et donnant ainsi une impulsion, même aux luttes purement intégrationnistes. Il est intéressant de remarquer que, loin d'être une secte endurcie, les Muslims l'an dernier se sont montrés capables de changer d'orientation pour mieux servir les intérêts de tous les Noirs. Cependant ils doivent encore développer un programme d'action pour les luttes qui se déroulent actuellement.

Là où nous avons des désaccords avec eux, nous le faisons sur un plan amical, et nous cherchons à collaborer avec eux sur des projets mutuellement acceptables. Nous expliquons clairement que nous ne sommes pas opposés à la séparation, si c'est là la volonté des masses noires. Au lieu d'attaquer le séparatisme comme une « utopie », nous cherchons à montrer les implications révolutionnaires d'une lutte de masse en sa faveur, et nous poussons ses défenseurs à élaborer des programmes, des tactiques, des méthodes radicales, comme seul moyen d'y parvenir.

Si la population noire décidait de demander la séparation, nous prendrions ouvertement parti pour la séparation. En même temps nous continuerions à lutter, avant, pendant et après toute séparation éventuelle, pour l'abolition de toutes les

inégalités raciales et des causes de telles inégalités aux Etats-Unis. Dans ce sens, nous sommes et resterons intégrationnistes, quoiqu'il arrive. Nous sommes convaincus que la lutte révolutionnaire pour le socialisme et l'établissement d'un gouvernement socialiste éliminera les causes fondamentales de l'antagonisme racial et créera les conditions pour l'égalité et l'intégration de tous, dans un nouveau type de vie commune.

V. — L'ORIENTATION CAPITALISTE

L'avenir de la lutte des Noirs dépend d'abord de ce que font les Noirs pour elle. Il dépend de ce que leurs alliés font — ou ne font pas — pour elle. Et aussi de ce que font leurs ennemis à son sujet.

Les capitalistes dirigeants sont le tout premier ennemi de la population noire. La classe capitaliste a introduit le système d'oppression raciale dans ce pays, d'abord sous la forme de l'esclavage ; après que l'esclavage fût aboli, elle le continua sous d'autres formes ; et elle le maintient aujourd'hui. Les riches ont commencé et continué l'oppression raciale parce qu'elle facilitait et facilite l'exploitation des travailleurs, qu'elle est une source de surprofit, et un moyen de diviser la force ouvrière et de rompre ses efforts à s'unir contre ses exploiteurs.

Que la responsabilité de l'oppression raciale repose sur la classe capitaliste n'est nullement démenti par le fait que d'autres secteurs de la population, y compris la classe ouvrière, sont infectés à un certain degré par les poisons et les préjugés racistes. S'il n'en était pas ainsi, Jim Crow n'aurait jamais existé. Mais le système capitaliste a inculqué ces préjugés aux ouvriers blancs et il les a renforcés en accordant aux ouvriers blancs des privilèges et des concessions aux dépens des Noirs. La principale responsabilité revient aux capitalistes, et non aux ouvriers qui suivent la discrimination raciale et sont eux-mêmes les victimes autant que les bénéficiaires du racisme. Il faut aussi combattre sans relâche les préjugés et les pratiques racistes des ouvriers. Cependant nous devons garder à l'esprit que ce ne sont pas les ouvriers mais les capitalistes qui détiennent le pouvoir économique et politique dans ce pays, et qui contrôlent les appareils de la police, de la propagande, de l'information et de l'éducation. C'est un fait incontestable que les capitalistes ont mis toute leur énergie à maintenir plutôt qu'à abolir l'oppression raciale.

Les gradualistes, même lorsqu'ils sont forcés d'admettre ces faits historiques, répondent que les choses sont différentes actuellement ou qu'elles le seront bientôt. Ils déclarent que des progrès constants et substantiels ont été faits ces dernières années ; que les gains déjà obtenus indiquent que ces progrès continueront indéfiniment jusqu'à ce qu'ils aboutissent au déracinement total de la distinction entre les Noirs et les Blancs ; et que ce processus sera accéléré par le gouvernement à cause des besoins de sa propagande dans la guerre froide. La réalité ne vérifie nullement ces déclarations.

Les progrès sont réellement lents, minimes et irréguliers. Bien plus, dans certaines régions, il y a recul plutôt que progrès. En 1962, le revenu d'une famille noire moyenne représentait 54 % du revenu d'une famille blanche moyenne, alors que dix ans avant il avait été de 57 %. Alors que les revenus des deux groupes ont augmenté durant cette décennie, celui des Blancs s'est élevé davantage et, ainsi, le fossé entre les revenus ne s'est pas réduit, mais au contraire élargi. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale le pourcentage de chômeurs parmi les Noirs est deux fois celui des Blancs, ce qui représente un plus grand décalage que durant la dépression des années 1930. Durant les récessions le fossé s'élargit, atteignant la proportion de deux et demi et même trois fois celui des Blancs.

La durée de scolarisation des enfants noirs est en moyenne inférieure de trois ans et demi à celle des enfants blancs. La proportion de taudis occupés par les Noirs est cinq fois celle des Blancs. En moyenne, les Noirs meurent encore sept ans plus jeunes que les Blancs ; la discrimination du berceau à la tombe coûte au Noir ces sept années de vie. Il n'est pas un seul Etat dans le pays où un Noir n'ait pas été l'objet à quelque moment d'injures, d'humiliations ou pire.

On a un exemple de la tendance réelle avec la situation scolaire dans le Sud depuis la décision de la Cour Suprême en 1954. Son application restreinte est délibérément dissimulée, puisqu'on classe les écoles comme « désagrégées » si un Noir ou une poignée de Noirs y est admis. Le fait est que neuf ans après, moins de 8 % d'enfants noirs du Sud fréquentent la même école que les Blancs. A ce rythme il faudra encore un siècle pour que le système scolaire du Sud soit ouvert aux Noirs.

Là où il y a eu de petits gains réels, leur bénéfice a été inégalement réparti. Certains Noirs ont pu obtenir des emplois dans des domaines qui leur étaient interdits auparavant (les carrières libérales, les emplois de bureau) et arriver à un statut et un revenu d'un Noir de classe moyenne (qui est relativement inférieure, moins sûre et moins payée que la classe moyenne blanche). A l'autre extrémité, les conditions d'un grand nombre de Noirs se sont considérablement détériorées à cause du chômage et de l'automation. Les travailleurs noirs sont les plus fortement touchés par les effets de l'automation. Et les gains de la minorité noire la plus favorisée sont largement compensés par la pauvreté chronique croissante et la privation de droits imposée à la majorité des Noirs.

En étudiant les tendances actuelles à la lumière du passé, les socialistes révolutionnaires arrivent à la conclusion que l'oppression raciale aux Etats-Unis ne peut être abolie que si l'actuel système capitaliste de profit est éliminé et remplacé par un système basé sur la production pour la consommation. Les critiques de cette position répondent que l'histoire a fourni des exemples de pays capitalistes relativement exempts de racisme. Le racisme ne serait donc pas une composante indispensable de toutes les sociétés capitalistes, et le capitalisme américain pourrait être débarrassé de cette caractéristique sans qu'il soit nécessaire d'abolir le capitalisme lui-même.

Une telle façon de penser est trompeuse car elle est basée seulement sur des généralités. La conclusion du S.W.P. est fondée sur une analyse **concrète** de la nature et des contradictions de la structure capitaliste spécifique des Etats-Unis. Ce pays a eu une histoire différente de celle des autres pays capitalistes, qui a développé des relations économiques et politiques spécifiques ,et a engendré des intérêts, des besoins et des institutions spécifiques **qui fleurissent encore.** Ce capitalisme particulier, le capitalisme américain, peut être forcé de modifier certains traits de son système racial. Mais la classe dirigeante ne l'abolira jamais volontiers car elle a trop d'intérêts à son maintien, et elle sait que les tentatives pour le déraciner dans le Sud provoqueraient immédiatement une révolution politique régionale qui tendrait à se transformer elle-même en révolution sociale.

Le capitalisme américain n'est pas simplement entaché de racisme. Ses racines mêmes sont inextricablement mêlées à l'oppression raciale et il sait qu'enlever cette dernière les mettrait en péril. Bien sûr, Jim Crow embarrasse réellement la classe dirigeante américaine dans ses relations étrangères et ses manœuvres diplomatiques. Mais elle préfère continuer à être dans l'embarras plutôt que de risquer les conséquences qu'entraînerait tout effort sérieux pour supprimer la cause de cet embarras.

Il n'y a aucune preuve dans ce qui se passe actuellement qui démontre que les capitalistes ou leur gouvernement aient l'intention d'extirper l'oppression raciale pour le moment. Même leurs porte-paroles qui déplorent cette situation ne pensent pas qu'elle soit éliminée durant ce siècle. Leur véritable perspective n'est pas d'abolir le racisme, mais de le modifier, le réformer, en changer certains traits secondaires, rejeter les lois qui rendent la ségrégation obligatoire, et de le faire assez lentement pour que cela s'étende sur plusieurs générations et soit acceptable pour les Blancs souverains du Sud.

Tout au plus, les capitalistes ont pour but d'établir dans tout le pays les relations entre les races qui existent déjà dans le Nord — où la ségrégation formelle n'est pas autorisée ou même est interdite par la loi, mais où existent en fait l'inégalité et la ségrégation les plus flagrantes. Ils espèrent que ce processus graduel de réforme leur permettra de dire à l'extérieur que la démocratie américaine améliore ses relations raciales à l'intérieur ; qu'il empêchera les explosions du Sud de s'étendre au Nord ; et qu'il refoulera le mécontentement et l'esprit de rébellion des Noirs.

Ils se préparent aussi à accorder de nouveaux postes et de nouvelles concessions à une mince couche de Noirs appartenant à la classe moyenne, dans l'espoir de les utiliser comme frein sur l'ensemble de la population noire. Quand ils ne peuvent acheter leurs opposants, ils utilisent le harcèlement, l'intimidation, et la persécution pour supprimer et démanteler les groupes noirs qui refusent de se soumettre à la structure du pouvoir capitaliste. Le meilleur que le capitalisme américain propose à la masse de la population noire n'est pas la perspective de l'égalité pour cette génération ou la prochaine, mais la promesse que l'inégalité **formelle** soit un jour abolie dans un avenir lointain.

VI. — LE MOUVEMENT OUVRIER ET LA LUTTE DES NOIRS

Historiquement, il a été démontré que plus la direction des organisations ouvrières est démocratique et radicale, plus elle cherche à éliminer les barrières raciales et à intégrer les travailleurs noirs dans les syndicats, à se solidariser avec la population noire en tant que minorité opprimée et à réaliser une alliance des Noirs et des ouvriers contre leur ennemi commun.

L'opposé est également vrai. Lorsque des bureaucrates libéraux ou conservateurs dominent le mouvement ouvrier, leur souci principal est de conserver et d'accroître leurs propres pouvoirs et privilèges. Ils font tout leur possible pour éviter de lutter contre les capitalistes en quoi que ce soit ; ils mettent au second plan et trahissent les intérêts des syndiqués de base, des ouvriers inorganisés et de tous les autres groupes opprimés ; et ils sont indifférents ou hostiles à la lutte des Noirs pour l'égalité.

Le rôle du mouvement ouvrier est une des différences cruciales entre les années 1930 et les années 1960, et on le sent nettement dans les tendances et les activités actuelles de la communauté noire.

Il est difficile pour les jeunes d'aujourd'hui de comprendre combien l'apparition du C.I.O. affecta profondément les relations raciales. Elle apporta la première secousse progressive importante et le premier bouleversement dans ces relations au XX[e] siècle. Jusqu'alors, la discrimination et la ségrégation étaient devenues plus âpres et avaient empiré partout, y compris dans les vieux syndicats de l'A.F.L., qui avaient toujours tourné le dos aux Noirs. Mais, avec l'apparition du C.I.O., pour la première fois depuis des décennies, l'ouvrier noir voyait une main puissante tendue vers lui en même temps qu'une invitation à pénétrer dans la maison du travail, ou tout au moins dans un de ses étages. En dépit de leurs précédentes expériences pénibles et décourageantes avec les Blancs, les ouvriers noirs se rallièrent aux nouveaux syndicats industriels et jouèrent un rôle primordial dans l'écrasement des entreprises ouvertes aux non-syndiqués dans les industries de base. Aucun autre groupe ne fut plus dévoué et plus loyal.

Ce n'était pas que le C.I.O., même dans ses jours les meilleurs, ait rempli toutes ses obligations envers les Noirs. Mais, contrairement à toute autre force importante, il accordait la bienvenue aux Noirs. Ceci contenait la promesse que la tendance toujours plus défavorable des relations raciales dans le pays pourrait se renverser. Bien que les Noirs n'aient jamais obtenu l'égalité complète dans les syndicats, par leurs propres efforts et avec l'aide du C.I.O., ils obtinrent une forte position dans les syndicats et l'industrie, à partir de quoi ils pouvaient exercer leur influence pour obtenir des gains plus substantiels. Avant que ne commence la stagnation du mouvement ouvrier des dernières années 1940, les Noirs avaient atteint leur nombre imposant actuel à l'intérieur des organisations ouvrières (un million et demi). Ce qui fut tout aussi important, le C.I.O., par son existence même, servait de bouclier derrière lequel la communauté noire toute entière pouvait consolider ses forces, trouver de nouvelles revendications plus indépendantes, et préparer le terrain pour les luttes d'aujourd'hui et de demain.

Beaucoup de choses ont changé durant ce dernier quart de siècle. Avec l'aide du gouvernement et des patrons, les bureaucrates des organisations ouvrières se sont emparés de la plupart des syndicats, ont brisé et décimé l'influence radicale qui s'y trouvait. Les groupes oppositionnels militants, qui habituellement étaient les plus proches alliés des Noirs à l'intérieur des syndicats, sont maintenant absents ou impuissants. Pendant des années le mouvement ouvrier a été sur la défensive. Les bureaucrates à l'esprit capitaliste sont guidés par la collaboration de classe, et non par la lutte de classe. Dans la pratique, cela signifie qu'ils ne luttent pas contre les patrons mais cherchent à marchander avec eux — quelquefois dans le but de maintenir les conditions des travailleurs les plus privilégiés, les plus vieux, les plus haut placés et toujours aux dépens des plus exploités et des plus faibles, dont les Noirs et d'autres minorités constituent la grande partie.

Lorsque l'A.F.L. et le C.I.O. fusionnèrent en 1955, les bureaucrates s'engagèrent à éliminer le racisme. Mais comme dans toute tâche progressive ,ils ne l'ont fait qu'en paroles. Ils vont jusqu'à accuser la base, plutôt qu'eux-mêmes de ne pas avoir appliqué ces engagements. Ils ne peuvent pas comprendre pourquoi les Noirs exigent davantage du mouvement ouvrier qu'ils ne le faisaient lorsqu'ils commencèrent à adhérer au cours des années 1930. Certains bureaucrates ouvriers ont des préjugés raciaux, et tous, comme leurs amis libéraux, sont coupables de paternalisme. Quand les Meanys et les Reuthers conseillent aux Noirs d'y aller mollement, d'attendre, et que cela ne produit aucun effet, ils répondent aux revendications d'égalité par des promesses symboliques ou une franche hostilité. Le seul intérêt qu'ils portent aux Noirs, c'est pour recueillir leurs cotisations et les tenir liés au Parti Démocrate.

A l'intérieur des syndicats, certains Noirs se sont découragés ou démoralisés et ont abandonné la lutte contre la bureaucratie, tout comme certains militants blancs l'ont fait. Certains Noirs non syndiqués confondent la bureaucratie ouvrière avec le mouvement ouvrier en tant que tel. Ils n'arrivent pas à se rendre compte que des millions de travailleurs blancs ont aussi des raisons de haïr les bureaucrates et qu'ils saisiront la première occasion pour débarrasser tous les travailleurs, noirs et blancs, de ces bureaucrates.

Certains nationalistes noirs sont prêts à déclarer « morts » les syndicats et à les rayer. Ils oublient le fait, qu'en apparence, le mouvement ouvrier apparaissait encore plus mort dans les dernières années 20 et le début des années 30, peu de temps avant la montée du syndicalisme industriel. Il se manifeste aussi une tendance à opposer une organisation noire indépendante d'une part, à une alliance Noirs-Ouvriers d'autre part, comme si ces deux choses étaient contradictoires, et même à rejeter l'alliance militante Noirs-ouvriers comme non souhaitable et impossible. La mobilisation et la fusion des forces nécessaires pour éliminer le racisme se trouvent considérablement compliquées par ces sentiments et ces croyances, et la responsabilité en incombe tout d'abord à la bureaucratie ouvrière.

Cependant, la carence de la direction syndicale n'a pas eu que des effets négatifs. La conscience que l'on ne peut compter sur la bureaucratie ouvrière pour défendre les travailleurs noirs ou la population noire a renforcé le désir des travailleurs noirs de se défendre eux-mêmes et de pénétrer à l'intérieur du mouvement ouvrier. Ceci se reflète dans la formation du Negro American Labor Council et dans les centaines de réunions ou de clubs officiels ou officieux à l'intérieur des syndicats locaux. En dehors du mouvement ouvrier, cela a été un grand facteur de stimulation pour le sentiment et l'activité nationalistes, et qui a renforcé de façon générale la confiance en soi et la tendance à l'action et à la lutte indépendante.

Contrairement au capital, le mouvement ouvrier a été et est capable de jouer des rôles différents vis-à-vis de la lutte des Noirs, cela dépend des forces qui sont à la tête des syndicats. Les socialistes révolutionnaires reconnaissent que le mouvement ouvrier, sous l'emprise de sa bureaucratie conservatrice et d'esprit capitaliste, s'éloigne de plus en plus de la base et manque honteusement à ses responsabilités envers la population noire.

Mais les syndicats n'appartiennent pas aux bureaucrates qui ont usurpé le pouvoirs qu'ils détiennent et qui trahissent la base qu'ils sont censés représenter. Comme il est arrivé après les années 1920, nous pensons que le mouvement syndical se transformera et se radicalisera à nouveau, et à un plus haut niveau que dans les années 1930, ceci par les effets sur la classe ouvrière des crises et des contradictions du capitalisme et de l'échec des méthodes non radicales à résoudre les problèmes de l'automation, du chômage, de l'accélération des cadences, de l'inflation, de l'insécurité et du danger de guerre.

La radicalisation prochaine du mouvement ouvrier se réalisera avec et à travers la création d'une aile gauche dans les syndicats. Il ne peut s'agir de quelque groupe vaguement « progressif » dont l'intérêt principal serait de gagner les bureaux des syndicats, mais d'un groupe qui se distinguera par une politique de lutte de classe, une orientation indépendante d'un parti ouvrier, et le soutien actif de la lutte des Noirs à l'intérieur et à l'extérieur des syndicats. Les militants noirs contribueront à ce grand changement à la fois en formant leurs propres groupes dans les syndicats et en aidant à former une aile gauche dont ils feraient partie ou à laquelle ils seraient étroitement liés. S'abstenir de l'une ou l'autre de ces tâches serait assurer à la bureaucratie ouvrière le maintien de sa domination, aux dépens des conditions de vie et des droits d'un million et demi de Noirs syndiqués, de six millions et demi d'autres Noirs qui veulent être syndiqués, et de la population noire dans son ensemble.

VII. — ACTION POLITIQUE INDEPENDANTE

La lutte des Noirs est avant tout une lutte politique — c'est-à-dire que sa solution demande une action politique. L'alliance future Noirs-ouvriers opèrera dans de nombreux secteurs et sous bien des formes, mais elle sera avant tout une alliance politique. Et c'est précisément dans le domaine de la politique que jusqu'ici pratiquement toutes les tendances du mouvement noir sont les plus faibles et les **moins indépendantes,** à la fois en théorie et en pratique.

Certaines tendances ignorent la politique, mais la politique ne les ignore pas. L'abstention politique a pour effet de laisser le monopole du pouvoir politique

dans les mains des partis capitalistes et des politiciens démagogues qui utilisent ce pouvoir contre la population noire. D'autres reconnaissent l'importance de la politique et y participent — mais seulement dans les deux principaux partis qui s'opposent à l'égalité des Noirs. Parmi les Noirs politiquement actifs, il en est dont l'intérêt principal est de faire élire des Noirs. Mais ceux-ci sont chaque fois frustrés car il se trouve que les Républicains ou Démocrates noirs qu'ils ont aidés à faire élire sont généralement les esclaves et les défenseurs de la machine politique capitaliste corrompue, plutôt que les porte-paroles conséquents de la population noire.

Les tendances les plus courantes reflètent, à des degrés divers, le désir des masses noires à décider de leur propre avenir, à avoir leurs propres organisations, leurs propres dirigeants, leur propre stratégie, leurs propres programme et tactique. Mais peu de ces tendances ont exprimé un tel esprit d'indépendance dans le domaine vital de la politique, en rompant avec les partis de leurs oppresseurs et en s'organisant pour défier leur monopole politique. Pourtant cette rupture et ce défi sont implicites dans tout ce qui est arrivé jusqu'ici. C'est assurer sa propre ruine et c'est plutôt contradictoire que de parler de « Liberté tout de suite », tout en acceptant le droit des Blancs gradualistes ou racistes, à détenir ensemble le pouvoir politique de ce pays.

L'idée d'un parti noir, d'un parti des droits civils ou d'un parti des droits égaux, n'est pas nouvelle. Le député Adam Clayton Powell en a parlé à différentes reprises ces dernières années. **Liberator,** la revue du Comité de Libération pour l'Afrique, écrivait durant la campagne électorale de 1962, du besoin d'un « parti politique afro-américain ». Plus récemment, Elijah Muhammad, dirigeant des Muslims, a demandé que les Noirs appuient et élisent leurs propres candidats aux fonctions publiques car « il n'y aura pas de vraie liberté pour le Noir d'Amérique s'il n'élit pas ses propres dirigeants politiques et ses propres candidats ». William Worthy a parlé dans le même sens.

La base pour un tel parti existe déjà. Des millions de Noirs sont concentrés dans les grandes villes du pays, au Nord et au Sud. Unis dans un parti à eux, ils ont une telle situation géographique qu'ils pourraient remporter les élections dans des douzaines de circonscriptions. Ils pourraient envoyer à Washington un plus grand nombre de Noirs qu'ils ne l'ont fait au temps de la « Reconstruction », et élire un nombre appréciable de législateurs d'états et municipaux qui, pour la première fois, n'auraient d'obligations envers personne sinon envers la communauté noire. A la fois sur le plan local et national, ils pourraient avoir en main l'équilibre du pouvoir législatif et, par leur position, contraindre les partis dominants à de plus grandes concessions. Plus fondamentalement, avec un parti à eux, les Noirs pourraient prendre la tête d'un mouvement visant à miner et à changer toute la structure du pouvoir.

Les implications considérables d'une telle ligne politique noire indépendante, illustrent graphiquement la justesse de l'analyse socialiste révolutionnaire selon laquelle la lutte indépendante des Noirs tend à stimuler, à éperonner et à ébranler les forces majeures du pays. La création d'un parti noir présentant ses propres candidats renverserait toute la structure politique jusque dans ses fondations. Cela précipiterait le Parti Démocrate dans une crise. Sans la majorité des votes noirs qu'il obtient actuellement, il ne pourrait jamais espérer à nouveau avoir le pouvoir dans la nation. Il ne pourrait que s'effondrer. Les organisations ouvrières affronteraient elles aussi un cruel dilemme. Leur coalition avec les Démocrates est fondée sur le fait que les Démocrates peuvent « gagner ». Mais s'il devenait évident qu'ils ne peuvent gagner, les syndicats seraient forcés de reconsidérer toute leur orientation politique. Les défenseurs d'une rupture entre le mouvement ouvrier et les partis traditionnels obtiendraient une plus large et une meilleure audience auprès des militants de base. Ainsi la création d'un parti noir profiterait non seulement aux Noirs mais aussi à leurs alliés actuels et futurs.

Le Socialist Workers Party soutient que le racisme, comme le chômage, l'exploitation et la guerre, ne peuvent être abolis dans ce pays que par une action politique indépendante visant à enlever le contrôle du gouvernement des mains des capitalistes et de leurs partis. Dans ce sens, nous avons longtemps demandé que les syndicats rompent avec le Parti Démocrate et forment un parti ouvrier indépendant qui chercherait à unir politiquement les travailleurs, les agriculteurs et les Noirs, et à faire élire leurs représentants. En outre, et pour la même raison, nous avons appuyé et soutenu les représentants de la communauté noire, chaque fois qu'ils se sont présentés de façon indépendante et en opposition aux partis traditionnels, même lorsqu'ils n'étaient pas des socialistes.

Prolongeant cette politique à la lumière des événements actuels, nous affirmons publiquement que nous sommes prêts à soutenir et à collaborer avec tout parti noir ou « Freedom Now Party » qui présenterait ses propres candidats en oppositions aux partis capitalistes et chercherait à faire élire des représentants dont l'allégeance première irait à la communauté noire. Notre soutien d'un tel parti n'est nullement en contradiction avec notre propre campagne électorale de parti socialiste indépendant ou avec notre propagande pour un Labour Party. Au contraire, nous pensons qu'un parti noir, un parti socialiste, et un parti ouvrier auraient beaucoup de choses en commun dès le début, travailleraient ensemble dans des buts communs, et tendraient au cours d'une commune activité à établir les liens organisationnels étroits ou même à se fondre en un parti unique ou fédéré. Il importe peu aux socialistes révolutionnaires que le capitalisme et le racisme soient abolis par un seul parti ou par un ensemble de partis, pourvu qu'ils soient abolis.

VIII. — STRATEGIE DE LA LUTTE DES NOIRS

Dans ses précédentes résolutions de congrès, le S.W.P. prédisait que le mouvement noir précéderait et devancerait le mouvement ouvrier et le mouvement anti-capitaliste. Cette prédiction était basée sur le fait que, si la communauté noire est à prédominance prolétarienne, la population noire est plus qu'une simple fraction de la classe ouvrière plus lourdement exploitée et le mouvement noir est plus qu'une simple partie du mouvement général de la classe ouvrière.

En tant que minorité opprimée, l'histoire des Noirs est différente, leur position dans la société est spéciale, leur conscience est influencée tant par des facteurs raciaux, nationaux et internationaux que par des facteurs de classe, et ils ont développé leurs propres critères, leurs propres méthodes d'action et leurs propres formes de lutte. Bien que numériquement ils soient une minorité, c'est une minorité compacte, unie par la ségrégation capitaliste dans le ghetto et par une commune colère contre l'injustice, et ils jouent souvent un rôle disproportionné à leur nombre, un rôle d'avant-garde. Les récents événements ont confirmé de façon frappante cette prédiction qui voit les Noirs en mouvement et loin en avant, tandis que le mouvement ouvrier est encore immobile et en arrière.

Les précédentes résolutions du S.W.P. ont aussi analysé les facteurs spéciaux tendant à radicaliser le mouvement noir. La lutte des Noirs est la lutte d'une minorité opprimée pour les droits démocratiques pour l'égalité. Mais puisque la classe capitaliste américaine ne veut pas accorder l'égalité, elle tend à se transformer en une lutte plus large pour l'abolition du capitalisme, pour le socialisme. Sous la bannière des droits démocratiques les Noirs apprennent à rejeter les mythes du capitalisme démocratique américain, et par leurs propres expériences dans la lutte pour la démocratie, ils arrivent à des conclusions profondément radicales, dépassant souvent d'autres secteurs des forces potentiellement anti-capitalistes. Cette analyse elle aussi a été vérifiée et validée par les récents développements qui montrent le mouvement noir de plus en plus radicalisé, rejetant les méthodes gradualistes et dépassant le libéralisme, qui est toujours l'idéologie dominante du mouvement ouvrier.

Cette disparité entre la radicalisation et l'activité croissantes des Noirs d'une part, et le conservatisme et l'inactivité relative du mouvement ouvrier d'autre part, a soulevé un certain nombre de problèmes compliqués. De plus, dans certains milieux nationalistes elle a donné lieu à des contestations et même au rejet d'un troisième aspect de l'analyse traditionnelle de la lutte noire par le S.W.P., exprimé de la façon suivante : tout en suivant leur propre chemin, les mouvements ouvriers et Noirs vont vers un même but ; la libération de l'oppression pour les Noirs, et la libération de l'exploitation pour les ouvriers, ne pourront être réalisées que par la victoire de leur lutte commune contre le capitalisme.

Nos divergences avec ces nationalistes ne concernent pas les faits. Nous sommes d'accord sur le fait qu'il est apparu un fossé entre le mouvement noir et le mouvement ouvrier, et que les rapports entre eux sont actuellement froids ou tendus. Nous avons des divergences sur la signification de ces faits, ce qu'ils impliquent pour l'avenir, ce que nous devons faire à leur sujet. Comme les rapports entre ces deux mouvements sont la clef de l'avenir de ce pays, et, à travers lui, du monde, ils méritent l'étude la plus approfondie et l'appréciation la plus sérieuse.

Le fait que les rythmes de développement des deux mouvements soient inégaux n'est ni nouveau ni réellement surprenant. Comme leurs origines et leur histoire sont différentes, ils ont rarement marché au même pas. A l'heure actuelle ce n'est

pas le mouvement noir qui est en retard ou à contre-temps, mais le mouvement ouvrier organisé. S'il y a des complications, ce n'est pas parce que la radicalisation noire est prématurée ou injustifiée, mais parce que la radicalisation ouvrière a été retardée et l'est depuis longtemps.

Devant la disparité de développement entre les deux mouvements et les frictions qu'elle a engendrées, les libéraux ne poussent pas les dirigeants ouvriers à se presser, à aller de l'avant, à prendre l'initiative d'une nouvelle orientation. Ils disent aux Noirs de ralentir et d'attendre. Les dirigeants syndicaux et les gradualistes noirs donnent le même conseil. Et même certains radicaux et ex-radicaux font en réalité la même chose lorsqu'ils exagèrent les dangers du fait que les Noirs « agissent tout seuls ».

Mais le mouvement noir n'attendra pas, ne doit pas attendre, et doit aller de l'avant en étendant son action indépendante. Faire autre chose retarderait la cause des Noirs pour de nombreuses années. Nous disons ceci sans la moindre modification de notre idée fondamentale, à savoir que les Noirs ne pourront atteindre leur but d'égalité dans ce pays sans une alliance avec la classe ouvrière.

Bien que l'indépendance et la radicalisation des Noirs ne puissent produire une action commune sur une grande échelle avec les organisations ouvrières dans les circonstances actuelles, elles hâteront éventuellement l'action commune. Dans des résolutions antérieures du S.W.P., nous expliquions que, les Noirs étant doublement exploités, leurs luttes ont des effets exceptionnels sur la vie politique et sociale de ce pays. Leur lutte pour de simples droits démocratiques tend à bouleverser le **statu quo.** Leurs revendications particulières introduisent des éléments perturbateurs dans la conscience de l'ensemble de la classe ouvrière, bouleversant les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes. Leur action indépendante sert à éperonner, à stimuler, à réveiller, à exciter, à inspirer, à diviser, à unir et à mettre en mouvement d'autres forces plus grandes.

Correctement appréciée, la ligne indépendante, et même les aspects nationalistes essentiels du mouvement noir, ne signifient pas un refus de principe et permanent d'une alliance Noirs-ouvriers. Ce que les militants noirs refusent, c'est une alliance basée sur la subordination ou le gradualisme, dans laquelle les Noirs sont simplement un partenaire junior fournissant le nombre mais ayant peu à dire sur la politique et le rythme suivis par l'équipe. Ce qu'ils veulent, c'est une alliance qui comprendra « Freedom Now » comme une de ses principales revendications et dans laquelle ils auront voix égale dans les décisions politiques.

Il n'y a pas incompatibilité, d'un point de vue logique ou pratique, entre organiser ou réorganiser le mouvement noir sur une ligne indépendante, et faire des alliances avec d'autres secteurs de la population. Beaucoup de Noirs pensent que la réalisation de la première chose est une condition indispensable pour réussir la seconde. Ils pensent — et cela est juste, à notre avis — qu'ils doivent d'abord s'unir, former et orienter leur propre mouvement. Alors seulement pourront-ils former une alliance entre égaux, où ils auront une assurance raisonnable que leurs revendications et leurs besoins ne pourront être négligés ou trahis par leurs alliés. Ceci ne veut pas dire qu'ils ne peuvent pas commencer à forger des liens avec les éléments les plus progressifs du mouvement ouvrier dès maintenant. Mais ils sentent que, si un conflit temporaire entre ces deux tâches surgissait, il faudrait donner la priorité au besoin impératif de créer un mouvement noir indépendant.

Si notre analyse du passé et du présent est correcte, on peut s'attendre dans la période qui vient à ce que la stratégie de la lutte des Noirs se déroule ainsi : union, division, puis union.

Numériquement, les Noirs représentent aujourd'hui environ le neuvième de la population. Un cinquième au temps de la Révolution américaine, un septième au temps de la Guerre de Sécession. Pour certains, ceci est une raison ou un prétexte pour penser que les Noirs ne peuvent pas faire grand chose tant que la majorité blanche ne change ses attitudes raciales ; les Noirs pourraient seulement suivre, pas diriger. Ceci n'est qu'une autre façon de dire que les Noirs doivent attendre.

Les socialistes révolutionnaires rejettent catégoriquement ce point de vue. Notre analyse a démontré que le Noir a un rôle d'avant-garde à jouer, que sa lutte indépendante mettra d'autres courants en mouvement, et que la pire des choses qu'il puisse faire, c'est d'attendre. C'est une des différences marquantes entre un point de vue révolutionnaire et un point de vue libéral, quelque déguisement que prenne ce dernier. Le fait d'être une minorité n'est pas une raison pour attendre, mais

une raison pour développer un programme et une ligne d'action qui tienne compte de ce fait et trouve les moyens de le surmonter.

Dans toute l'histoire américaine, des militants noirs ont toujours compris que leur progrès dépend de leur propre volonté et de leur propre capacité de lutte. La tactique de la lutte actuelle dans ce pays est nécessairement différente de celle de pays comme l'Afrique du Sud ou l'Angola ou le Kenya, où les Noirs sont la grande majorité, et où la simple loi de la majorité peut signifier la fin de l'oppression raciale. Mais ici, comme en Afrique, la libération de la population noire demande que les Noirs s'organisent de façon indépendante, contrôlent leur propre lutte, et ne permettent qu'elle soit subordonnée à aucun autre intérêt ou considération.

Ceci signifie que les Noirs doivent arriver à un maximum d'unité de leurs propres forces — unité organisationnelle, dans un mouvement d'ampleur nationale, fort et discipliné ou un congrès d'organisations ; et unité idéologique, basée sur la volonté de vaincre, de démasquer et d'isoler les gradualistes et d'autres tendances émanant de leurs oppresseurs blancs. Cette phase du processus commence actuellement.

Ayant fait l'union de ses propres forces, le mouvement noir indépendant entreprendra alors probablement les tâches de division et d'alliance. Il cherchera à rompre la majorité blanche de façon à ce que le désavantage noir d'être une minorité numérique soit compensé par la division et les conflits de l'autre partie.

Cela est arrivé déjà à des moments cruciaux de l'histoire américaine. Quand les Blancs se divisèrent en révolutionnaires et Tories durant la Révolution américaine, les Noirs s'allièrent aux premiers, et purent obtenir leur émancipation de l'esclavage dans de nombreux états du Nord. Dans la première moitié du XIX[e] siècle, les luttes indépendantes des Noirs — insurrections d'esclaves, fuites en masse par les chemins clandestins (underground railway), sabotage, etc. — contribuèrent à élargir la brèche entre le Nord et le Sud et à préparer la voie pour la Guerre de Sécession. Durant la Guerre de Sécession elle-même, les Noirs mirent tout leur poids du côté du Nord, firent pression sur lui pour qu'il accepte une politique d'émancipation, et assurèrent l'équilibre militaire des forces. Dans les années 1930, quand se produisit une division selon les lignes classiques chez les Blancs, les Noirs enfoncèrent un coin en donnant un appui massif au C.I.O., aidant à démolir les entreprises ouvertes aux non-syndiqués et faisant ainsi leur propre entrée dans le mouvement ouvrier.

Dans chacun de ces cas, le processus de division sociale était accompagné ou précédé d'un processus d'alliance politique et sociale dans l'action. C'est ainsi que nous voyons aussi l'avenir. Unie, la population noire à travers sa lutte indépendante favorisera la division de la population blanche — entre ceux qui profitent le plus du racisme, et ceux dont les intérêts sont réellement lésés par le racisme. Au cours de cette lutte, les Noirs chercheront et trouveront des alliances. La principale se fera avec une classe ouvrière révoltée, et spécialement avec ses forces les plus anti-capitalistes.

L'alliance générale entre le mouvement ouvrier et les Noirs combattant pour la libération peut être préparée et précédée par le ciment d'une ferme unité d'action entre l'avant-garde de la lutte des Noirs et l'avant-garde de la classe ouvrière représentée par le Socialist Workers Party. C'est la première tâche du S.W.P. au stade actuel du mouvement « Freedom Now ».

IX. — LE ROLE ET LES TACHES DU SOCIALIST WORKERS PARTY

Le rôle du Socialist Workers Party est de réunir et d'armer d'un programme les forces qui dirigeront demain la révolution américaine pour abolir le capitalisme et le racisme. Le capitalisme américain étant si puissant et le racisme si profondément enraciné en lui que cette fonction est indispensable. Si le S.W.P. n'existait pas, il faudrait former une autre organisation pour remplir cette fonction, ce qu'aucun autre parti politique existant, grand ou petit, n'aspire à faire.

Le S.W.P. opère sur un plus grand domaine que la lutte des Noirs, prise au sens le plus étroit. Pour les militants noirs qui s'intéressent d'abord et avant tout à la lutte des Noirs, ceci peut d'abord paraître un désavantage ou un handicap. Ce n'est ni l'un ni l'autre.

Le S.W.P. est d'accord sur le fait que la première tâche des Noirs est de s'organiser de façon indépendante. Mais le mouvement noir n'existe et ne peut exister isolé des autres forces et conflits à l'extérieur comme à l'intérieur du

pays. L'intérêt et la perspective plus larges du S.W.P. pour la totalité de la lutte sociale est un atout inestimable. Son activité révolutionnaire dans le mouvement ouvrier et les autres mouvements de masse permet de trouver des alliés, de neutraliser les éventuels ennemis du mouvement noir tant à son stade actuel de formation, que plus tard, et de lier la lutte de classe à la lutte des Noirs de façon à les renforcer toutes deux.

Le S.W.P. cherche à équiper à la fois les révolutionnaires blancs et les Noirs du meilleur outillage scientifique trouvé jusqu'ici pour changer la société, le marxisme. Tiré des leçons fournies par les expériences mondiales et américaines dont il fait la synthèse, le marxisme s'enrichit constamment, se perfectionne et devient plus efficace par l'expérience de nouvelles luttes. Il met en lumière les causes du racisme et indique la méthode pour les déraciner. Le S.W.P. a longtemps cherché à « américaniser » le marxisme (c'est-à-dire à l'appliquer aux conditions américaines et à utiliser les conditions américaines pour moderniser et étendre le marxisme lui-même). Pour réaliser cela, il doit travailler aussi maintenant à « afro-américaniser » le marxisme (c'est-à-dire à l'appliquer aux conditions spécifiques de la population noire et utiliser l'expérience de sa lutte pour concrétiser et enrichir encore le marxisme).

Le S.W.P. croit et agit selon l'idée que la classe ouvrière ne peut parvenir à son but si la population noire ne parvient au sien. La révolution américaine pour une démocratie socialiste ne peut réussir que si elle est basée sur une association égalitaire et mutuellement acceptable, entre la classe ouvrière et la population noire. C'est cette idée, profondément enracinée et exprimée dans le programme et la pratique du S.W.P., plutôt qu'aucune promesse ou assurance écrites ou verbales, qui offre une base objective pour considérer le S.W.P. comme différent des autres organisations dont la plupart des membres sont blancs.

Ses états de service sans tâche dans la lutte de classe et dans la lutte des Noirs, durant les guerres « chaudes » ou « froides », son attitude intransigeante vis-à-vis du capitalisme, de ses idées et de ses agences, ont valu au S.W.P. le droit de n'être pas considéré simplement comme un autre parti radical. Contrairement au Parti Communiste, le S.W.P. n'a jamais demandé aux Noirs de subordonner, suspendre ou abandonner leur lutte en faveur d'une autre cause ou d'un autre intérêt, qu'il soit national ou international. Contrairement au Parti Socialiste, le S.W.P. n'a jamais poussé les Noirs à soutenir l'un des partis politiques de leurs oppresseurs, et son opposition au gradualisme dans la lutte des Noirs va de pair avec son opposition à la même politique dans tous les autres domaines. Contrairement au Socialist Labour Party, le S.W.P. ne déprécie pas, ne se met pas à l'écart, ne tourne pas le dos aux luttes partielles et immédiates des Noirs, mais les considère comme un maillon encourageant et indispensable pour de futures luttes plus fondamentales, et y participe sincèrement et activement. Blancs ou Noirs, ceux qui comprennent la nécessité d'un parti socialiste révolutionnaire, en trouveront un véritable dans le S.W.P.

Les tâches actuelles du S.W.P. vis-à-vis de la lutte des Noirs pour la libération sont les suivantes :

1. Mieux former tous les membres ; arriver nous-mêmes à une compréhension plus sensible et plus profonde des sentiments, aspirations et besoins de la population noire ; mieux s'informer de son histoire, de ses organisations et tendances courantes, des obstacles qu'elle rencontre ; et surtout, saisir et s'imprégner du caractère révolutionnaire de sa lutte, de façon à ce qu'il devienne le trait essentiel de notre travail à tout moment. De cette façon nous pouvons nous vacciner contre le paternalisme et d'autres manifestations conscientes ou inconscientes des pressions raciales que la société capitaliste exerce sur tout le monde, même à l'intérieur du parti révolutionnaire dédié à la suppression du capitalisme.

2. A travers la direction du parti, apporter toujours l'aide, l'orientation, la coordination et l'expansion de notre travail dans la lutte des Noirs.

3. Accorder plus d'attention, de forces et d'énergie à la lutte des Noirs.

a) Bien que nos membres blanc ne puissent prétendre à diriger les organisations noires, ils peuvent jouer un rôle important quand il leur est permis d'y participer, et peuvent aider nos membres noirs dans le cas contraire. Leur participation directe dans la lutte est doublement importante dans certaines sections où nous avons peu ou pas de Noirs, puisque c'est une façon de contacter et de recruter des membres noirs. Partout où ils sont, les membres blancs ont le devoir de combattre le racisme, et en accomplissant ce devoir, ils peuvent grandement améliorer le travail du parti. Les membres blancs dans les syndicats ont comme

tâches vitales de combattre l'inégalité au travail et aux portes d'embauche, de soutenir les luttes pour la représentation des Noirs à tous les échelons des directions syndicales, d'aider à la formation d'une aile gauche clairement engagée à soutenir la lutte des Noirs, de travailler en faveur de la collaboration entre ouvriers et les mouvements Noirs existants et, partout où cela est possible, de convaincre les syndicats de prendre l'initiative d'une telle collaboration.

b) Tout comme la plupart des ouvriers du parti doivent travailler dans les syndicats, la plupart des étudiants dans les organisations universitaires, de même nos membres noirs appartiendront à des organisations noires, qu'ils chercheront à former selon des lignes militantes. Ils travailleront à l'union de la communauté noire autour d'un programme de « Freedom Now ». Ils participeront aux activités électorales indépendantes noires et aideront à les promouvoir. S'ils sont membres de syndicats, ils aideront à la formation de groupes noirs et d'une large aile gauche dans les syndicats, et qu'ils soient membres des syndicats ou non, ils proposeront la collaboration entre les ouvriers et les mouvements noirs chaque fois que cela est réalisable. Les marxistes noirs ont des rôles irremplaçables à jouer dans la lutte de leur peuple. Ils servent de voie de communication à double sens entre les mouvements des masses noires et la lutte consciente pour une Amérique socialiste : 1) Dans la communauté noire, ils popularisent les idées et les propositions du socialisme révolutionnaire. Avec l'aide des méthodes marxistes, ils exercent leurs droits, en tant que Noirs, à former l'idéologie de leur race y compris ses attitudes envers l'intégration et la séparation ; 2) Dans le S.W.P. ils s'efforcent de s'armer pour le rôle de direction révolutionnaire dans les mouvements de masses, et de rester vigilants pour veiller à ce que le parti dans son ensemble comprenne et accorde toute l'attention nécessaire aux problèmes de la lutte des Noirs.

5. Etendre et renforcer les cadres et les forces noirs du Parti dans les organisations noires et les mouvements pour les droits civils, de la façon suivante :

a) En recrutant des Noirs révolutionnaires et en les préparant à un rôle de direction dans le Parti et les mouvements de masses.

b) En amenant un plus grand nombre de nos militants noirs actuels à la direction du Parti à tous les échelons.

c) En élargissant nos contacts au niveau individuel avec les Noirs radicaux et en collaborant étroitement et fraternellement avec eux s'ils décident de former des groupes socialistes ou radicaux à eux.

d) En recrutant des blancs révolutionnaires, spécialement des jeunes, comme les Freedom Riders qui sont déjà engagés dans une lutte courageuse pour les droits civils.

5. Développer, en collaboration avec d'autres militants noirs, une série de revendications et de mots d'ordre qui feront le lien entre les besoins de la lutte à son stade actuel et ses buts plus lointains. Les mots d'ordre de la semaine de 30 heures payées 40 et un Parti « Freedom Now » devraient avoir une place primordiale aujourd'hui dans un tel programme.

6. Etendre et améliorer les articles dans la presse du Parti au sujet de la lutte des Noirs et diffuser plus largement notre littérature parmi les militants noirs.

Le sérieux avec lequel nous nous appliquerons à ces tâches sera une preuve de nos capacités en tant que Parti révolutionnaire.

1er août 1963.

E. GERMAIN

Situation politique et tâches des trotskystes

(Rapport présenté au Congrès Mondial de juin 1963)

Au lieu de commenter brièvement chacun des chapitres de la résolution politique, nous consacrerons ce rapport à quatre questions particulières : la situation économique mondiale ; les possibilités d'éviter la guerre nucléaire mondiale ; le bilan de la récente vague de grèves en Europe occidentale ; nos tâches dans divers pays de la révolution coloniale où notre mouvement dispose de forces appréciables.

I. LA SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE

L'économie américaine s'est relevée de la récession de 1960-61 et connaît une reprise réelle ,même si elle est plus lente que prévue. Pour l'année 1962, l'indice de production a augmenté de près de 9 % par rapport à 1961 et 1960 ; mais, au cours du deuxième semestre de l'année, la production a commencé à stagner, stagnation qui n'a été surmontée qu'au printemps de 1963. Il est clair maintenant que le krach boursier de mars 1962, le plus grave depuis 1929, n'a pas été le prodrome d'une nouvelle et grave crise économique, mais l'adaptation des cours boursiers spéculativement gonflés au taux de profit qui a baissé au cours des dernières années par suite de l'accroissement de la composition organique du capital provoquée par l'automation.

Ce qui caractérise plus que jamais la situation économique américaine, c'est le maintien d'une capacité excédentaire de l'appareil de production après chaque nouvelle récession, accompagnée d'un nombre élevé de chômeurs. Au début de 1963, il y avait aux Etats-Unis plus de 4 millions de chômeurs complets, et plusieurs millions de chômeurs partiels ; pour l'ensemble des industries manufacturières et minières, il n'y avait que 6 % de travailleurs employés en plus qu'en 1958, alors que l'indice de la production atteint le niveau 128 par rapport à la même année 1958.

Il faut souligner que ce fait démontre bien que l'économie capitaliste n'a pas réussi à résoudre le problème de la surproduction et que celle-ci reste présente dans l'économie à la fois sous la forme de la capacité excédentaire et du chômage **permanent** et sous la forme de récessions **périodiques.** Il est inévitable que cela pèse à la longue sur le volume des investissements et que cela tende à ramener l'économie américaine vers un état de stagnation ou de semi-stagnation.

Les efforts de l'administration Kennedy pour accélér le rythme de croissance de l'économie américaine à l'aide d'une nouvelle augmentation des dépenses militaires et d'un important déficit budgétaire ne pourront qu'accentuer les contradictions économiques au cours des prochaines années, en augmentant le déficit de la balance des paiements et en causant une nouvelle hausse des prix.

A la longue, il n'y a pas d'autre solution pour l'impérialisme américain, confronté avec la tâche à la fois d'assurer une croissance économique qui permette de retarder quelque peu l'échéance d'un « rattrapage » par l'économie soviétique, d'augmenter sans cesse ses dépenses militaires, et d'assurer une aide financière et militaire à la bourgeoisie coloniale, avant tout à la bourgeoisie « alliée » en Amérique latine, qu'un véritable blocage des salaires des ouvriers américains, sinon

une attaque contre le niveau de vie acquis par ces ouvriers. Déjà au cours des dernières années, la quasi-stagnation des salaires réels aux Etats-Unis s'oppose à l'accroissement de ces mêmes salaires dans les pays impérialistes d'Europe :

Indices (pour 1958, 100)

		Des salaires bruts horaires	Des prix à la consommation
USA	1960	106	102
	1962	112	105
Allemagne	1960	115	102
fédérale	1962	142	109
Italie	1960	107	102
	1962	131	109
France	1960	113	110
	1962	131	119

Dans l'Europe capitaliste et au Japon, la lancée expansionniste s'est poursuivie, bien que le taux de croissance se soit quelque peu abaissé ,surtout en Allemagne et aux Pays-Bas en ce qui concerne le Marché Commun. Par contre, en Angleterre, il y a eu une véritable stagnation économique qui s'est traduite pendant l'hiver 1962-1963 par 800 000 chômeurs, le nombre le plus élevé que ce pays a connu depuis près de 25 ans.

Mais, comme l'a prévu le document sur les perspectives économiques adopté au VI[e] Congrès mondial, les forces expansionnistes sont en train de s'épuiser progressivement. La révolution technologique, le renouvellement de l'appareil industriel, y sont en gros achevés. Déjà la surproduction est apparue dans des secteurs de base comme l'acier et la construction navale ; le secteur des biens consommation durable commence à être frappé d'une concurrence appréciée ; en France, par exemple, la production des réfrigérateurs a reçu un coup très dur de la part de la concurrence italienne. Et surtout, les marchés des pays coloniaux et semi-coloniaux sont en stagnation complète ; nous reviendrons plus loin à cette question importante.

Dans la mesure où les forces d'expansion s'épuisent, la concurrence inter-impérialiste s'exacerbe et les contradictions inter-capitalistes s'accentuent. La lutte se mène à la fois sur le plan des débouchés, des sources de matières premières, des domaines d'investissement des capitaux, elle se répercute et se répercutera de plus en plus sur le plan social et politique. Mais comme toute concurrence inter-capitaliste exacerbée, elle se combine avec une nouvelle poussée de la concentration des capitaux, à la fois sur le plan national — où de petites entreprises, commerciales et agricoles notamment, disparaissent à un rythme rapide — et sur le plan international, où l'on assiste actuellement à une nouvelle poussée de cartellisation (acier !) et d'interconnexions internationales des trusts.

A ce sujet, il faut dire quelques mots sur les premiers effets du Marché Commun européen. Sur le plan purement économique, il ne faut pas exagérer ces effets immédiats. Pour le moment, on peut dire que c'est le « boom » en Europe capitaliste, et avant tout le « boom » ouest-allemand, qui a permis l'instauration progressive du Marché Commun, beaucoup plus que ce n'est le Marché Commun qui a encouragé le boom. On peut démontrer cela de deux manières :

— d'abord en voyant que les exportations d'une série de pays tiers vers le Marché Commun n'ont guère diminué depuis sa constitution :

Pourcentages des exportations allant vers le Marché Commun

	en 1957	en 1961	en 1962
Autriche	49,3 %	46,6 %	50 %
Suède	33 %	33 %	—
Suisse	38,4 %	41,5 %	43 %
de-Bretagne	13,8 %	16,7 %	21 %
Etats-Unis	16,9 %	18,6 %	16,9 %
Japon	4,9 %	4,9 %	5,0 %

— ensuite, en voyant que plusieurs pays non membres du Marché Commun ont connu une expansion équivalente à celle des pays de la C.E.E. Ainsi, pour la période 1950-1960 ,le taux annuel de croissance de l'industrie manufacturière fut de 7,1 % en Autriche, contre 10,1 % en Allemagne occidentale et 9 % en Italie, mais aussi contre 6,5 % en France, 6,1 % aux Pays-Bas et 4,1 % en Belgique.

Cependant, à l'avenir, la situation pourrait se modifier, à la fois du point de vue des débouchés et du point de vue de la concentration des capitaux. Plus on supprime les tarifs douaniers en même temps que s'accentue la concurrence, plus des concentrations spectaculaires pourraient se produire. Il faut s'attendre à de tels événements vers 1965-66 dans l'industrie automobile notamment. Ces concentrations de capitaux pourraient modifier la structure de la propriété capitaliste et modifier de même la stratégie des luttes ouvrières, seules des luttes sur le plan européen pourront alors permettre d'avoir prise sur des trusts internationaux.

Sur le plan international, cette expansion de l'économie impérialiste s'oppose très nettement à la stagnation ou à la quasi-stagnation de l'économie des pays coloniaux et semi-coloniaux. Cela se manifeste avant tout par le fait que **les pays coloniaux constituent un marché relativement déclinant pour les pays impérialistes.**

Ainsi, les exportations de l'ensemble des pays du Marché Commun vers l'ensemble des pays coloniaux et semi-coloniaux stagnent depuis 1958 ou reculent même.

Exportations 1958 : 6,1 milliards de dollars.

Exportations 1962 : 6,1 milliards de dollars.

Exportations 3 premiers mois 1961 : 1,7 milliards de dollars.

Exportations 3 premiers mois 1962 : 1,6 milliards de dollars.

Exportations 3 premiers mois 1963 : 1,5 milliards de dollars.

Pendant la même période, les échanges à l'intérieur du Marché Commun sont passés de 6,9 en 1958 à 13,6 milliards de dollars en 1962, et les exportations de la C.E.E. vers les pays industriels capitalistes de 8,6 en 1958 à 13 milliards de dollars en 1962. Ce qui veut dire que les pays coloniaux qui absorbaient en 1958 encore 27 % des exportations du Marché Commun, n'en absorbent plus que 18 % en 1962.

Cette évolution de plus en plus défavorable pour les pays coloniaux et semi-coloniaux a trois causes fondamentales :

1) D'abord, la détérioration ininterrompue des termes d'échanges entre pays impérialistes et pays coloniaux. Du milieu de 1952 au milieu de 1962, l'indice des matières premières du **Financial Times** est tombé de 100 à 75.

2) Ensuite, le commerce mondial en produits industriels se développe beaucoup plus rapidement que le commerce en produits agricoles et miniers. En 1960, le volume des exportations mondiales de produits manufacturés était **trois fois plus élevé qu'en 1958** ; le volume des exportations de produits alimentaires et de matières premières n'avait augmenté que de 60 %.

3) Finalement, les pays impérialistes eux-mêmes deviennent de plus en plus des concurrents des pays coloniaux pour l'exportation de produits primaires. En 1961, les pays impérialistes ont importé pour 21,8 milliards de dollars de produits primaires en provenance d'autres pays impérialistes, et seulement pour 15,3 en provenance de pays coloniaux et semi-coloniaux, si on fait abstraction des produits pétroliers.

Malgré une légère remontée des prix des matières premières au cours des derniers mois — l'indice est monté du milieu de 1962 à mai 1963 de 75 à 83 — ces tendances restent toujours valables. A la longue, il n'y a qu'un seul moyen de modifier cette situation : **une nouvelle division mondiale du travail, qui permettrait à la bourgeoisie coloniale de se spécialiser de plus en plus dans l'industrie légère** (notamment textiles et industries alimentaires, surtout production de conserves), la bourgeoisie impérialiste se cantonnant dans l'industrie d'équipement. Mais il est plus qu'improbable que le capitalisme mondial trouvera les ressources, la base sociale, le sens d'organisation et surtout le temps nécessaires pour opérer une telle reconversion et que la révolution coloniale lui en laissera le temps. En tout cas, pour le moment, la soi-disant « aide » aux pays sous-développés reste toujours inférieure aux pertes que ces pays subissent année après année du fait de la chute de prix des matières premières. Et cette perte de ressources, de même que d'autres facteurs comme les conséquences de dépenses militaires exorbitantes et les réactions devant la révolution coloniale, ont même provoqué un ralentissement de l'industrialisation dans des pays comme l'Inde, l'Argentine, le Venezuela et l'Iran.

Les conséquences de cette évolution restent les mêmes que celles signalées dans des rapports antérieurs :

— pertes de réserves de change en Inde : 400 millions de dollars en 1961, et le même montant en 1962 pour les pays d'Amérique latine;

— inflation et hausse du coût de la vie (augmentation du coût de la vie en 1962 de 28 % en Argentine) ;

— **Chômage massif** : plus de 10 % du prolétariat au Venezuela, plus de 20 % en Bolivie ;

— **chute du niveau de vie et du niveau** d'alimentation des masses qui s'exprime notamment dans les indices suivants :

(Consommation de vivres par tête d'habitant en 1960, 1938 = 100.)

Europe occidentale : + 16 %.
Europe orientale : + 37 %.
Amérique du Nord : + 14 %.
Amérique latine : — 3 %.
Extrême-Orient (moins Chine) : — 3 %
Afrique : — 4 %.
Moyen-Orient : + 8 %.

Pour qu'on se fasse une idée précise de ce que cela signifie, citons deux exemples : en Equateur, une source officielle établit qu'une petite couche de la classe dominante (40.000 personnes environ) jouit d'un revenu moyen de 2.000 dollars par an, alors que 3,5 millions de personnes ont un revenu annuel qui oscille entre 100 et 200 dollars. Aux Philippines, le revenu annuel moyen des fermiers est inférieur à 100 pesos l'an, ce qui est moins de 50 dollars, et les auteurs du Plan de développement ont reconnu que les « *progrès* » économiques réalisés au cours des dix dernières années se sont limités « aux couches supérieures de la région de Manille », et que la masse de la population rurale a totalement échappé à ces progrès.

Voilà la situation objective qui continue fondamentalement à propulser la révolution coloniale.

Voyons maintenant ce qui s'est passé dans les Etats ouvriers.

L'essor économique s'y est poursuivi au cours des dernières années, mais à un rythme inégal.

Pour **l'Union Soviétique**, la production industrielle a augmenté de 11,4 % en 1959, de 10,3 % en 1960, de 9,2 % en 1961 et de 8,1 % en 1962.

Cette même production a augmenté en 1961 :

de 15,5 % en Roumanie,
de 11 % en Hongrie,
de 10,5 % en Pologne,
de 10 % en Bulgarie,
de 9 % en Tchécoslovaquie,
de 7 % en Yougoslavie et
de 6 % en R.D.A.

Trois phénomènes doivent être soulignés à ce propos : D'abord celui de l'**agriculture**, qui reste en général le talon d'Achille de l'économie des Etats ouvriers. Plus particulièrement cette année, les conséquences de la mauvaise récolte qu'entraîne l'hiver sévère vont peser sur le taux d'expansion de l'économie dans presque tous les Etats ouvriers et sur leur balance commerciale.

Comme par le passé, l'insuffisance des investissements dans l'agriculture, l'insuffisance d'approvisionnement de la campagne en biens de consommation industriels, une politique des prix tâtillonne et inadéquate, et surtout le manque de démocratie kolkhozienne, les méfaits de la bureaucratie, restent les causes fondamentales de cette stagnation relative de l'agriculture dans la plupart des Etats ouvriers ayant subi la collectivisation forcée (les exceptions étant la Pologne et la Yougoslavie). Les méfaits de cette collectivisation forcée sont apparus dernièrement avec une gravité particulière en RDA, où ils ont précipité une grave crise sociale et économique qui se trouve à l'origine de l'érection du « mur de Berlin ». Quant aux méfaits de la bureaucratie, Khrouchtchev les a mis en évidence dans un discours récent traitant de l'agriculture dans la RSFS de Russie, où il reconnaît que le seul transfert du Ministère de l'Agriculture de cette Fédération dans un sovkhoze modèle y a provoqué la chute immédiate de la production !

Le travail du **Comecon** a été très sévèrement critiqué dans plusieurs Etats ouvriers, notamment en Pologne. Il est apparu que la division internationale du travail — notamment l'intégration économique — étaient moins avancée en Europe orientale qu'en Europe occidentale capitaliste ! Ainsi, même les voyages entre divers Etats ouvriers restaient très difficiles, les devises n'y étaient pas convertibles, les acords commerciaux et les accords de paiement restaient sur une base strictement bilatérale et non pas multilatérale, etc.

L'abaissement du taux de croissance industrielle dans les Etats ouvriers les plus industrialisés a obligé la bureaucratie à réagir, notamment en améliorant la division internationale du travail au sein de son « camp ». Une banque de paiements internationaux a été créée, des mesures ont été prises pour coordonner la planification à long terme et pour introduire davantage de spécialisation dans des industries clés comme l'industrie métallurgique. A la XVII[e] Session du Comecon (décembre 1962), on a même installé en quelque sorte un organisme « supranational » (Comité Exécutif du Comecon, comparable au Conseil des Ministres du Marché Commun) afin d'améliorer l'intégration économique entre les Etats ouvriers d'Europe orientale. Cependant, cet effort a également provoqué de nouvelles résistances, notamment de la part de la bureaucratie **roumaine**, qui craint que cette intégration n'abaisse son taux de croissance particulièrement élevé au cours des dernières années.

Finalement, la discussion sur la question du rôle du profit dans l'industrie soviétique qui a précédé la dernière session plénière du Comité Central du PCUS, ainsi que le discours de Khrouchtchev à cette session, démontrent clairement que les **problèmes de structure** industrielle occupent une place de plus en plus grande dans les débats en URSS, et que les réformes de l'ère 1953-58 commencent à épuiser leurs effets en tant que stimulants de la croissance industrielle. La bureaucratie se trouve de nouveau confrontée, comme au début des années 50, avec les contradictions de la gestion bureaucratique de l'économie, et ses efforts pour résoudre ces contradictions sur une voie purement administrative et technocratique ont de moins en moins d'effets durables. La seule solution historique de ces contradictions réside évidemment dans la **gestion ouvrière**, que la bureaucratie est incapable d'introduire elle-même par en haut, et dont la réalisation sera le contenu social essentiel de la révolution politique.

II. EMPECHER LA GUERRE NUCLEAIRE MONDIALE

La question de la guerre mondiale, en tant que règlement de compte final déclenché par l'impérialisme contre les Etats ouvriers, la révolution coloniale et le mouvement révolutionnaire international, a changé de nature depuis plusieurs années.

Nous disons bien : la question de la guerre **mondiale**. Car nous restons convaincus, comme nous le fûmes à partir de 1960, que devant toute nouvelle avance de la révolution, l'impérialisme peut réagir par une intervention militaire contre-révolutionnaire « locale ». Les événements des dernières années ont confirmé cette thèse ; rappelons pour mémoire l'intervention américaine au Liban au moment de la révolution irakienne ; l'intervention impérialiste contre les guerillas au Laos et au Sud-Vietnam ; les tentatives d'interventions contre-révolutionnaires à Cuba ; l'intervention de l'O.N.U. au Congo ; l'intervention américaine pour combattre la guerilla au Vénézuela, etc.

Ce qui a changé, ce sont les conséquences d'une guerre contre-révolutionnaire *mondiale* déclenchée par l'impérialisme, en premier lieu contre les Etats ouvriers. Du fait du développement terrifiant des armes nucléaires, une guerre mondiale à laquelle participeraient toutes les puissances nucléaires, et dans laquelle tout l'arsenal des armes de destruction massive serait employé, impliquerait la destruction de la base matérielle de la civilisation et risquerait même, selon de nombreux savants, de détruire le genre humain tout entier.

Continuer à déclarer que la guerre mondiale est inévitable, signifierait dans ces conditions affirmer que l'humanité est condamnée au suicide. Continuer à affirme que la stratégie historique du mouvement révolutionnaire devrait être celle de gagner la « guerre mondiale-révolution mondiale », ce serait en réalité exprimer l'impuissance du prolétariat de se sauver lui-même et de sauver toute l'humanité de ce suicide collectif. Les conséquences nouvelles de la guerre, du fait du développement des armes de destruction massive, entraînent une modification importante de la stratégie révolutionnaire devant les menaces de guerre mondiale contre-révolutionnaire déclenchée par l'impérialisme. **Cette stratégie doit viser à empêcher la guerre. Et historiquement, seule la révolution peut empêcher la guerre.**

Pour répondre de manière précise à la question de savoir comment, par quelle voie concrète, la révolution peut empêcher l'éclatement de la guerre nucléaire mondiale, il faut distinguer deux phases successives de la situation stratégique mondiale.

Pendant une première phase, la question qui se pose devant l'impérialisme est celle d'une guerre mondiale en tant que **riposte victorieuse** devant la détérioration constante des rapports de force entre les classes à l'échelle mondiale. L'impérialisme savait et sait que cette guerre causerait en tout cas des destructions terribles dans tous les principaux pays capitalistes du monde, y compris aux Etats-Unis. Mais, par la multiplication des bases dans le monde, par l'accumulation frénétique d'un arsenal de plus en plus complexe d'armes nucléaires de plus en plus différenciées, par la recherche de moyens de défense plus adéquats devant les dangers des radiations, les impérialistes caressaient et caressent l'espoir de sauver leur propre peau et leur propre régime, du moins aux Etats-Unis, même au prix de centaines et de centaines de millions de morts et de destructions effroyables dans le monde entier.

En étudiant les débats qui se sont déroulés aux Etats-Unis après l'arrivée de McNamara au **Pentagone**, les publications de pratiquement tous les spécialistes militaires tant américains qu'européens et même soviétiques, on arrive à la conclusion qu'on en est toujours là.

Pourquoi, dans ces conditions, cette guerre nucléaire mondiale n'a-t-elle pas encore éclaté et n'éclatera-t-elle vraisemblablement pas dans les années immédiates devant nous, bien que les moments

dangereux du type de celui de la crise des Caraïbes auront tendance à se répéter, qu'une extrême vigilance reste de mise et qu'une capacité de mobilisation de plus en plus large des masses doit être forgée pour faire face à ce danger ?

Parce que les progrès industriels et technologiques de l'URSS, d'une part, **et les progrès de la révolution coloniale d'autre part**, sont en train de créer rapidement une situation dans laquelle **les chances d'une victoire ou même d'une survie de l'impérialisme américain deviennent de plus en plus réduites pour ensuite disparaître entièrement.**

Sur le plan des armements, l'URSS a réussi à acquérir une avance dans le domaine des fusées lourdes, mais les impérialistes, après avoir parlé d'un **missile gap** en 1960, affirment maintenant qu'ils disposent d'une avance considérable en ce qui concerne **la quantité** des fusées. Les Soviétiques ont tendance à le contester, sans donner des chiffres exacts. Il n'y pas de raisons pour nous de nous prononcer à ce sujet. En tout cas, les progrès de l'URSS sont tels qu'elle est capable d'infliger des coups terribles sinon mortels à l'impérialisme américain, soit aujourd'hui soit dans un avenir très rapproché. Car le rythme de croissance technologique de l'URSS dépasse en tout cas celui des pays impérialistes, et cette tendance est tout à fait irréversible.

Sur le plan de la révolution coloniale, plus elle progresse, plus elle oblige l'impérialisme à détourner ses ressources militaires vers des « guerres locales » et à les disperser à travers le monde. Et plus elle triomphe, plus elle oblige l'impérialisme à retirer ses bases d'attaque d'un pays après l'autre dans le monde. Les développements récents de la politique du **Pentagone**, la formation de forces « anti-guerilla » et d'armes classiques nouvelles, la réorientation de la stratégie des fusées par l'abandon progressif des fusées lancées à partir de bases fixes en faveur de fusées lancées à partir de sous-marins ou de navires de surface, démontrent clairement que l'impérialisme est conscient de cette évolution et qu'il s'efforce par tous les moyens encore à sa disposition de réagir devant cette nouvelle et très grave détérioration de la situation internationale pour lui.

Cette première phase est sur le point de se terminer, ou s'est déjà terminée, c'est-à-dire que les progrès des forces révolutionnaires détruisent rapidement ou ont déjà détruit toute possibilité d'une **guerre nucléaire victorieuse** de la part de l'impérialisme.

Mais dès lors s'ouvre ou s'est déjà ouverte une deuxième phase, dans laquelle le problème se pose dans des termes passablement différents. Car dans cette deuxième phase, il ne s'agit plus d'une guerre nucléaire **victorieuse** déclenchée par l'impérialisme, mais d'une **guerre de désespoir**, d'une tentative de dernière heure de défendre ce qui subsiste de la société capitaliste, avant tout dans son bastion américain, de prendre en compte la destruction quasi totale de son propre pays plutôt que de céder sans se défendre devant la marche victorieuse de la révolution mondiale.

Evidemment, on ne peut pas affirmer avec certitude que l'impérialisme américain conserve et conservera jusqu'au bout la volonté, ou disons plutôt l'esprit de folie destructive, qui a animé les dirigeants nazis à partir de 1944 et qui les a poussés à poursuivre la lutte jusqu'aux dernières possibilités matérielles.

Mais il serait absolument irresponsable d'affirmer dès maintenant qu'une telle démoralisation de l'impérialisme est probable ou même certaine à partir d'un certain moment. Cela signifierait se leurrer soi-même et leurrer le prolétariat et les peuples du monde d'illusions et d'espoirs qui ne s'appuient sur aucune certitude scientifique, et ce sur une question qui est littéralement une question de vie et de mort pour l'humanité.

Aucune classe dans l'histoire n'a quitté la scène sociale sans se défendre par tous les moyens qui sont à sa disposition. Et il serait téméraire d'attendre un tel défaitisme de la part d'une classe aussi puissante et armée jusqu'aux dents que la bourgeoisie impérialiste américaine.

Comment la question se pose-t-elle à ce propos ?

Aujourd'hui, sont concentrées **sur le territoire américain** des armes nucléaires qui, selon l'avis responsable d'un très grand nombre de savants, **sont déjà capables de détruire plusieurs fois le monde entier.** Et des fusées intercontinentales continuent à être fabriquées aux Etats-Unis au rythme d'une fusée par jour.

Peut-on envisager la possibilité que les progrès technologiques de l'URSS pourraient donner au camp révolutionnaire une « arme absolue » qui permettrait de neutraliser cet arsenal terrifiant ? C'est peu probable. Car une telle arme ne doit pas seulement être inventée. Il faut encore en assurer la fabrication en série pour permettre la destruction de **toutes** les armes nucléaires impérialistes. Et il est douteux que pendant toute la période que nécessite une telle fabrication en série l'adversaire partant de sa propre base technologique très puissante n'arrive à rétablir l'équilibre.

Cela signifie qu'aucune force **extérieure** aux Etats-Unis n'est capable de désarmer la bourgeoisie impérialiste américaine, et que, même si elle perdait toutes ses bases dans le monde, elle conserverait toujours sur son territoire des armes effroyables, capables de détruire l'humanité. Même dans ce cas désespéré, une guerre nucléaire mondiale qu'elle déclencherait ne serait pas un suicide unilatéral mais un suicide collectif du genre humain. **Cette situation ne se modifierait que si, aux Etats-Unis même, les forces prolétariennes et populaires sont capables de paralyser d'abord et de désarmer et de renverser ensuite l'impérialisme américain.**

S'agit-il d'une perspective défaitiste, pessimiste, du fait que de toute évidence, la révolution socialiste américaine n'est pas pour demain ? Pas du tout.

Avant tout, il s'agit de comprendre qu'une **guerre nucléaire de désespoir** ne sera sérieusement envisagée par l'impérialisme américain que lorsque littéralement la bête sera effectivement blessée à mort, et lorsque de profondes convulsions se seront produites de ce fait au sein de la société américaine.

Il est inconcevable qu'une classe bourgeoise encore en relative prospérité économique, disposant encore de réserves et de richesses énormes, contrôlant économiquement encore la majeure partie du monde malgré les progrès de la révolution coloniale, soit prête à se suicider du jour au lendemain.

C'est dire qu'il faut considérer que **nous sommes entrés dans une période entière, au cours de laquelle les forces de la révolution et les forces qui poussent vers l'éclatement de la guerre nucléaire combattront pour la victoire. Et il est absolument réaliste de s'attendre à ce que toutes les forces en jeu pendant cette période, à savoir : l'affaiblissement relatif des positions de l'impérialisme américain ; les contradictions inter-impérialistes croissantes, les effets de la stagnation relative et même d'un début inévitable de chute du niveau de vie des travailleurs américains par suite de la concurrence inter-impérialiste, les effets des progrès de la révolution coloniale avant tout sur les Noirs américains et sur l'avant-garde de la jeunesse ; les effets des progrès de la révolution politique dans les Etats ouvriers et de la révolution prolétarienne dans des pays impérialistes d'Europe et au Japon, que tout cela finira par provoquer la politisation du prolétariat américain, la constitution d'un grand parti travailliste, une capacité de riposte et de mobilisation puissantes du prolétariat de ce pays qui le rendra apte à résoudre la tâche historique qu'il a à remplir pour libérer l'humanité définitivement du cauchemar de l'holocauste nucléaire.**

Au fond le problème se réduit à ceci : dix, quinze, vingt années de progrès de la révolution mondiale auront-elles aux Etats-Unis avant tout des effets sur le moral et la capacité de riposte militaire de la **bourgeoisie impérialiste**, ou auront-elles avant tout des effets sur la conscience ,la combativité et la capacité de riposte du **prolétariat américain** ? Pour nous, la réponse à cette question ne laisse aucun doute. Et nous ne comprenons pas qu'on puisse qualifier de « défaitiste », notre certitude que le prolétariat américain sera amené à jouer son rôle clé dans la lutte pour la victoire mondiale du socialisme, précisément par toutes les forces qui sont en train de transformer et qui transformeront de plus en plus la réalité objective mondiale et donc aussi la réalité objective américaine.

Ensuite, il faut comprendre que la lutte contre la menace nucléaire devient et doit devenir de plus en plus un des arguments décisifs en faveur du socialisme, en faveur de la révolution, dans les pays impérialistes d'Europe, au Japon et en Amérique du Nord.

Déjà, aujourd'hui, le mouvement anti-nucléaire est devenu un mouvement mobilisant de très larges masses dans plusieurs pays impérialistes. Au moment de la crise des Caraïbes, en octobre 1962, dans un pays comme la Grande-Bretagne, ce mouvement a pu réagir avec une vigueur extrême, en fait plus vigoureusement que ne le furent les réactions dans de nombreux pays coloniaux et semi-coloniaux.

Il est urgent que nous nous intégrions profondément dans ce mouvement anti-nucléaire, que nous en devenions les organisateurs les plus efficaces, et en même temps les promoteurs de formes d'action axées de plus en plus sur l'action de masse réelle et sur des objectifs de plus en plus anti-capitalistes. L'expérience pratique démontrera à des masses très larges qu'il est impossible de mener une campagne efficace pour le désarmement unilatéral, sans mettre en question l'ensemble de la politique étrangère de la bourgeoisie impérialiste, son système d'alliances et de bases militaires et son orientation contre-révolutionnaire, sans attaquer le gouvernement bourgeois, l'armée bourgeoise, l'Etat bourgeois et l'économie capitaliste.

C'est un puissant apport qui peut venir de ce mouvement à l'ensemble de l'action anti-capitaliste des masses dans les pays impérialistes, qui aura en tout cas un rôle clé à jouer pour empêcher que, dans un dernier sursaut de folie sanglante l'impérialisme ne menace d'entraîner tout le genre humain dans sa propre destruction certaine.

III. BILAN DES GREVES EN EUROPE

A la fin de 1959, au XXII[e] Plénum du Comité Exécutif International, notre mouvement ,confronté avec les questions et les doutes soulevés dans le mouvement ouvrier international sur le destin du prolétariat européen au lendemain de la victoire du gaullisme en France, a donné une réponse claire et précise quant aux perspectives à court et moyen terme. Il a considéré que ce qui s'était passé en France allait être non pas la règle mais l'exception ; que « la classe ouvrière d'Europe occidentale conserve amplement sa capacité de réaction pratiquement intacte... au moment où se précise l'offensive de la bourgeoisie. Le mouvement ouvrier dispose de ce fait de la possibilité d'organiser une riposte énergique contre cette offensive ,et de passer même à son tour à l'attaque. Si le succès de cette défense, et de la contre-offensive éventuelle, dépend en dernière analyse de la direction ouvrière, de l'unification et de la généralisation des luttes, de la concentration de toutes les énergies pour la conquête de revendications transitoires décisives et pour la lutte pour le pouvoir, la possibilité d'une politique ouvrière efficace est créée du fait de la volonté de riposte plus ou moins spontanée des masses.

« Les marxistes révolutionnaires ont le devoir de faire face à cette étape nouvelle avec la conviction ferme que leur classe « ne se laissera pas faire », qu'elle cherchera par de nombreux moyens et de multiples voies à riposter à l'offensive capitaliste, et que leur rôle politique de coordinateur des luttes, de créateur d'une direction de rechange pour la classe, peut être décisif. »

L'expérience a, depuis lors, complètement confirmé la justesse de cette analyse et de ces perspectives. La grande grève belge de décembre 1960-janvier 1961, les grèves espagnoles d'avril 1962, les multiples mouvements grévistes en Italie en 1962-63 et notamment l'agitation chez les métallurgistes, la vague de grèves, sauvages ou non, en Grande-Bretagne, la récente vague de grèves et de manifestations en Grèce, et, plus près de nous, la grève des mineurs en France et la grève des métallurgistes en Allemagne du Sud-Ouest sont l'expression la plus claire de cette volonté de riposte et de contre-offensive ouvrière, qui s'exprime par ailleurs aussi — comme prévu — par la reprise électorale des travaillistes britanniques, par la poussée électorale ininterrompue du parti socialiste en Allemagne, et par la poussée à gauche lors des dernières élections italiennes.

Il est important d'affirmer tout d'abord qu'il ne s'agit nullement d'un phénomène accidentel mais d'une tendance générale. D'après la FSM, le nombre des grévistes dans l'ensemble des pays impérialistes est passé de 13,5 millions en 1958 et de 16 millions en 1959 à 43-44 millions en 1960, 1961 et 1962.

Ensuite, il faut bien mettre en évidence qu'à l'exception possible de la grève des métallurgistes allemands, aucune de ces grèves ne fut un simple mouvement revendicatif, un simple mouvement économique, partout ces mouvements visaient, du moins en puissance, une épreuve de force avec l'Etat bourgeois et même parfois une remise en question de la société capitaliste dans son ensemble.

Même en France, au cours de la grève des mineurs, on a assisté à un dialogue significatif entre des mineurs et un dirigeant de la CGT, au cours duquel les grévistes déclarèrent être favorables à une abolition immédiate du régime capitaliste. Objectivement, la grève des mineurs français débouchait sur une grève de solidarité des cheminots et des dockers — sans laquelle elle perdit la majeure partie de ses effets économiques, du fait de l'importation de charbon étranger — et sur une grève générale des services publics. Mais dans la situation actuelle en France, pareille grève aurait signifié un affrontement direct avec le pouvoir gaulliste, et c'est pour éviter cet affrontement que les directions syndicales opportunistes ont empêché la grève générale des services publics, qui correspondait pourtant aux nécessités et aux possibilités objectives et à la sensibilité des travailleurs de la fonction publique.

Ce qui est vrai pour la grève des mineurs français est évidemment beaucoup plus vrai encore pour les mouvements revendicatifs britanniques et italiens — qui s'inscrivent dans un contexte précis de radicalisation politique et de mise en question des régimes conservateurs, au pouvoir depuis plus d'une décennie dans ces pays, pour les grèves espagnoles qui ont définitivement surmonté la peur de la répression et ébranlé le régime franquiste, et pour la grève belge qui avait débouché sur une situation réellement pré-révolutionnaire.

La durée de ces grèves et l'acharnement avec lequel elles furent menées en constitue également un trait caractéristique. Ils s'expliquent d'un côté par l'exacerbation progressive de la concurrence capitaliste internationale qui réduit la marge de manœuvre du patronat, et par une tendance générale à la baisse du taux de profit sinon même à la baisse du taux de la plus-value, dans la phase finale du boom. Ils s'expliquent d'un autre côté par les conséquences matérielles de toute une période de plein emploi et de haute conjoncture, qui ont augmenté les réserves financières des syndicats et la capacité de résistance des ménages de travailleurs, même en tenant compte du poids de l'endettement par les achats à tempérament.

Finalement, il faut souligner le rôle particulièrement dynamique joué dans ces grèves par la jeunesse ouvrière, pour laquelle il s'agissait en général d'un véritable baptême du feu de la lutte de classe. Cette jeunesse dont sociologues bourgeois et journalistes petits bourgeois ont tant médit, s'est montrée capable de se battre avec résolution et enthousiasme, à condition qu'elle eût le sentiment que la direction est décidée au combat et que les objectifs **poursuivis en valent la peine.** Le rôle particulier joué actuellement en Europe capitaliste par la jeunesse dans de nombreux domaines — celui de la lutte contre les armes nucléaires ; celui de solidarité avec la révolution coloniale, autant que celui de la lutte contre le chômage dans un pays comme la Grande-Bretagne — impose aux marxistes révolutionnaires des efforts particuliers afin de trouver un langage apte à convaincre et à organiser l'avant-garde de cette jeunesse laborieuse, sur laquelle ne pèsent plus les conséquences des défaites passées, et dont les revendications partent du niveau de vie actuellement acquis et considéré comme allant de soi.

Pour intervenir efficacement dans ces luttes et dans les luttes futures qui s'annoncent, nos sections doivent avant tout déterminer dans chaque pays **le pas en avant concret** qu'il importe à faire faire au mouvement ouvrier, afin de l'amener de sa position défensive ou de sa plateforme essentiellement économique vers un combat offensif et une mise en question de fait du régime capitaliste. Il s'agit d'une ou de plusieurs revendications transitoires aptes à être comprises et adoptées par une grande partie de l'avant-garde et par d'importants secteurs du mouvement de masse, et autour desquelles une large bataille peut être engagée afin de mobiliser toute la classe dans la lutte. En général, pareil programme de revendications transitoires partant des aspirations actuelles des masses doit déboucher sur une formule gouvernementale qui résume l'idée que la classe ouvrière, le mouvement ouvrier, posent leur candidature au pouvoir, et cherchent à reconstruire la société et l'économie de fond en comble sur des bases nouvelles, des bases socialistes.

L'importance croissante de l'intervention de l'Etat bourgeois dans la vie économique, ses efforts croissants pour intégrer les organisations ouvrières, avant tout les organisations syndicales, dans ses propres rouages, imposent la nécessité d'une riposte efficace à l'idéologie et à la pratique néo-capitalistes, tant sur le plan du programme que sur celui de l'action. En général, l'élaboration d'un programme de concrétisation du mot d'ordre du **contrôle ouvrier** — déjà entamé par plusieurs sections européennes — constitue un élément primordial pour accomplir cette tâche.

Finalement, l'internationalisation croissante de la vie économique, les conséquences du Marché Commun, l'importance majeure accordée même dans le mouvement ouvrier aux problèmes du commerce international, nous obligent à remplir d'un contenu plus concret le mot d'ordre général des **Etats-Unis ouvriers d'Europe,** dont l'actualité ne cesse de croître. A la longue, une des conséquences objectives du Marché Commun risque d'être l'efficacité réduite de grèves économiques menées dans le cadre strictement national. L'emploi du libre échange, de la libre circulation des marchandises et des travailleurs, comme moyen de briser les grèves, n'est pas nouveau. Le mouvement ouvrier du XIX[e] siècle en a bien fait la dure expérience, et la I[e] Internationale fut en quelque sorte un produit direct d'une prise de conscience ouvrière à ce propos

Dernièrement, la grève des mineurs français a brusquement attiré l'attention des militants ouvriers sur le Marché Commun en tant qu'arme pour saper l'effet économique d'une grève. De même, lors de la grande grève belge de 1960-61, une solidarité internationale purement financière s'est avérée totalement insuffisante et inefficace dans pareille situation. Notre mouvement a été le premier à lancer l'idée d'une **conférence européenne de tous les syndicats et partis ouvriers,** sans exclusive aucune pour dresser un plan de défense commune du niveau de vie et des droits sociaux des travailleurs d'Europe et de conquête en commun de nouvelles revendications immédiates. Il s'agit maintenant d'élaborer également une série de revendications transitoires devant le phénomène du Marché Commun, et d'organiser sur ce plan une propagande qui prépare demain une action à l'échelle internationale.

IV. NOS TACHES DANS DIVERS PAYS COLONIAUX

Finalement, nous voulons examiner de plus près la tâche des marxistes révolutionnaires dans plusieurs pays de la révolution coloniale où nous disposons de forces appréciables : l'Argentine, la zône Pérou-Bolivie et Ceylan.

Depuis la chute de Péron, l'**Argentine** n'a pas retrouvé même un semblant de

stabilité politique ,économique et sociale. Le niveau de vie des travailleurs a connu un abaissement brutal et presque ininterrompu, puisque, d'après des statistiques officieuses, le salaire réel moyen a diminué de moitié entre 1949 et 1959, et encore de 20 % entre 1959 et 1962. Il y a eu, bien sûr, de nombreuses grèves partielles et plusieurs grèves générales depuis 1955. Néanmoins, la classe ouvrière n'a pas été capable de reconquérir même particlement son **standing** d'antan, ce qui n'a pas manqué de peser sur sa volonté de poursuivre ce genre de batailles immédiates. Finalement, et surtout, on a assisté au cours de la dernière période à une succession de coups d'Etat et de **pronunciamentos militaires,** sans que les travailleurs interviennent directement dans le domaine politique.

Suffit-il, dans ces conditions, d'affirmer que le refus de la classe ouvrière d'appuyer une fraction militaire contre une autre exprime le niveau élevé de la conscience de classe du prolétariat argentin ? C'est manifestement insuffisant, puisque ces coups d'Etat ont été accompagnés de diverses mesures de répression anti-ouvrière, de fermetures de locaux d'organisations ouvrières ,d'arrestations de dirigeants ouvriers, de mise hors-la-loi d'organisations communistes, etc. Le fait que la classe ouvrière argentine n'a pas été capable de réagir sur le champ devant ces actes de la réaction, qu'elle n'a pas été capable de riposter sur une large échelle de manière efficace et surtout victorieuse ,démontre combien est erronée et superficielle l' « analyse » béatement optimiste de ceux qui ne voient que dualité de pouvoir et montée révolutionnaire ininterrompue dans une évolution qui est en réalité beaucoup plus complexe.

D'autre part, il serait tout aussi erroné de parler à propos de l'Argentine de défaite ouvrière ou de recul à l'échelle historique. La classe ouvrière a conservé tout son potentiel de lutte. La réaction en est parfaitement consciente. Si elle cherche à diviser le mouvement ouvrier, à corrompre des parties de la bureaucratie syndicale, à neutraliser périodiquement tel ou tel secteur, c'est précisément parce qu'elle craint avant tout un affrontement global avec le prolétariat, et qu'elle est consciente des risques d'une explosion révolutionnaire. Mais dans l'absence d'une direction syndicale et surtout politique adéquate, dans l'absence d'une large avant-garde politisée, cette combativité a été temporairement énervée dans des combats partiels ne débouchant sur aucune solution d'ensemble. C'est ce qui rend les travailleurs plus prudents avant d'engager des batailles de grande ampleur, c'est ce qui donne une importance accrue au problème d'une nouvelle direction politique du mouvement de masse.

Le problème stratégique n° 1 pour les marxistes révolutionnaires argentins reste le même que durant la période précédente : **détacher la masse des ouvriers péronistes de l'influence politique du péronisme,** moyen d'encadrement du prolétariat par la bourgeoisie argentine. Contrairement à ce qui a été dit par certains camarades, nous croyons que l'idée générale du « parti ouvrier basé sur les syndicats » peut fournir une réponse à cette tâche. Mais il faut comprendre qu'il s'agit d'une idée **générale** qui, si elle peut être inlassablement défendue sur le plan de la **propagande,** doit trouver sur le plan de l'**agitation** une expression beaucoup plus concrète et spécifique, dans chaque situation particulière. La tâche la plus urgente pour les marxistes révolutionnaires argentins, libérés de l'emprise du bavardage ultra-gauche infantile et stérile, c'est de rechercher ces mots d'ordre d'agitation adéquats et efficaces, capables de favoriser et finalement d'amener en pratique la rupture entre les travailleurs péronistes et l'appareil politique bourgeois du péronisme, ce qui fera accéder le prolétariat argentin à la conscience de classe politique et ce qui lui présentera rapidement l'issue historique qui permet seule de sortir de l'impasse dans laquelle s'est enfoncée la société argentine : l'issue du pouvoir ouvrier.

Au Pérou et en Bolivie, mûrissent depuis plusieurs années des conditions idéales pour insérer les marxistes révolutionnaires dans un processus révolutionnaire spécifique qui s'avèrera sans doute d'application dans de nombreux pays latino-américains : **la combinaison entre la lutte pour une nouvelle direction ouvrière dans les syndicats et les usines, et des soulèvements paysans plantant sur le sol continental le drapeau du fidélisme.**

Les marxistes révolutionnaires de ces deux pays ont actuellement rassemblé une expérience plus avancée que ceux de la plupart des autres pays latino-américains, à la fois dans le domaine de la lutte pour une nouvelle direction ouvrière, et dans la combinaison entre la lutte ouvrière et la lutte paysanne.

En Bolivie, ils se battent avec acharnement pour arracher aux mains débilitantes et paralysantes du MNR la direction des syndicats, des milices, des organismes de contrôle ouvrier. Au Pérou, ils se battent pour faire surgir des nombreuses entreprises qui se sont donné une direction syndicale de gauche, une nouvelle Centrale Syndicale Unifiée, se substituant à la centrale apriste qui a fait faillite. Dans les deux pays, des cadres marxistes révolutionnaires valables ont réussi à s'implanter profondément dans

des communautés et des organisations paysannes. Au Pérou, ils ont trouvé une réponse à la fois souple et efficace au problème de la révolution agraire, tenant compte aussi bien des rapports de forces du moment que de la saine impatience révolutionnaire des masses paysannes : **l'occupation des terres par les paysans et la constitution d'organismes armés d'autodéfense pour défendre ces terres conquises contre la violence contre-révolutionnaire des latifondistes, de leurs gangs privés ou de l'armée bourgeoise à leur dévotion.**

L'expérience exaltante de Hugo Blanco a, dans ce sens, ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire déjà riche du trotskysme en Amérique latine. Les leçons et enseignements de cette expérience doivent être rassemblés et soigneusement étudiés par tout le mouvement latino-américain et par toute l'Internationale. Ils s'avèreront précieux avant tout pour la lutte des marxistes révolutionnaires de Bolivie et du Pérou, que l'Internationale a le devoir d'aider de manière particulière dans toute la période devant nous, étant donné les possibilités révolutionnaires réelles avec lesquelles notre mouvement est confronté dans ces deux pays.

Dans une résolution spéciale, ce Congrès a déjà protesté contre le maintien en prison du camarade Frias et lui a exprimé, à lui ainsi qu'à tous les autres camarades en prison, sa solidarité fraternelle. Les camarades savent que nous avons appris la mauvaise nouvelle de l'arrestation du camarade Hugo Blanco. Etant donné l'acharnement avec lequel la réaction péruvienne s'acharne depuis des mois contre toute l'avant-garde révolutionnaire de ce pays, et contre le camarade Blanco en particulier, on peut craindre le pire si l'opinion ouvrière internationale ne se dresse pas rapidement et énergiquement pour défendre la vie de ce camarade. Toutes les sections de l'Internationale ont le devoir d'impulser de telles campagnes dans leurs pays respectifs, et la nouvelle direction élue par ce Congrès devra coordonner et alimenter internationalement cette campagne.

A Ceylan, nos camarades du LSSP ont progressivement corrigé de manière empirique leur orientation erronée de 1960, l'appui accordé au gouvernement libéral bourgeois du SLFP. Ils viennent de reconnaitre que l'actuelle poussée à droite de la petite bourgeoisie — qui s'exprime notamment par les récents succès électoraux de l'UNP réactionnaire — s'explique en partie du fait que cette petite bourgeoisie, mécontente de l'inefficacité et de la corruption du gouvernement actuel, ne différencie pas le LSSP du SLFP, précisément par suite de l'appui que notre section avait accordé hier à celui-ci. Espérons que ce début d'auto-critique, conforme aux critiques que l'Internationale avait adressées avant et au cours du VI[e] Congrès Mondial, permettra une analyse plus approfondie de la cause des erreurs commises, sans laquelle celles-ci pourraient réapparaitre sous une forme diverse à l'avenir.

Dernièrement, nos camarades ceylanais ont fait un tournant politique, plaçant la réalisation d'un **front unique des organisations ouvrières** au premier plan de leurs objectifs politiques immédiats, substituant à leur ancien slogan de **gouvernement LSSP** le slogan gouvernemental de **gouvernement des organisations ouvrières vraiment socialistes.**

Nous sommes d'avis qu'il peut s'agir là d'une orientation foncièrement positive, qui corresponde à une aspiration unitaire réelle des masses laborieuses, et que le nouveau slogan gouvernemental peut s'avérer beaucoup plus réaliste que le simple mot d'ordre de « gouvernement sama-samajiste », c'est-à-dire qu'il peut être considéré par les masses comme une réelle solution de rechange par rapport aux divers gouvernements bourgeois qui se sont succédé à Ceylan depuis l'indépendance. Le grand succès du meeting de front unique du 1[er] mai 1963 à Colombo — où plus de cent mille personnes se sont rassemblées — est un indice des possibilités ouvertes par cette nouvelle orientation du LSSP.

Mais pour être réellement progressiste et pour marquer réellement une étape vers la révolution ceylanaise, la politique de front unique du LSSP doit remplir **trois conditions minima :**

1) Elle doit être une politique dans laquelle nous gardons constamment l'offensive, harcelant et entrainant les autres organisations ouvrières, apparaissant comme la véritable direction et le véritable guide des masses laborieuses de la ville et de la campagne, imposant la discussion autour de notre programme et le consacrant, par la force des choses, comme le programme qui correspond le mieux aux intérêts du prolétariat et de la paysannerie pauvre. Il semble que ce soit effectivement le cas, en ce qui concerne notamment le programme des nationalisations, non seulement du capital étranger mais encore de la grande bourgeoisie ceylanaise.

2) Elle doit être une politique axée sur la lutte des masses, et non pas sur une simple perspective électoraliste et parlementaire. C'est pourquoi il importe notamment de promouvoir la création de **comités du front unique,** dans les villes, les quartiers et les villages, véritables organes de mobilisation et d'unification des masses, qui peuvent devenir demain les noyaux d'un nouveau pouvoir.

3) Elle doit être une politique de véritable unité de TOUT le prolétariat et de toute la paysannerie pauvre, et à cette fin rassembler TOUTES les organisations ouvrières, et non seulement les partis politiques. Car il se trouve qu'un secteur majeur du prolétariat ceylanais, la masse de plus d'un demi-million d'ouvriers tamils des plantations, ne possède pas de parti ouvrier, tout en étant organisés dans des syndicats puissants et représentatifs. Le refus ouvert ou camouflé d'inclure ces syndicats dans le Front Unique modifierait complètement le sens de la politique de Front Unique, et notamment son potentiel objectivement unitaire et révolutionnaire.

Or, nous avons appris avec inquiétude que les syndicats n'étaient pas représentés sur la tribune du meeting du 1er mai à Colombo, et que certains camarades chercheraient, à l'occasion du Front Unique, à reviser le programme courageux du LSSP sur la question linguistique, qui fait partie de la tradition internationaliste de laquelle le Parti doit être fier.

Nous attirons l'attention des camarades ceylanais sur les conséquences extrêmement graves qui découleraient de pareille adaptation opportuniste à la politique du MEP, et en ce qui concerne la réalisation progressive de l'unité syndicale, et en qui concerne le contenu réel du Front unique, et même sur le terrain électoral. Pareille faute grave ne pourrait que rejeter les ouvriers tamils entre les bras de politiciens nationalistes bourgeois, diviser profondément le prolétariat ceylanais en un secteur tamil et un secteur cinghalais, et profiter à la bourgeoisie et à la réaction, tout en semant la plus grave confusion au sein de l'avant-garde révolutionnaire elle-même.

Le Congrès a décidé d'envoyer à ce propos une lettre spéciale et urgente à notre section ceylanaise. Nous sommes convaincus qu'avec l'aide de l'Internationale, le LSSP se battra pour tenir haut le drapeau de l'internationalisme, se battra pour faire du front unique un instrument de combat unissant tout le prolétariat de l'île contre l'impérialisme et le capitalisme, pour un véritable gouvernement socialiste.

Les documents du

CONGRES MONDIAL DE REUNIFICATION

DE LA IVe INTERNATIONALE

ont paru dans le numéro spécial de notre revue

(Voir nos publications, en page 3 de la couverture de ce numéro.)

Les élections parlementaires en Grèce

Nous publions ci-après la traduction de l'éditorial de la revue grecque MARXISTICO DELTIO écrit avant les élections parlementaires qui viennent d'avoir lieu, et qui donnait un tableau des conditions présidant à ces élections.

On connaît les résultats : la droite, sévèrement battue ; le parti du centre, dirigé par Papandréou principal bénéficiaire du mécontentement populaire ; la gauche, l'E.D.A., soutenue par le P.C. grec, conservant ses positions.

Le nouveau pouvoir, celui de Papandréou, qui ne dispose que d'une majorité parlementaire relative, sera beaucoup plus occupé de procéder à une redistribution des profits dans la bourgeoisie que d'arrêter la lutte contre le « communisme ». Une situation instable se développera. Mais, pour un certains temps, un climat nouveau existera, pendant lequel les masses grecques, au potentiel de combat si considérable, pourront tirer profit pour s'organiser et aussi pour écarter les mensonges sur les perspectives « démocratiques » émises par les dirigeants du P.C. grec, afin de reprendre, dans des conditions politiques renforcées, la lutte qui fut écrasée au lendemain de la guerre à la suite des engagements pris par Staline à Yalta auprès de ses « alliés » américains et anglais.

Depuis le 11 juin, la situation politique en Grèce a franchi une nouvelle étape, caractérisée par une rupture de la stabilité politique. Cette stabilité fut incarnée durant les huit dernières années, par le gouvernement Caramanlis qui avait conquis le pouvoir grâce à un rapport de forces favorable à la réaction capitaliste, et qui avait été soutenu par le grand capital (spécialement le capital bancaire), les « alliés », le Trône ,et la clique militariste des officiers royalistes.

Dans la conscience des larges masses opprimées et exploitées (ouvriers, paysans pauvres, employés, petits bourgeois des villes), la domination de l'ERE, pendant huit ans (1), a été ressentie profondément comme une période sombre responsable de toute la misère accumulée sur le peuple. L'exploitation n'a cessé de croître. L'oppression de la police d'état est devenue plus brutale, et se fait par l'intermédiaire de bandes fascistes. Le chômage et l'émigration ouvrière se développent constamment. Les impôts sont une charge insupportable, le gâchis et le vol des fonds publics par l'appareil d'état atteignent des proportions gigantesques.

Les dépenses militaires se sont accrues, et les bases de fusées de l'impérialisme étranger sont installées dans le pays. Un obscurantisme moyenageux règne dans les écoles et les universités. Le sang des ouvriers, des paysans ,des étudiants, celui de Lambrakis et de Tsarouhas a coulé dans la rue (2).

De mois en mois, d'année en année, le fossé entre les classes populaires exploitées et le gouvernement de dictature parlementaire de la réaction capitaliste est devenu plus large, plus profond et plus sanglant.

En dépit des obstacles puissants dressés par les traîtres Makris, Théodorou et compagnie (3), le mouvement ouvrier pour des revendications immédiates a suivi ces quatre dernières années une courbe ascendante. En 1959, 195 000 grévistes ; en 1960, 395 000 ; en 1961, 515 000 ; en 1962,

(1) ERE, union nationale radicale, parti d'extrême droite de Karamanlis.

() Lambrakis et Tsarouhas, deux députés de gauche. Le premier a été tué par les fascistes le 22 mai dernier.

(3) Makris, Theodorou, dirigeants « syndicaux » agents de la réaction.

818 000 ; et cet accroissement se poursuit en 1963. Durant les deux premiers mois de cette année, le nombre des grévistes a été de 154 000. En particulier, la jeunesse ouvrière est active, sur une base de classe. Dans certains cas, les luttes de la classe ouvrière prennent la forme d'un véritable combat de classe contre les forces de la machine étatique (bataille des ouvriers du bâtiment d'Athènes, le 1er décembre 1960).

Les paysans pauvres également, descendent dans la rue, dans des manifestations combatives de masses, noyées dans le sang, comme à Irakilo-Creta, à Valto-Xiromero. Les étudiants multiplient leurs actions militantes pour leurs revendications (15 % du budget pour les études) et contre les menaces de guerre (« Plus d'Hiroshima »). Les enseignants, les employés, les petits commerçants des villes manifestent leur indignation par des grèves et des manifestations.

Les élections de 1961, organisées par le gouvernement provisoire royaliste de Dovas (« élections de terreur et de truquage », comme on les a appelées) ont aiguisé l'opposition absolue des masses contre le gouvernement droitier et ravivé la contradiction entre l'Union du Centre (4) et l'ERE.

Poussée par le souci de survivre en tant que parti, exprimant les intérêts d'une fraction du capital, principalement industriel, et agissant comme une soupape de sûreté contre l'indignation des masses, l'Union du Centre, avec Papandreou à sa tête, mène son agitation politique sous les slogans : « Un Etat honnête ! Des élections honnêtes ! Un système électoral honnête ! ». Mais la pression des masses populaires est trop forte et dépasse les buts du Centre. Un meeting pacifique, convoqué par Papandreou, le 20 avril 1962, malgré l'interdiction gouvernementale, s'est transformé, du fait de l'ardeur des masses, en un véritable combat de classe contre l'oppression de l'appareil d'état, en une bataille populaire pour le droit démocratique aux meetings de masses contre le gouvernement des forces réactionnaires.

Depuis lors, en 1962 et pendant les premiers mois de 1963, le mouvement de masse pour les revendications économiques prend de l'ampleur, il se répand à la campagne, enflamme la jeunesse et entraîne des masses plus importantes de travailleurs (grève des médecins, des instituteurs, etc.). Des manifestations de masse contre la guerre, dans la capitale, se heurtent aux forces de police et à la gendarmerie.

Le gouvernement oppose au mouvement grandissant des masses un terrorisme accru, à l'aide de bandes fascistes à la solde du gouvernement, composées d'éléments de la pègre ; celle-ci terrorise et assassine les militants populaires, de concert avec ces bandes de meurtriers, qui agissent avec l'aide et sous la direction de fonctionnaires de l'Etat.

L'apogée de cette réaction fut atteint lors des événements sanglants de mai dernier à Salonique, où le député au Parlement, Lambrakis, fut assassiné et le député Tsarouhas grièvement blessé. A cette opération sanglante du gouvernement, le peuple répondit par une gigantesque manifestation lors des obsèques de Lambrakis, une des plus importantes jusqu'à présent, par le nombre et par l'indignation.

Dans cette situation extraordinaire, se manifesta l'opposition entre le trône et le gouvernement Caramanlis. L'usure accélérée du gouvernement impopulaire eut aussi ses conséquences sur le trône, qui l'avait favorisé et soutenu. Dans les masses en mouvement, la conscience de la solidarité entre le trône et Caramanlis devenait plus claire. Cette situation était très dangereuse pour le Palais, car les masses pouvaient retourner leur indignation contre lui, c'est-à-dire transformer la crise politique en une crise de régime. La reine Frédérika avait subi une grande perte de prestige à Londres, lors de son altercation avec Madame Ambatielos (5). Et n'oublions pas que Londres essaie actuellement de reprendre les positions perdues, dans la mesure où le programme américain d'aide diminue. Dans les larges masses, en Angleterre et en Europe, la famille royale des Gluksbourg était considérée comme un appendice du gouvernement de terrorisme sanglant qui avait emprisonné des milliers de militants politiques pendant plus de dix-huit ans. Le renouvellement de « l'amitié cordiale » entre Paul de Grèce et Elisabeth d'Angleterre (amitié détériorée par la question de Chypre)a été rendu plus difficile par l'impopularité du gouvernement Caramanlis dans les masses britanniques, et par la perspective d'une succession proche des Travaillistes aux Conservateurs. En outre, il existe dans une partie du capitalisme grec une certaine méfiance vis-à-vis de l'ERE, en ce qui concerne son aptitude à traiter de façon convenable les problèmes posés à l'économie grecque par son association au Marché Commun. Enfin, l'effort de Caramanlis pour former sa camarilla personnelle parmi les officiers du roi, et même une certaine manifestation d' « autorité » vis-à-vis des acolytes du trône, tout cela était une raison supplémentaire, quoique secondaire,

(4) Parti de la bourgeoisie libérale.

(5) Ambotielos, une militante, femme d'un prisonnier politique enfermé à vie dans les prisons grecques.

pour aiguiser l'opposition et même provoquer la rupture entre la famille royale et le gouvernement Caramanlis.

Cette rupture signifiait pour le Palais un effort pour se dissocier d'un Premier Ministre fatigué, un « renouvellement » de l'aile droite sous une autre direction, une désorientation des masses populaires, et un apaisement à leur indignation, une certaine satisfaction de l'opinion publique internationale, en un mot en faire un bouc émissaire.

Pour sa part, Caramanlis avait l'intention, par sa démission, de réussir un renouvellement parlementaire, au moyen d'un système électoral favorable à l'ERE, grâce à un gouvernement provisoire qui lui serait soumis, et d'un appareil d'Etat qui favoriserait sa réélection, tandis que sa clientèle électorale socialement arriérée serait impressionnée par son attitude « courageuse » envers le trône.

Le gouvernement Pipinelis (6) avait pour caractéristique d'être une agence du Palais tout en étant soutenu par la majorité parlementaire ERE. Il avait un double but : mystifier les masses et préparer de nouvelles élections de façon à favoriser la droite. Pour atteindre le premier objectif, et « purger » l'appareil d'Etat des éléments qui outrepassaient la loi bourgeoise dans leur croisade criminelle contre les militants populaires comme Lambrakis, il permit, par l'intermédiaire du Ministre de la Justice Sakerariou, aux juges de faire leur devoir. D'autre part, il montra sa sympathie pour les manifestations des meurtriers en faveur de l'officier de gendarmerie qui avait été emprisonné.

Il mit en prison pour la forme les quatre officiers criminels, Mitsou, Kamoutsis, Diamantopoulos et Papatriantafilou, mais dans des appartements confortables de la Sûreté Générale à Salonique, en leur donnant tout confort, liberté de mouvement, téléphone, visites, balcons pour haranguer leurs amis qui leur envoyaient des baisers et des fleurs. Si Radio-Athènes transmettait toutes les attaques contre les juges qui avaient ordonné l'incarcération des officiers, elle ne transmettait pas leur défense par le Ministre de la Justice Sakerariou.

Dans son ensemble, l'activité politique du gouvernement Pipinelis est très claire : il refuse la proportionnelle pour les élections. Il menace les partis d'opposition de solutions terroristes extra-parlementaires. Il rejette les revendications des travailleurs, il réprime dans le sang les mouvements paysans à Aheloos. En réponse à l'indignation des masses pour le crime de Salonique, il dit que des éléments « d'extrême gauche » préparent des meurtres et il poursuit sa campagne de calomnies contre la gauche pour ses positions prétenduement séparatistes pour la Macédoine. Enfin, en collaboration avec l'ERE et avec l'accord du trône, il prépare de nouvelles élections truquées pour le 3 novembre. De cette façon, nous allons vers des élections, au moment où l'appareil d'Etat se trouve aux mains de gangsters et de criminels du type de Iosmas (7), et dominé par le gang Karfitsa (8), où les gangsters et les fascistes paradent devant Mitsou sous les auspices et avec la protection de la police, où ces mêmes fascistes attaquent la justice bourgeoise elle-même, où des soldats de gauche tels que Mourlas et Palaskas sont torturés.

Le remplacement du gouvernement Pipinelis par le nouveau gouvernement provisoire de Mavromihalis ne change en rien la situation décrite ci-dessus. Nous aurons encore une fois la preuve que des « élections libres » sont en totale contradiction avec le régime d'oppression de terreur et de sang, même « épuré ».

Mais nous voici arrivés au point où nous pouvons voir le fantôme de la droite ultra-réactionnaire, blessée par le mouvement des masses de la dernière période et battu au premier round (renversement du gouvernement Caramanlis).

Dans ce processus, nous devons tenir compte de deux choses : l'une qui est la démagogie mensongère de l'Union du Centre, et sa « lutte intransigeante », qui ne s'est révélée que trop transigeante. Nous avions déjà dit que le Centre faisait de la démagogie, que les limites de sa lutte antigouvernementale étaient strictement définies par sa nature de classe, puisqu'il est la réserve « démocratique » de la réaction capitaliste, le soutien « démocratique » du trône, l'agent « démocratique » de l'impérialisme. Dans son essence, la politique de l'Union du Centre était un appel au grand capital, au palais, et à l'impérialisme américain, pour qu'ils lui donnent la préférence pour diriger le gouvernement capitaliste de la Grèce, étant donné qu'une organisation politique nationaliste et démocratique remplirait mieux cette tâche, assurerait un climat social plus favorable pour l'exploitation et l'oppression capitalistes.

Si cet appel ne fut pas accepté, c'est non pas pour des doutes sur les intentions de l'Union du Centre, mais parce que les capitalistes trouvent préférable, au moins dans la période actuelle, un gouvernement de droite avec Caramanlis, ou un succes-

(6) Ex-ministre de Caramanlis et premier ministre provisoire.

(7) Patron d'un gang fasciste. Il servit la Gestapo et les SS pendant la guerre.

(8) Autre organisation fasciste.

seur quelconque, à sa tête. L'Union du Centre est l'ennemie consciente des masses radicalisées et elle tâche de canaliser leur dynamisme dans les limites qu'elle lui fixe, d'un changement politique bourgeois. Mais par sa politique démagogique, l'Union du Centre a réussi dans les deux dernières années, à attirer un grand nombre de petits bourgeois et de paysans, jouant ainsi son rôle d'obstacle à une future radicalisation des masses, en créant des illusions dans leurs rangs.

Les directions du Parti Communiste et de l'EDA, au lieu de faire des efforts pour dissiper ces illusions, les renforcent au contraire par leur politique de collaboration de classe, le front patriotique » et d'union avec la bourgeoisie « nationale » et «démocratique ». Pendant toute cette période, l'EDA a été l'ombre de gauche du Centre bourgeois, le suppliant d'accepter sa collaboration. L'EDA a refusé de diriger les luttes des masses et de les élever au niveau d'une lutte contre le régime, sous le mot d'ordre d'une Assemblée Constituante. Pendant que l'Union du Centre trompait les masses, l'EDA et le PC grec trahissaient ouvertement les buts historiques de la classe ouvrière et de ses alliés. Du manque d'une telle orientation découlent les louanges à une aile de la bourgeoisie et le soutien au trône. Au contraire, le but doit être la concentration des masses sous leur drapeau de classe, qui est anti-capitaliste et anti-royaliste, de façon indépendante.

Mais peu de semaines nous séparent des élections. Les masses travailleuses et populaires doivent mener une lutte dure contre tous les partis capitalistes. Qu'elles votent encore une fois pour l'EDA, malgré les responsabilités historiques de sa direction.

Les élections truquées du 3 novembre 1963 ne créeront pas une nouvelle situation pour les travailleurs. Les problèmes trouveront leur solution finale dans l'arène extra-parlementaire de la lutte de classes.

Cependant, les masses opprimées doivent exploiter les derniers vestiges de parlementarisme bourgeois, en manifestant par leur vote :

— leur haine à tous les partis bourgeois de droite et du centre, à l'Etat des criminels, au trône et à l'impérialisme ;

— leur opposition de classe au régime d'exploitation, d'oppression et de guerre ;

— leur désapprobation envers la politique de collaboration de classe et de « front patriotique » avec les partis bourgeois ;

— leur volonté de se battre en un front uni de classe pour les revendications économiques, syndicales et politiques, des ouvriers, des paysans, avec comme orientation stratégique une Démocratie Socialiste des Conseils du Peuple.

La crise politique du régime d'exploitation reflète la croissance du mouvement des masses. Efforçons-nous de renforcer et d'élargir ces luttes comme seule perspective pour sortir de l'enfer d'aujourd'hui.

P. RICHARDS

La lutte de classe en U.R.S.S.

Il est une chose incompréhensible pour un grand nombre de travailleurs ainsi que pour des militants des partis socialistes et communistes ; comment se fait-il qu'aujourd'hui encore — plus d'une décennie après la mort de Staline et en dépit d'énormes bouleversements sociaux dans le monde entier mais aussi en Union soviétique — la vérité sur les luttes internes du parti dans les années 1920 et 1930 reste cachée à l'opinion soviétique comme par le passé. La nouvelle vague de révision de la période qui avait vu l'Union soviétique transformer l'Etat ouvrier commençant la construction du socialisme en un domaine de la dictature bureaucratique et personnelle, cette vague, qui avait commencé en 1956 avec le XX^e^ Congrès du parti, devint très vite étale. Il s'avéra que la formule « c'est la faute du culte de la personnalité », qui avait été choisie comme point de départ de la critique du passé, n'épuisait pas cette critique, mais au contraire servait à l'édulcorer et à l'embrouiller.

Certes, il est vrai que la personnalité de Staline, les méthodes dont il se servait, la terreur dont il avait fait l'outil principal de sa domination, expliquent pour une grande part l'histoire soviétique de 1921 à 1953. C'est L. Kamenev lui-même qui donnait au XV^e^ Congrès du parti (1927) la substance de la lutte menée par l'opposition unie dans la formule : « Bref, nous sommes contre le culte de la personnalité ». Mais c'est une grosse erreur de ne pas voir les profondes transformations sociales qui se sont déroulées dans les quarante années qui se sont écoulées depuis la mort de Lénine et d'oublier que Staline et le culte de la personnalité étaient l'expression concentrée d'un glissement dans les rapports des classes sociales.

En Europe on n'attribua pas l'importance nécessaire à ce moment de l'histoire. Mais celui qui a vécu le dur combat sans merci qui accompagna la liquidation de conquêtes d'Octobre après la mort de Lénine et l'édification de la dictature de la nouvelle couche parasitaire en Union soviétique, celui-là sait que ce processus a représenté un revirement essentiel de l'histoire dans les années 20 et 30, et que Staline avec son « culte de la personnalité » était l'architecte du nouvel édifice qui, Staline mort, n'a pas été détruit le moins du monde.

Je me souviens des discussions sans répit qui avaient lieu au début des années 30 entre adversaires et partisans de Staline, alors que les membres de l'opposition trotskyste et « unifiée » vivaient encore (bien que poursuivis par les séides de Staline et isolés dans les isolateurs politiques — des prisons — et en déportation). Les partisans de Staline utilisaient l'argument que la « ligne générale » du parti avait repris au fond toutes les propositions de l'Opposition (dans la question de l'industrialisation, etc.) et ces bureaucrates de conclure : « alors, que voulez-vous de plus ? ». Remarquons en passant que, dans toute une série d'œuvres de soi-disant soviétologues et autres « chercheurs » européens bourgeois et philistins parues ces dernières années, on retrouve la même argumentation rétrospective que celle des partisans de Staline : on vous démontre avec beaucoup de « perspicacité » que Staline, en réalité, n'a fait que réaliser le programme économique de Trotsky, Préobragensky, etc.

J'ai exactement en mémoire la réponse qui était alors donnée à cet argument et ce de la part des membres de l'Opposition qui, de par leur origine sociale, étaient des ouvriers ayant pris part déjà du temps de l'illégalité à la lutte contre le tzarisme, puis en 1917 à l'assaut du Palais d'Hiver et dont les corps étaient couverts de cicatrices, traces des blessures reçues devant les Blancs au cours de la guerre civile. Ces prolétaires répondaient : « Ce que nous voulons, c'est que VOUS n'y soyez plus ! »

Cela exprimait la profondeur du gouffre qui déjà l'époque séparait les staliniens de la classe ouvrière soviétique.

J'étais à ce moment-là depuis peu en Union soviétique et je fus effrayé par la haine profonde avec laquelle le travailleur fit cette réponse au fonctionnaire du parti. C'est dans les années suivantes que je compris que les ouvriers soviétiques saisissaient d'instinct que les partisans de Staline non seulement avaient trahi les idéaux de la Révolution d'Octobre, mais qu'ils étaient devenus, par leur fonction sociale et leur psychologie, des corps étrangers au prolétariat.

« Plus on se déplace vers l'Est et plus grande est la cruauté des classes dirigeantes. » Combien de fois ai-je entendu dans les années 30 et 40 cette citation utilisée avec une signification nouvelle : depuis longtemps les masses populaires soviétiques avaient compris que ce système d'oppression illimitée, de répressions aveugles, de mensonges, de perfidie, de meurtres massifs, n'avait rien de commun avec le socialisme, le communisme et la société sans classes.

Pourtant, avec le temps, il s'avéra que la nouvelle couche régnante en Union soviétique comprit l'importance des mots d'ordre socialistes pour l'organisation de l'économie (de SON économie). L'histoire de la Révolution russe était toute autre chose que les Révolutions anglaise ou française. D'où aussi la différence de forme que revêtit le triomphe de la réaction : Staline ne s'appuya pas sur les propriétaires terriens et les bourgeois de l'émigration. Il avait besoin du pouvoir d'Etat pour ses propres créatures et il utilisa tous les moyens pour créer un appareil d'Etat tout-puissant.

Dans les années 30, ce ne fut pas seulement l'ancienne Opposition qui fut anéantie physiquement (massacre de dizaines de milliers d'ouvriers dans le Grand Nord), mais aussi un million environ de membres du Parti (parmi lesquels les deux tiers du Comité Central élu par le XVII[e] Congrès en 1934) qui furent exclus, déportés, « liquidés ». Ce faisant, on empêchait par avance une réorganisation de la classe ouvrière. En même temps, l'Union soviétique se voyait hermétiquement isolée contre la pénétration d'idées démocratiques venant de l'étranger.

Il y a très peu de temps, en fin 1962, la direction du P.C.U.S. entreprit la tentative de se blanchir de l'instauration du régime de terreur. « La situation anormale qui se développa dans le parti en liaison avec le culte de la personnalité, absorba une partie des vieux communistes, en particulier les vieux cadres léninistes. Un grand nombre de délégués du XVII[e] Congrès du Parti, et en premier lieu ceux qui avaient connaissance du Testament de Lénine pensaient que le moment était venu de démettre Staline du poste de secrétaire général. » (Histoire du P.C. de l'Union soviétique, 2[e] édition complétée Moscou 1962).

Mais cette tentative est puérile et maladroite. Elle montre le peu d'aptitude des fonctionnaires du Parti responsables de l'Histoire en U.R.S.S. à saisir aujourd'hui encore les processus profonds dans les masses soviétiques qui menèrent à la dégénérescence de la période stalinienne.

En outre, le silence demeure sur le fait que l'exigence fondamentale de la démission de Staline et du changement de ligne était formulée depuis déjà des années par l'Opposition.

Ce qui a été atteint dans les dix à onze années écoulées depuis la mort de Staline en matière de rétablissement des faits historiques, c'est :

1° un rétablissement partiel des événements du milieu des années 30 et le dévoilement de la participation de Staline à la destruction des cadres du parti durant ces mêmes années ;

2° un recul non sans circonspection par rapport à la pratique régnante en matière de démocratie interne. (Condamnation de ce qui fut appelé « déviation des normes de Lénine dans la vie intérieure du parti ».)

3° début d'une révision dans l'appréciation de la collectivisation par Staline, laquelle était célébrée dans le « Précis d'Histoire » comme une glorieuse « révolution par en-haut », et qui est qualifiée aujourd'hui de « hâtive » et « erronée ». Comme la collectivisation représente le point final dans la transition qui va des traditions d'Octobre reposant sur l'alliance des ouvriers et des paysans jusqu'à l'instauration de la dictature bureaucratique qui rompit cette alliance, il faut attribuer une importance particulière à ces réserves contre la collectivisation ;

4° Cessation des représailles contre les ennemis de Staline et tentative de gagner ce qui reste de vieux cadres bolcheviks à une opération de « légitimation » du cours actuel du Parti en les réhabilitant et en les restaurant dans leurs droits de membres du Parti.

Sur ce point, la dernière période écoulée a prouvé que l'influence prolongée du régime de Staline et la minutie avec laquelle la caste bureaucratique régnante avait procédé à l'anéantissement de toute activité idéologique et organisationnelle au sein de la classe ouvrière et de l'intelligentsia, font obstacle à une véritable « Renaissance du Léninisme » (mot d'ordre qui était celui des vieux bolcheviks dans les années 1953-56).

En particulier, il s'avéra que : 1° les cadres de l'appareil du Parti formés par Staline au mensonge, à la perfidie et à l'hypocrisie dans l'esprit d'une discipline de robots étaient assez puissants pour assurer la continuation de la routine anti-léniniste dans l'activité idéologique du Parti (ainsi l'accord de « théoriciens » en vue sous Staline — tels Souslov, Ilitchev, Ponomarev entre autres — à la désignation de Khrouchtchev comme premier secrétaire du Comité Central était lié à l'idée que, sous sa direction, la critique de Staline ne serait pas nocive aux fondements idéologiques du bureaucratisme) ;

2° les tentatives d'une ranimation démocratique du Parti (restauration de la démocratie dans le Parti au moins dans une proportion égale à celle qui existait après la mort de Lénine dans la période des XIII[e] et XIV[e] Congrès du Parti, telle était la « norme » que les vieux membres du Parti avaient fixée comme objectif minimum de leurs efforts) ont échoué ;

3° la question de la transformation des Collectifs dégénérés en coteries bureaucratiques, en de véritables organisations des paysans, s'est soldée par un échec lamentable. La productivité insuffisante de l'agriculture et les problèmes qui en résultent constituent aujourd'hui encore le talon d'Achille de l'économie soviétique. L'incapacité d'un Parti paralysé par les traditions staliniennes à reposer dans son ensemble et à analyser sérieusement le problème de l'économie collectivisée, son inaptitude à prendre les mesures nécessaires menacent de soumettre l'édifice de la production soviétique aux épreuves les plus dures et, ce, à brève échéance.

4° la réhabilitation du petit nombre de léninistes survivants s'est avérée insuffisante pour influencer de façon efficace la vie des Soviets et du Parti. Les vieux cadres bolcheviks servent d'enseignes publicitaires aux mains des bureaucrates ossifiés du Parti ; ils publient de ci de là des souvenirs pompeux et de pathétiques déclarations solennelles de solidarité avec l'actuelle manœuvre du Parti (ainsi en est-il dans la question du conflit entre le P.C.U.S. et le P.C. de Chine), mais ils ne sont pas à même de peser de quelque façon que ce soit dans la situation.

La plaie béante, qui résulta au sein du P.C. de l'Union soviétique de l'anéantissement des militants actifs (mais aussi — il faut le souligner — d'une part très importante de la grande masse des militants), fut encore élargie par les pertes dues à la guerre mondiale. Les événements de la période de guerre ont effacé très largement jusqu'au souvenir même de la lutte des années 30 ; ils ont fait disparaître des consciences tant la lutte héroïque menée par les communistes de la période de l'Opposition fidèles à Lénine, que le sort des cadres du parti initialement utilisés par Staline et qui furent par la suite exterminés par lui.

La dernière période de la vie de Staline fut consacrée à l'entreprise de liquidation des traces de tout ce qui avait été fait du vivant de Lénine et surtout des traces des monstrueux forfaits de Staline dans les 10 à 15 années qui précédèrent l'attaque brusquée de l'Union soviétique par Hitler. Le nouvel appareil du parti fut éduqué sur la base des slogans aventuristes du culte de Staline : « il n'y a pas de difficultés que les bolcheviks ne puissent surmonter », « où est Staline, là est la victoire », etc., et l'on donna comme directive non seulement de ne pas mentionner les noms de la pléiade de vieux révolutionnaires liés à Lénine, mais, en outre, de détruire tous documents relatifs aux premières années de l'Etat soviétique.

A la fin des années 40, tandis que commençait la nouvelle « Yezovtchina » (répétition des méthodes Yezov d'anéantissement des masses), Staline lui-même entreprit de faire disparaître à jamais les matériaux contenus dans les archives de Lénine à l'Institut Marx-Engels. Le prétexte avancé était que les documents, dans lesquels le nom du « traître Trotsky » était mentionné, contenaient du matériel susceptible « potentiellement d'être utilisé à des buts contre-révolutionnaires ». Le projet ne fut pas mené à bonne fin par Staline : un groupe de vieux bolcheviks demeurés en vie, ayant à leur tête Krijanovsky, eut l'audace de saboter les directives de Staline — ce fut la raison de la disgrâce où tomba Krijanovsky durant les dernières années du régime de Staline.

Même si, de cette façon, une partie des documents importants de la Révolution d'Octobre fut sauvée, le manque d'information du grand public n'en était pas moins total. Rien ne pouvait être publié. Et aujourd'hui encore, dix ans après la mort de Staline, l'interdiction demeure quant à la publication des œuvres des plus proches collaborateurs de Lénine dans la Révolution d'Octobre. Les écrits de Trotsky, Boukharine,

Zinoviev, Radek et de bien d'autres membres de la vieille garde sont restés tabous même après le XXII[e] Congrès du parti, en fin 1963 !

Ceci apparaît incompréhensible à beaucoup que le tintamarre publicitaire sur la « libéralisation » et la « déstalinisation » a étourdis. Mais il est tout à fait évident pour qui s'est informé — ne serait-ce qu'un peu — sur la structure sociale effective de l'Union soviétique, sur les faits d'une lutte de classes qui va s'approfondissant dans les entreprises, les kolkhozes et même dans l'administration et dans l'armée, que c'est dans cette peur panique de la vérité et surtout de la vérité relative au passé du parti que se révèle la grande faiblesse de la couche dirigeante de l'appareil du parti.

C'est la crise idéologique interne qui s'exprime dans le zig-zag des décisions du parti, dans les résolutions contradictoires et les discours primaires de Khrouchtchev. Le soi-disant « Plénum idéologique » de juin 1963 fut un témoignage de l'indigence idéologique de l'appareil du parti et une preuve que l'ignorance, la légèreté et le penchant à falsifier et à déformer grossièrement, que les responsables actuels du « front idéologique » ont hérités de Staline, n'ont pas été surmontés le moins du monde.

Pourquoi s'étonner que la jeunesse soviétique cherche ses propres voies, des voies originales pour reconstituer la vérité ? Essayer de cacher la confusion idéologique par des mesures d'organisation, c'est la vieille méthode à laquelle recourut toujours Staline et qui, dans les mains de ses successeurs, revêt des formes encore plus caricaturales.

Le manque d'assurance de l'appareil central du parti à Moscou se répercute et se reproduit dans tous les rameaux de l'organisation communiste. Il est plus indispensable que jamais de soumettre à un réexamen minutieux les questions fondamentales de la situation en Union soviétique. Indispensable tant pour les masses laborieuses de l'Union soviétique que pour le mouvement ouvrier international.

DOCUMENTS

Défendons l'Algérie !

L'agression contre l'Algérie est une tentative désespérée du régime féodo-capitaliste décadent de la monarchie marocaine, soutenue par les impérialismes français, américain et espagnol, de saper l'influence grandissante de la Révolution algérienne parmi les masses pauvres du Maroc.

Le peuple marocain regardait du côté de l'Algérie, les yeux remplis d'espoir. Il approuvait la réforme agraire profonde, les nationalisations étendues, l'établissement d'un secteur socialiste de l'économie et les mesures prises en vue de faire de l'Algérie le Cuba de l'Afrique. Il était impressionné par l'organisation à l'échelle nationale de comités ouvriers et de comités d'autogestion démocratiquement élus. Il voulait que le Maroc commence à avancer sur la voie du socialisme comme l'Algérie le faisait.

C'est pourquoi la clique de la cour du roi Hassan décida d'attaquer le gouvernement révolutionnaire de l'Algérie et si possible de l'abattre. C'est pourquoi le roi Hassan fit coïncider son agression avec la rébellion contre-révolutionnaire armée à l'intérieur de l'Algérie dans les montagnes de Kabylie.

Mais l'assaut militaire lancé par le monarque marocain peut avoir des conséquences politiques inattendues pour son propre régime instable.

Déjà les plus importantes forces d'opposition à l'intérieur du Maroc ont répondu à l'appel révolutionnaire du gouvernement algérien de renverser Hassan II. Elles ont publiquement appelé à la défaite du gouvernement réactionnaire qu'elles ont stigmatisé. Elles saluent la victoire de l'Armée Nationale Populaire révolutionnaire de l'Algérie.

Que la révolution algérienne s'étende par delà la frontière au sein du Maroc, et ce sera un coup colossal à toute la structure néo-colonialiste soutenue en Afrique occidentale par de Gaulle, l'impérialisme américain et le régime fasciste de Franco. Pour l'impérialisme, c'est là une possibilité réelle effrayante. Les secteurs de l'impérialisme américain qui le voient le plus clairement font déjà appel à une intervention des Nations Unies.

Ces actes d'agression contre la révolution algérienne ne doivent pas réussir !

Le mouvement ouvrier international doit apporter une aide rapide à la révolution algérienne et bloquer l'agression entreprise par l'impérialisme à travers ses agents.

Bas les pattes devant l'Algérie !

Défendez la Révolution algérienne !

A bas la réaction marocaine !

Aide et solidarité pleine et entière au peuple algérien et à son gouvernement par une mobilisation en défense de leur révolution contre l'attaque lancée par la monarchie marocaine !

Vive la révolution socialiste qui s'étendra de l'Algérie au Maroc et à travers ses agents.

Vive la révolution socialiste qui s'étendra de l'Algérie au Maroc et à travers tout le Maghreb.

21 octobre 1963 LE SECRETARIAT UNIFIE DE LA IV[e] INTERNATIONALE.

LA CONSTITUTION DU FRONT UNIQUE DE GAUCHE A CEYLAN

(Déclaration du Secrétariat Unifié de la IV[e] Internationale)

Le Secrétariat Unifié de la IV[e] Internationale salue la constitution du Front Unique de Gauche à Ceylan et la participation de sa section, le L.S.S.P., à celui-ci.

La manifestation qui s'est déroulée lors de la proclamation récente du Front Unique de Gauche a confirmé que les masses ceylanaises ont de grands espoirs que ce Front Unique deviendra une réelle alternative socialiste au gouvernement

actuel et qu'il aidera à mobiliser les masses à tous les échelons dans une lutte pour les objectifs principaux indiqués dans la plate-forme du front unique de gauche.

Nous espérons avec les masses ceylanaises que ce Front Unique de Gauche parviendra à devenir un point de ralliement pour unir la lutte de toutes les masses laborieuses, à la fois les ouvriers des villes et ceux des plantations, ainsi que les paysans pauvres, indépendamment de leur nationalité ou de leur affiliation politique et syndicale.

SUR LE TRAITE DE MOSCOU

(Déclaration du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale)

La signature du traité de Moscou entre l'U.R.S.S., les Etats-Unis et la Grande-Bretagne a été accueillie par la très grande majorité de l'opinion publique internationale comme un signe de diminution de la tension mondiale, de ralentissement et de trêve dans la guerre froide, et comme un pas si relatif soit-il en direction d'une cessation de la course aux armements nucléaires. En cela se reflètent les sentiments des masses qui, à juste titre, craignent une guerre nucléaire et saluent avec espoir tout signe qui leur semble prometteur. Le Secrétariat Unifié de la IVe Internationale considère toutefois qu'une appréciation correcte du traité de Moscou doit nécessairement être basée sur une analyse des raisons qui ont poussé les puissances signataires à conclure ce traité, et des conséquences pratiques qu'il comporte, en évitant les pièges d'une propagande intéressée à discréditer *a priori* tous ceux qui osent avancer des critiques et qu'on voudrait présenter par un subterfuge polémique malhonnête comme des « ennemis de la paix », des fauteurs de guerre insouciants du danger d'un holocauste nucléaire.

Les puissances nucléaires ont été poussées vers un accord par une série de raisons qu'on peut synthétiser comme suit :

a) La situation d'équilibre relatif à laquelle a abouti la course aux armes nucléaires du fait que même la puissance qui se trouverait la moins favorisée dispose désormais d'un stock suffisant à assurer la possibilité d'une riposte efficace, voire à détruire complètement l'adversaire. Une certaine « rationalisation » avant tout des armements nucléaires s'imposait donc comme une nécessité, et sur ce plan existait une base de compromis.

b) Même pour des puissances telles que les Etats-Unis et l'Union soviétique, la poursuite et l'accélération ultérieure d'une course non « rationalisée » aux armements nucléaires représentent un fardeau économique de plus en plus lourd qu'aucun d'eux ne peut envisager d'accroître indéfiniment sans de graves conséquences. La direction khrouchtchevienne de l'U.R.S.S. ne saurait le faire qu'au détriment du cours économique quelle prône tandis que, pour les Etats-Unis, la course aux armements nucléaires sous sa forme actuelle n'implique pas un intérêt de stimulation économique dans la même mesure que les armements de type classique.

c) Surtout pour les deux principales puissances nucléaires (la Grande-Bretagne et à plus forte raison la France se trouvant à une très grande distance), l'intérêt de bloquer la situation au palier actuel, en cristallisant les rapports de force, en évitant si possible l'accès au « club atomique » d'autres puissances, et en premier lieu la Chine, pour renforcer ainsi leur hégémonie dans leurs camps respectifs.

Les dirigeants des puissances signataires considéraient en outre qu'ils pourraient exploiter le traité en le présentant aux masses comme une concession à leur pression, comme un succès, serait-il partiel, de leur lutte contre la guerre, espérant aussi consolider de cette façon leurs propres positions à l'intérieur de leurs pays respectifs.

Quant à la portée réelle du traité, il faut avant tout souligner que son contenu est en soi très modeste, car a) non seulement le stock nucléaire reste intact, mais il sera constamment accru sans aucune violation du traité ; b) les essais souterrains continuent ; c) la dissémination ultérieure des armes nucléaires n'est pas interdite ; non seulement des renseignements mais aussi des armes complètes pourront donc être transmises à d'autres puissances. En fait, aussitôt après la signature du traité, les Etats-Unis ont procédé à de nouvelles expériences et livré des ogives nucléaires à leur allié canadien, concrétisant ainsi des propos exprimés auparavant devant le Congrès américain par certains proches collaborateurs de Kennedy. La préparation d'une guerre nucléaire n'est donc pas stoppée, les expériences continuent, les deux principales puissances essaient de consolider davantage leur supé-

riorité. De tels éléments de fait contrebalancent très considérablement le seul résultat positif qui découlerait d'une stricte application du traité, à savoir l'élimination des dangers de retombées radioactives.

D'autre part, si l'on considère le traité de plus près il apparaît clairement que s'il favorise généralement les deux grandes puissances nucléaires au détriment des autres, il comporte plus spécialement des avantages plus grands pour les Etats-Unis que pour l'Union soviétique, laquelle a, d'ailleurs, renoncé à ses positions antérieures en la matière. La continuation des essais souterrains est censée être plus avantageuse pour les Etats-Unis grâce à leur plus grande expérience sur ce point. Mais — ce qui est plus important — Kennedy a des difficultés dans son camp, il n'a provoqué aucun déchirement et n'a pas aggravé la situation qui existait auparavant, tandis que la décision des dirigeants soviétiques a eu comme conséquence aisément prévisible une rupture de fait entre les deux Etats ouvriers les plus puissants.

Les accusations portées contre les Chinois par les partisans de Khrouchtchev en Union soviétique et dans le monde sont absolument injustifiées. Non seulement dans l'intention manifeste — somme toute naturelle — des impérialistes, mais aussi dans celle de Khrouchtchev, le traité est clairement dirigé contre la Chine qu'il voudrait ainsi reléguer à une condition d'infériorité manifeste. D'autre part l'argument selon lequel l'Union soviétique en se refusant à aider la Chine en matière d'armements atomiques, en contribuant à éviter la dissémination des bombes nucléaires, aurait « servi la cause de la paix » est également inacceptable. En premier lieu cette dissémination existe déjà dans le camp impérialiste et le traité n'empêche nullement qu'elle se poursuive ultérieurement. En second lieu on ne peut mettre un signe d'identité entre l'armement nucléaire d'un Etat ouvrier et celui d'un Etat capitaliste. En effet, si l'augmentation du nombre des Etats bourgeois munis d'armes nucléaires implique une augmentation des dangers de guerre, il en va autrement en ce qui concerne les Etats ouvriers qui, par leur nature propre, n'ont aucun intérêt à déclencher ni une guerre d'agression ni une guerre préventive. Au contraire, le fait que des Etats ouvriers autres que l'U.R.S.S. posséderaient des armes nucléaires ne saurait que constituer un obstacle supplémentaire aux plans bellicistes des impérialistes.

Les affirmations faites par les partisans de Khrouchtchev selon lesquelles l'U.R.S.S. est le bouclier du monde socialiste tout entier, qu'elle doit rester le seul bouclier nucléaire, que la direction soviétique est la seule compétente pour décider et se prononcer en matière d'armement nucléaire, loin d'être acceptables ne font en réalité qu'ôter le masque à leurs auteurs. Elles reviennent en pratique à remettre carrément sur pied la conception de « l'Etat-guide » qui avait été proclamée à tout jamais dépassée.

Les véhémentes protestations des Chinois — dont les textes et déclarations sont soit cachés soit déformés devant l'opinion prolétarienne internationale — sont d'autant plus fondées que, dès 1959, les dirigeants soviétiques ont violé l'accord conclu avec la Chine en 1957 sur la transmission des « techniques nouvelles », qu'à l'occasion de la signature du traité ils ont violé certains engagements du pacte de Varsovie vis-à-vis de l'Albanie qui, malgré le régime ultra-bureaucratique d'Enver Hodja, reste un Etat ouvrier n'ayant formellement jamais cessé d'être membre de ce pacte, qu'au moment de la crise entre l'Inde capitaliste et l'Etat ouvrier chinois, ils ont envoyé des armes à Nehru et que, d'après des nouvelles jamais démenties, ils viennent de prendre envers celui-ci des engagements encore plus graves, y compris concernant la livraison de fusées dites stratégiques.

La IVe Internationale, en mettant en lumière la portée réelle du traité de Moscou et en dénonçant toutes les déformations propagandistes intéressées, continue à lutter contre la menace d'une guerre nucléaire, selon la ligne tracée par son récent Congrès de réunification, en demandant l'interdiction de tout armement nucléaire, la destruction des stocks existants, la suspension de toute sorte d'essais nucléaires, et en soutenant les mouvements de masse contre la guerre, plus spécialement la lutte qui, dans une série de pays capitalistes, se poursuit pour le désarmement nucléaire unilatéral et pour l'élimination des bases impérialistes de par le monde. Elle considère donc que les propositions faites par le gouvernement de la République Populaire de Chine le 31 juillet 1963, concernant notamment la cessation de tous les essais nucléaires, la destruction des stocks existants, la suppression des bases militaires à l'étranger, la convocation d'une conférence représentative de tous les pays, constituent une base valable pour tous ceux qui veulent un désarmement nucléaire réel et non un simulacre visant à cacher des buts tout à fait autres et à semer des illusions dangereuses dans les masses.

1er septembre 1963.

LES LIVRES

" De la révolution "

Sous ce titre, les « Editions de Minuit » viennent de publier, avec une introduction d'Alfred Rosmer, quatre livres de L. Trotsky. Deux d'entre eux, **Cours Nouveau** et **La Révolution trahie,** avaient déjà été réédités dans les années passées par nos soins. Deux autres, **La Révolution défigurée** et, surtout, **La révolution permanente,** faisaient cruellement défaut. D'autre part, en livre de poche vient de paraître **Terrorisme et communisme,** qui fut écrit au cours de la guerre civile en réponse à une brochure de Kautsky.

Ainsi, le lecteur français commence à pouvoir disposer d'un nombre croissant d'ouvrages de Trotsky. Ainsi, peu à peu, il commence à disposer de moyens de connaître un passé que le stalinisme avait tenté d'étouffer sous une accumulation sans précédente de mensonges.

Il n'est pas question ici de procéder à un examen de chacun des livres de Trotsky qui viennent d'être publiés au cours des derniers mois. Ils jalonnent diverses étapes de la révolution russe, depuis le rappel des polémiques et des controverses qui remplirent les années qui précédèrent la révolution, en passant par les années de la guerre civile, pour arriver aux années combien plus rudes encore de la dégénérescence stalinienne qui s'abattit sur l'Etat ouvrier et sur le mouvement communiste qui s'était rassemblé à l'appel des bolcheviks. Comme toutes les œuvres de Trotsky, ce ne sont pas seulement des documents de combat d'une époque révolue, mais des documents pour les années que nous traversons à présent, qu'il s'agisse de la condamnation du philistinisme démocratique qui touche aujourd'hui non seulement la social-démocratie mais les partis communistes, ou des problèmes de la lutte des peuples coloniaux menacés après l'indépendance par le néo-colonialisme, ou aussi des problèmes de la société débarrassée de la domination capitaliste mais marquée par les stigmates de la société capitaliste ou coloniale dont elle est issue.

Nous invitons bien entendu nos lecteurs à lire et à étudier ces ouvrages. Ces ouvrages qui s'avèrent d'un contenu trop fort, aussi bien pour les staliniens qui font le silence sur eux que pour les « découvreurs » de nouvelles théories mort-nées qui ont dans le meilleur des cas écrit d'insipides commentaires à leur propos.

« THE PROPHET OUTCAST »

(Le Prophète proscrit)

Le troisième et dernier tome de la biographie de Trotsky par Isaac Deutscher vient de paraître en anglais (édité par Oxford University Press). Le livre nous est parvenu trop tard pour que nous puissions en faire, dans ce numéro de **Quatrième Internationale,** le compte-rendu que mérite une telle œuvre et de ce fait nous ne pourrons le publier que dans notre prochain numéro.

Nous nous excusons auprès de l'auteur et de nos lecteurs, mais nous ne voulons pas attendre jusque-là pour inciter à la lecture de cet ouvrage.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

UNION SOVIETIQUE

Campagne contre la IV^e^ Internationale

Les **Izvestia** du 13 septembre ont publié un article signé S. Ivanovitch intitulé « **La IV^e^ Internationale, une association de rénégats trotskystes** ». Cet article occupe près d'une demi-page du quotidien soviétique (1).

D'autre part, **Kommunist,** l'organe théorique du CC du PC de l'URSS, a publié dans son numéro 14 (septembre 1963) une réponse longue de trois pages à une lettre d'un lecteur instructeur du Parti, demandant, à la suite de la publication de l'échange de lettres entre les partis soviétique et chinois, ce qu'était la IV^e^ Internationale mentionnée dans ces lettres.

Ces deux articles, d'un contenu très voisin, contiennent encore un nombre d'injures et de calomnies, mais ils sont d'un tout autre ordre que par le passé. Il n'est plus question d' « hitlérotrotskysme », d' « agents » de ceci ou de cela, mais d'ennemis du « léninisme » comme le conçoivent les Khrouchtchev. Ces articles constituent une sorte de débat politique, comme des bureaucrates peuvent en mener, avec la défiguration des positions trotskystes de façon à pouvoir mieux les combattre.

Le but principal de ces articles, c'est de mettre en garde les rangs du P.C.U.S., son appareil surtout, contre les positions des Chinois qui ont trouvé dans les trotskystes de « dignes alliés ». Ces articles ont également pour but d'intimider les Chinois : regardez de quel côté vous allez mettre les pieds !

Ces articles témoignent — l'introduction à celui paru dans **Kommunist** le dit explicitement — que le conflit sino-soviétique a soulevé dans le P.C.U.S. des demandes au sujet de la IV^e^ Internationale. Si ces articles ont paru dans d'aussi importants organes, il ne s'agit évidemment pas de caprices de journaliste, mais d'une décision du Presidium qui ne pouvait laisser les gens chercher indépendamment les réponses à leur curiosité au sujet de la IV^e^ Internationale.

Quant au résultat de ces articles, qu'un esprit critique ne peut pas ne pas lire sans en tirer un intérêt et parfois même de la sympathie pour la IV^e^ Internationale, ce n'est pas dans l'immédiat qu'on pourra le connaître.

(1) Le texte de cet article, ainsi qu'une réponse de Pierre Frank, ont paru dans le numéro 15 de *l'Internationale* (octobre 1963).

CANADA

Conférence nationale de la Ligue d'Action Socialiste

En août, à Vancouver, la Ligue d'Action Socialiste (LSA) a tenu sa première conférence nationale depuis sa création voici trois ans. La L.S.A. s'est créée, juste avant la fondation du Nouveau Parti Démocratique (N.D.P.), par la fusion de la Ligue d'Education Socialiste de Toronto et du Centre d'Information Socialiste de Vancouver et de leurs partisans dans le pays. A cette époque, elle s'était fixé l'objectif de prendre part aux débats dans le mouvement syndical et dans l'ancienne C.C.F. et d'organiser une tendance nationale des gauches qui entamerait la lutte pour gagner le parti à un programme de lutte des classes et un objectif socialiste.

Cette conférence de la L.S.A. s'est réunie à la veille du deuxième Congrès fédéral du Nouveau Parti Démocratique. Ruth Bullock, Ernest Tate, Malcolm Bruce et Ross Dowson furent parmi les principaux rapporteurs et participants à la discussion.

La discussion porta principalement sur deux textes : le premier étant un bilan de deux années du N.D.P. ; l'autre, une estimation des résultats de la Révolution Cubaine et de sa signification. Il y eut une discussion approfondie d'un rapport sur les syndicats, avec un accent particulier sur la question de l'autonomie des syndicats canadiens.

La discussion sur le N.D.P. suivit à propos de l'exclusion toute récente d'un nombre considérable de jeunes des organisations de l'Ontario et de la Colombie Britannique des Jeunesses du N.D.P., ainsi des harcèlements persistants du journal **Vanguard** par la direction réformiste du parti. En dépit de toutes ces attaques contre les droits élémentaires de la démocratie, et du tort important qu'elles font au parti, la conférence affirma son soutien au N.D.P., parti de masse des travailleurs canadiens, et son intention de se battre pour la liberté des idées et des tendances dans le parti, et pour sa victoire sur le capital.

Un document adopté par la conférence déclare ceci : « La capacité actuelle qu'a la direction du N.D.P. d'expulser les opposants, est moins un signe de sa force que de la faiblesse relative de ses relations actuelles avec la classe. A mesure que le parti ouvrier étendra et approfondira son influence sur la classe, et que nous renforcerons également notre liaison avec elle, la bureaucratie aura beaucoup moins la possibilité de s'en prendre à l'opposition socialiste sans mettre gravement en danger sa position globale. Peut-être est-ce parce qu'ils ont partiellement conscience que demain apportera un courant nouveau de militants ouvriers et que la situation leur sera beaucoup moins favorable, que les dirigeants du N.D.P. sont portés à des mesures extrêmement insouciantes dans leur lutte actuelle contre la gauche. Pour la gauche, ceci devrait être la source d'une confiance considérable en la justesse de sa ligne, et devrait l'inciter à ne céder sur aucun front et à renforcer ses liens... »

Le rapporteur du texte sur le N.D.P. nota la croissance rapide de la Ligue depuis sa fondation et son influence accrue dans le pays. Un seul délégué exprima une opinion défavorable sur l'avenir du N.D.P., étant donnés son orientation toujours plus droitière et son échec à réaliser dans sa croissance et dans son influence les promesses du Congrès de Fondation.

La Conférence a salué la Révolution cubaine comme la première révolution socialiste en Amérique du Nord, et qui a abouti, d'une façon enthousiasmante, à créer un Etat ouvrier. Tout en reconnaissant que les formes d'une démocratie ouvrière n'avaient pas encore été institutionalisées, elle a noté la sensibilité et l'adaptation extrêmes de la direction révolutionnaire de Castro et Guevara aux exigences des masses, et l'évolution très nette de Cuba dans la voie de la démocratie ouvrière.

L'un des moments importants de la conférence fut un rapport détaillé sur le congrès tenu en Italie, qui a eu pour résultat l'unification des principales forces du mouvement trotskyste mondial.

Ross Dowson, qui y assista, à titre personnel d'observateur, rapporta sur ce Congrès de Réunification de la IV[e] Internationale, fondée par Léon Trotsky, où fut surmontée une scission d'une dizaine d'années.

En tant que rassemblement de la gauche dans le Nouveau Parti Démocratique, qui est affilié à la Seconde Internationale, la Ligue d'Action Socialiste, tout en reconnaissant les trotskystes pour des combattants chevronnés pour le socialisme, et en les accueillant dans ses rangs comme des participants loyaux dans la lutte pour un N.D.P. socialiste, n'est pas affiliée à la IV[e] Internationale. C'est avec un intense intérêt que la conférence a écouté le rapport ,discuté les principaux documents adoptés par le Congrès de Réunification de la IV[e] Internationale et exprimé sa solidarité idéologique avec ses buts socialistes.

BOLIVIE

La grève des mineurs de l'été 1963

Les mineurs boliviens ont mené une grande lutte cet été.

La raison première du conflit étant le soi-disant problème de « remise à jour » ; c'est-à-dire les applications des mesures exigées par le plan triangulaire (Bolivie, Allemagne, U.S.A.) pour la modernisation des mines qui ont affronté des difficultés techniques et économiques se répercutant sur la production, ces dernières années.

Ce que la direction des mines nationalisées (Comibol) voulait en accord avec le gouvernement Paz Estensoro et les impérialistes, c'était que les mineurs payent le prix de la « remise à jour » en abandonnant, entre autres choses, quelques-unes des conquêtes de la révolution de 1952.

La lutte commença par un arrêt de travail au « — 650 m » de la mine « Siglo XX » ; arrêt de travail décidé par la direction locale du syndicat sous l'influence du P.C. La réponse de Comibol fut violente : suspension de 1051 mineurs, l'expulsion de deux leaders locaux, arrêt des heures supplémentaires, etc.

Une réunion extraordinaire des secrétaires du syndicat décida de la reprise du travail. Mais Comibol ne retira pas les mesures prises. Alors la grève s'étendit.

Une grève générale des mineurs fut décidée. 5.000 mineurs prirent part à la lutte de manière très militante.

Au début de la lutte, le gouvernement envoya des agents de police et des soldats en civil près de Catavi pour mobiliser les paysans contre les mineurs, au moyen notamment d'une organisation bureaucratique de paysans.

La milice des mineurs à Catavi et Siglo XX se mobilisa et engagea une véritable bagarre avec les forces gouvernementales. Il y eut des morts de part et d'autre.

Le chef des forces gouvernementales fut fait prisonnier et fusillé par les mineurs en vengeance de la mort d'Octavio Torricos, secrétaire de la milice du syndicat à la mine « Siglo XX ».

La grève générale des mineurs dura deux semaines. D'après une déclaration du Comité Exécutif du Parti révolutionnaire des travailleurs (P.O.R.), section bolivienne de la IV[e] Internationale, la grève a souffert de plusieurs faiblesses.

Elle était mal préparée et même son début fut improvisé. Il n'y eut aucune organisation de la masse. Qu'à de rares exceptions, il n'y eut pas de meeting, pas d'élection de comités de grève, ni manifestations de masse. La direction nationale n'indiqua aucun but commun qui aurait pu unifier les mineurs dans leur lutte. En conséquence, la grève apparut essentiellement comme une lutte défensive de solidarité avec les mineurs de Catavi et Siglo XX.

Cela explique le résultat de la grève. La réintégration des deux leaders ne fut pas obtenue. Même pire encore, on arrêta le contrôle des travailleurs. L'autorité des syndicats fut balayée. Le travail supplémentaire éliminé. Les tarifs seront révisés, d'après les intérêts de la direction et non de ceux des travailleurs.

« Cela signifie, conclut le document du P.O.R., que rien ne fut obtenu et qu'on ne para pas aux coups du gouvernement. La masse des mineurs a été attaquée et leurs conquêtes limitées. La responsabilité de tout cela retombe sur la tendance Lechin et le P.C. qui provoquèrent la dispersion de la force des masses et capitulèrent devant Comibol et le gouvernement. »

INDE

Apre lutte au sein du Parti communiste

Après une session de cinq jours, le Comité Central du P.C. indien, d'où une grande partie de l'aile gauche se trouvait absente — pour cause d'emprisonnement par Nehru en raison du conflit de frontières sino-indien — a blâmé A.K. Gopalan, dirigeant du groupe communiste au Parlement indien, pour « défiance ouverte et volontaire et calomnie publique du parti ».

Le « crime » de Gopalan était d'avoir pris la parole à un meeting organisé à Calcutta par la Convention Démocratique (une organisation soutenue par l'aile gauche du P.C. indien) pour demander la libération des prisonniers politiques et protester contre la politique alimentaire antipopulaire du gouvernement. Gopalan avait accusé la direction Dange de « réformisme et révisionnisme » et de « capitulation totale devant le gouvernement de Nehru ».

Une tentative initiale d'éliminer Gopalan de la direction du groupe parlementaire et de le suspendre du C.C. fut abandonnée quand trois régions du parti — West Bengal, Andhra et Kerala — menacèrent de faire une scission et de créer un nouveau parti. Le vote de blâme ne fut adopté qu'à la majorité. Le leader de la tendance « centriste », E.M.S. Namboodiripad, qui venait de revenir de Moscou où il avait suivi un traitement médical, n'assistait pas à la session, mais il avait mis en garde le C.C. contre une action précipitée.

D'autres accusations contre Gopalan et le leader de gauche du Kerala, P. Sundarayya, ont été renvoyées devant une commission de contrôle.

Antérieurement, le C.C. avait adopté par 52 pour, 22 contre et 3 « neutres », une résolution soutenant la position du P.C. soviétique dans le conflit sino-soviétique, critiquant le P.C. chinois pour une « plate-forme dogmatique, sectaire et aventuriste ». Le C.C. avait repoussé par 52 voix contre 25 une résolution de Namboodiripad critiquant à la fois le « révisionnisme » de Moscou et le « dogmatisme » de Pékin. Cette résolution fut soutenue par toute la gauche, et la victoire de Dange ne fut possible qu'en raison de l'emprisonnement de 35 membres du C.C. appartenant à la tendance de gauche.

A leur retour à l'aéroport de Trivandrum (Kerala), après le C.C., Gopalan et Namboodiripad furent acclamés. L'affaire fut présentée comme une réception « non officielle » spontanée pour protester contre le « blâme public humiliant » à Gopalan.

ITALIE

Le Parti communiste et « l'ouverture à gauche »

Le CC du PC italien a tenu deux sessions pendant le mois d'octobre, à une dizaine de jours d'intervalle. La première fut consacrée à la situation politique intérieure, inaugurant une période nouvelle de divergences au sein de la direction du parti. La seconde, sur laquelle **l'Unita** ne publia pas de compte rendu, vota unanimement après une courte discussion une résolution sur les problèmes du mouvement communiste international.

Du 14 au 16 octobre ,la première session discuta un rapport présenté par Barca au nom du Secrétariat national du parti. Ce rapport porta surtout sur les perspectives politiques à court terme, plus spécifiquement sur la participation éventuelle du Parti Socialiste italien (Nenni) à un gouvernement de centre gauche. Le rapport accentua l'attitude déjà sensible au sujet du gouvernement Fanfani avant les élections. Barca déclara que « ce n'est pas la formule centre gauche en soi qui doit être discutée ni même le principe d'une collaboration gouvernementale entre le Parti Socialiste et la démocratie chrétienne », que « les communistes n'ont jamais considéré les formules comme étant plus importantes que les questions réelles », et par conséquent qu'un tel gouvernement devrait être jugé par sa réponse à de telles questions. Il s'agit selon le rapporteur de permettre de « donner une issue positive à la crise politique actuelle », sans qu'il se montre très clair sur ce que pourrait être cette issue positive.

Ce rapport entraîna une importante discussion. Le secrétaire national des JC, Occhetto, critiqua le rapport d'un point de vue de gauche. D'autres membres du CC intervinrent dans le même sens. Sur 23 interventions, 9 furent des critiques de gauche, 7 défendirent ouvertement le rapport, les autres furent ou indécises ou limitées à des questions particulières. Parmi les critiques de gauche, il faut signaler celles des dirigeants de syndicats comme le textile et les ouvriers agricoles, du rédacteur en chef adjoint de l'« Unita », des dirigeants de villes comme Milan, Turin et Rome. La critique la plus claire fut faite par le député de Rome, Natoli. « Il y a un point dans le rapport de Barca qui ne me convaint pas, dit-il... J'y trouve l'écho de quelques-uns de nos vieux raisonnements qui me paraissent anachroniques... comme si rien ne s'était produit depuis un an et demi. C'est le point... où le rapporteur déclare que ce n'est pas la formule centre gauche qu'il faut discuter mais... la substance du programme couvert par cette formule. » Il poursuivit en disant qu'il ne fallait pas « attendre et voir » mais accentuer la lutte pour battre le groupe dirigeant de la démocratie chrétienne.

« L'Unità » donna jusqu'à ce point un compte rendu clair. Mais il n'en fut pas de même en ce qui concerne la réponse de Barca. Celle-ci fut encore plus accentuée sur la droite comme l'indiquaient des informations publiées dans toute la presse, à l'exception de l'organe du PC. Ainsi, l'organe socialiste « Avanti » publia la phrase suivante de cette réponse : « Bien que nous devions combattre le plan de la direction démocrate chrétienne, nous ne devons pas tomber dans l'idée d'un abandon total de l'expérience centre gauche, car ceci créerait un vide qui serait probablement rempli par une ligne conservatrice ». L' « Avanti » profita de l'occasion pour montrer la contradiction entre cette déclaration et la critique que le PC faisait à une collaboration gouvernementale du PS, collaboration que le PS justifiait avec des arguments analogues à ceux de Barca.

D'où vient cet incident ? Après la réponse de Barca, un des membres du CC, Spano, était intervenu pour mettre en garde contre la publication de la réponse de Barca, qui gênerait la gauche du PS. Après une discussion dans laquelle intervint Togliatti, la décision avait été prise de publier une réponse basée sur l'intervention faite par Togliatti. Mais, il apparut que ce fut fait trop tard, un premier communiqué de presse ayant déjà été envoyé avec le texte de la réponse de Barca.

Sur les questions internationales, la résolution reprend les positions habituelles de la direction Togliatti. Mais elle se prononce contre la proposition de tenir actuellement une conférence des partis communistes, estimant que celle-ci aboutirait soit à une exacerbation des divergences et même à une scission soit à un compromis formel ne donnant pas satisfaction.

Ces deux sessions du CC montrent que, la direction Togliatti avait pu avant les élections législatives, lorsque la formule Fanfani de centre gauche apparaissait comme une expérience future, contenir une opposition qui couvait, mais une telle situation ne peut plus se poursuivre. La direction Togliatti ne pouvant formuler une nouvelle politique, on comprend son attitude prudente en face du conflit sino-soviétique, car ce qui pourrait servir Khrouchtchev pourrait par contre gêner Togliatti en face de critiques de gauche grandissantes.

Abonnez-vous à „QUATRIÈME INTERNATIONALE"

Abonnement : un an (4 numéros) .. .. 11 F

Abonnement de soutien .. .. 15 F

Etranger : un an .. .. l'équivalent de 3 dollars
(plus frais postaux pour envoi par avion)

Pour nous aider :

ABONNEZ-VOUS !

FAITES-NOUS PARVENIR DES LISTES POSSIBLES A PROSPECTER EN VUE D'ABONNEMENT !

En vente aux Publications de « QUATRIEME INTERNATIONALE »

Léon TROTSKY. — ECRITS 1928-1940 **(tome I** : L'exil, Staline théoricien, le premier plan quinquennal.)	10	F
Léon TROTSKY. — ECRITS 1928-1940 **(tome II** : Où va la France ?)	5	F
Léon TROTSKY. — ECRITS 1928-1940 **(tome III** : La tragédie de la classe ouvrière allemande en 1933, la révolution espagnole (Les trois tomes ensemble : 25 F)	16	F
Léon TROTSKY. — La révolution trahie (réédition de 1961)	9	F
Les Bolchéviks contre Staline (1923-1928) (Cours Nouveau, de L. Trotsky ; la plate-forme de l'Opposition de gauche Trotsky-Zinoviev ; les « dangers professionnels du pouvoir », de C. Rakovsky)	4	F
M. Pablo. — Dictature du prolétariat, démocratie, socialisme	4	F
Le dossier de la « déstalinisation » (le rapport Khrouchtchev au 20e Congrès, commenté par la IVe Internationale, et plusieurs documents et articles), édité en 1956	2	F
Après de Gaulle ? une brochure éditée par le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IVe Internationale)	1	F
« Quatrième Internationale », numéros spéciaux:		
Le 5e Congrès Mondial de la IVe Internationale (1957)	2	F
Le 6e Congrès Mondial de la IVe Internationale (1961)	2,50	F
Le Congrès Mondial de Réunification (1963)	3	F

Commandes à Pierre FRANK, 21, rue d'Aboukir, Paris 2e.
Compte Chèques Postaux C.C.P. Pierre FRANK 12648-46 Paris.

Le Directeur-Gérant : Pierre FRANK
Diffusé par les N.M.P.P.
Imprimerie « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris 12e

Imprimé en France
Prix : 3 F
Prix pour l'Afrique du Nord : 2 F